

DES POSSIBILITÉS
DE
DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL
DE LA ROUMANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 Décembre 1932, à 13 heures 30

PAR

Aurelian Z. STRAT

Président : M. H. TRUCHY, professeur

*Suffragants : { MM. PIROU, professeur
R. PICARD, professeur*

PARIS (Ve)

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

**DES POSSIBILITÉS
DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL
DE LA ROUMANIE**

DES POSSIBILITÉS
DE
DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL
DE LA ROUMANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 Décembre 1932, à 13 heures 30

PAR

Aurelian Z. STRAT

Président : M. H. TRUCHY, *professeur*
Suffragants : { MM. PIROU, *professeur*
R. PICARD, *professeur*

PARIS (V^e)

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1932

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
Thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.



A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

ET

A MON PÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREMIÈRE PARTIE

Ce que nous voulons montrer dans cette première partie de notre étude, c'est la situation économique de la Roumanie avant la guerre et surtout les changements apportés à cette situation par la guerre et les réformes qu'elle a amenées en même temps. Pour la Roumanie comme pour la France, et d'ailleurs les autres pays cruellement éprouvés par la grande guerre mondiale, nous pouvons reprendre la comparaison tellement juste du Ch Gide et W. Oualid (1) : Imaginons-nous que, comme dans la légende allemande des Sept Dormants, l'un d'eux se fût endormi non il y a mille ans, mais il y a seulement quinze ans et qu'il se réveillât aujourd'hui. Il lui serait sûrement fort difficile de reconnaître la France sous son nouvel aspect économique et moral ; mais nous estimons que la Roumanie serait encore plus méconnaissable sous son nouvel aspect résultant de la guerre. Nous ne voulons point faire dans cette courte introduction le bilan de la guerre pour la

(1) GIDE (Ch.) et OUALID (W.) : *Le bilan de la guerre pour la France*. Publication Carnegie. Paris, 1931.

Roumanie comme se l'étaient proposés pour la France les deux illustres économistes ; mais nous voulons montrer d'une façon tout-à-fait sommaire les changements survenus dans la production de la Roumanie actuelle, faire une comparaison dans un cadre large et compréhensif entre le passé qui a précédé de près la guerre et le présent.

Le problème qui retiendra particulièrement notre attention dans cet ensemble de faits économiques sera sans doute la situation de l'industrie roumaine, ses manifestations formelles et ses sources de vie, c'est-à-dire matière première et énergie.

Cette partie ainsi conçue par nous présentera au point de vue de notre étude une double utilité : d'abord celle de nous mettre au courant de la situation économique roumaine d'avant, de l'époque et d'après la guerre, ensuite de nous permettre de déterminer aussi sûrement que possible les événements les plus importants ayant eu dans le passé une influence quelconque sur la situation industrielle de la Roumanie et ses possibilités d'avenir.

C'est la meilleure manière , selon nous, d'envisager approximativement l'état actuel de l'économie nationale roumaine, en ce qui concerne l'industrialisation du pays, car n'oublions pas que si pour la vie organique des individus, passé et avenir sont inséparablement liés, il en est de même pour la vie économique des nations.

Il est certain que la cadence du développement économique de la Roumanie s'est considérablement précipitée après la guerre ; mais faut-il considérer l'économie

actuelle de ce pays comme un organisme neuf, issu d'une révolution proprement dite, d'une refonte totale de ses forces créatrices ? Parmi d'autres questions, celle-là reste à voir et nous nous proposons de l'examiner dans la présente étude.

CHAPITRE PREMIER

STRUCTURE ÉCONOMIQUE DE LA ROUMANIE AVANT LA GUERRE

SECTION I

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

La Roumanie avant la guerre, était un pays couramment considéré dans les milieux économiques et politiques comme « éminemment agricole ». Il y avait dans cette formule trop usitée, de la vérité, de l'ironie et une certaine résignation en même temps.

L'orographie de la Roumanie, formée d'une part, par la chaîne sinueuse des Carpathes, élément essentiel dans notre développement historique et ethnique au cours de longs siècles et de l'autre par les collines arrondies de l'Olténie, de la Valachie et de la Moldavie — terrains d'alluvions fertiles, avec des versants bien exposés et des eaux courantes favorisant paturage et agriculture — rendait ce petit pays propre surtout à l'élevage du bétail et à la culture des champs, avec sa popu-

lation de 7.897.000 habitants environ et sa superficie de 138.000 kilomètres carrés. Telles étaient les deux grandes occupations de la majeure partie des roumains, au cours des siècles formant leur histoire douloureuse et tourmentée.

La constitution géologique du sol était, en outre, un puissant déterminant en faveur de l'activité agricole de la population, et cette forme d'activité une fois entrée dans les habitudes des paysans, s'y est enracinée, et, aujourd'hui nous assistons à des difficultés insurmontables en vue de changer les traditions consacrées à l'ensemencement des terres, au transport et à la vente des produits du sol.

Le climat, avec des hivers rigoureux et neigeux et des étés chauds et secs, a été également d'un grand poids dans le choix de l'agriculture comme moyen de production prépondérant. Le printemps et l'automne durent peu, les neiges couvrant le sol au moins cinq mois par an, quelquefois plus. La navigation sur le Danube est arrêtée par les glaces cent jours par an en moyenne. Les pluies se raréfient en allant vers l'Est. Les vents viennent généralement de Russie et apportent tour à tour de terribles chaleurs et sécheresses pendant l'été et de grands froids pendant l'hiver (aquilon). Le choix des plantes cultivées (blé, seigle et autres graminées annuelles) a toujours été imposé par le climat. Ainsi, à ce point de vue, l'affirmation de M. H. Truchy nous semble tout à fait justifiée :

« Les conditions climatiques et géologiques, la composition et le relief du sol, le système hydrographique

« déterminent le sens et les possibilités du développement économique (1).

Plus loin, M. H. Truchy précise :

« L'action des milieux physiques sur l'homme et par suite sur le développement économique et la richesse des nations n'est pas toujours estimée à son exacte valeur. Il y a des nations riches et des nations pauvres et on cite volontiers les premières en exemple aux secondes, comme s'il ne dépendait que de la bonne volonté de celles-ci de devenir à leur tour aussi riches. C'est une erreur grave. La vocation économique et les possibilités de développement de chaque nation sont inscrites dans le sol qu'elle possède ».

Ces considérations nous conduisent fatalement à la spécialisation internationale ; en effet, nous ne devons pas considérer comme un simple fait du hasard que les habitants de tel pays s'adonnent plus particulièrement que les habitants de tel autre à un labeur déterminé. Cette spécialisation due à des conditions non seulement climatiques et géologiques, mais aussi morales et psychologiques — une conséquence des premières — doit être regardée comme une nécessité presque physique. C'est à l'école classique qu'il faut rendre l'honneur de cette vérité non découverte, — car la vérité étant préexistante n'a pas besoin d'être découverte — mais mise en lumière par elle avec un éclat incomparable. Le développement économique de la Roumanie, dont nous

(1) H. TRUCHY, Professeur à la Faculté de Droit de Paris. Cours d'Economie politique, Troisième Edition, 1929, tome I, page 53.

sommes loin de vouloir déterminer ici les étapes et les formes historiques passagères, nous est une preuve de plus à l'appui de cette vérité élémentaire peu contestée à l'heure actuelle, mais de laquelle on tire fréquemment de fausses conséquences.

SECTION II

STRUCTURE AGRICOLE DE LA ROUMANIE AVANT LA GUERRE

La structure agricole de la Roumanie avant la guerre, ressort encore plus clairement d'une rapide comparaison entre la richesse de l'agriculture et celle de l'industrie dans l'ensemble de la richesse nationale. Dans l'ancien Royaume, l'agriculture détenait la somme de 21.500 millions de lei dans le total de la richesse nationale. L'apport de l'industrie n'était que de 1.014 millions, donc de 4.7 % de la fortune nationale. La prépondérance de l'agriculture n'a plus besoin d'être prouvée. Si nous envisageons la situation des autres pays à la même époque, quant à la production, il apparaît que la supériorité de la Roumanie s'affirme plus clairement encore. La France produisait avant la guerre quatre quintaux de céréales par tête d'habitant ; la Roumanie en produisait huit. La Tchécoslovaquie dépassait légèrement la France, la Yougoslavie se trouvait légèrement en infériorité. En ce qui concerne seulement le blé, la France n'en produisait que deux quintaux par habi-

tant, la Tchécoslovaquie moins d'un quintal, la Yougoslavie un peu plus de deux quintaux, alors que la Roumanie en produisait quatre.

Si nous prenons comme point de comparaison le bétail, la Roumanie et la France se trouvaient être à égalité, celles-ci étant situées entre la Yougoslavie plus riche et la Tchécoslovaquie plus pauvre (1).

Pourtant, si nous évaluons les terres cultivées de la Roumanie avant la guerre, nous trouvons que celles-ci ne représentaient que 46 % de l'ensemble du territoire, pourcentage beaucoup plus réduit que celui des autres pays de l'Europe. En Allemagne, la surface cultivée représentait 65.5 % de l'ensemble du pays, en France 64,4 %, en Hongrie, 67 %.

En 1915, la superficie divisée par catégories de cultures était la suivante :

Céréales	5.127.016 ha.
Textiles et oléagineuses	48.136 »
Plantes industrielles.....	104.657 »
Prairies et plantes fourragères	587.767 »
Vignobles et vergers	83.549 »
Diverses	25.753 »
Total	5.976.878 ha.

sur une superficie totale de 13.885.210 Ha.

La population qui tirait ses moyens d'existence de la terre représentait, avant la guerre, 85 % de la population totale de l'ancien Royaume. On peut dire que toute

(1) Em. de MARTONE : La Nouvelle Roumanie dans la nouvelle Europe. Conférence tenue à la Société Royale de Géographie de Roumanie en 1921.

la prospérité du pays était en raison directe de la bonne situation de sa propriété rurale et de la richesse de la production agricole. Si dans ces mêmes années qui ont précédé la guerre on se reporte au tableau des importations et des exportations de la Roumanie, c'est alors qu'apparaît nettement la prépondérance de l'agriculture du pays (1).

Exportation de maïs	Moyenne des années (1909-1914) (en quintaux)
—	—
Roumanie	11.938.042
Etats-Unis	10.101.891
Russie	7.189.056
Hongrie	3.287.839
Bulgarie	2.194.962

Exportation de blé	Moyenne des années (1909-1914) (en quintaux)
—	—
Russie	43.489.817
Etats-Unis	16.772.712
Canada	21.242.086
Bulgarie	2.248.296
Inde	12.777.550
Roumanie	13.531.236

En 1913, la Roumanie a exporté le maïs dans la proportion de 31 % de la production — 3.105.141 tonnes production contre 974.449 tonnes exportation — et le blé dans une proportion dépassant de peu 50 % de la production — 2.200.000 production tonnes contre 1.152.559 exportation.

(1) N. XÉNOPOL : *La richesse de la Roumanie*. Bucarest Ateliers graphiques Socéc & Cie, 1916, page 10.

Pour les autres céréales les rapports ont été les suivants : (1)

	Production (tonnes)	Exportation (tonnes)
Seigle	98.413	66.153
Orge	716.105	377.072
Avoine	931.012	173.649
Millet	45.013	14.839

Le rôle de la production agricole dans la balance commerciale roumaine d'avant-guerre nous est indiqué par les chiffres suivants : en 1913, sur un total d'exportation de 671 millions de lei, la part des céréales et dérivés a été de 448 millions, ce qui fait un pourcentage de 66,8 %. Le pétrole se chiffre par 131 millions de lei (19,6 %) les fruits et les légumes par 34 millions (5.1 %) le bois enfin par 24 millions (3,5 %).

La caractéristique de la Roumanie dans l'ensemble de l'économie mondiale était donc déterminée, avant la guerre, par la production agricole et le pétrole, c'est-à-dire par les richesses de la terre (2).

Les conditions géologiques et climatiques dont il vient d'être parlé, ont eu une influence prédominante sur la formation de la psychologie nationale roumaine. De même, la configuration géographique de l'Angleterre a fait de ses nationaux un peuple de colonisateurs,

(1) Dans la statistique officielle de cette époque la production est donnée en hl. et l'exportation en tonnes. Nous avons été forcés de transformer à raison de 1 hl = 75 Kgr.

(2) JONESCO-SISESTI : *La réforme agraire et la production* (texte roumain). Bucarest, 1925.

et le riche sous-sol de l'Allemagne a dirigé son peuple vers la haute industrie.

L'intérêt de la solidarité économique mondiale a été avant la guerre, comme à l'heure actuelle, de pousser le plus loin possible la spécialisation et la différence des diverses économies nationales. Cette interdépendance, politiquement basée sur la liberté, créait un état d'équilibre qui a pris fin dès après la guerre mondiale. A juste titre, la Roumanie était connue avant la guerre par ses produits agricoles et en grande partie — excepté des causes internes dont nous montrerons plus tard les manifestations et les effets — sa richesse, dont on parlait tant, était due à ce qu'elle suivait dans son activité économique la voie déterminée d'avance par les conditions permanentes et naturelles de son climat, de son sol et de ses traditions.

SECTION III

LA CONDITION DES CLASSES SOCIALES EN ROUMANIE AVANT LA GUERRE.

Si maintenant nous jetons un coup d'œil rapide sur la condition des classes sociales en Roumanie naguère, nous en rencontrerons deux bien distinctes : les boyards et les paysans. Cette situation a duré jusqu'au xvii^e siècle. Mais au début du siècle dernier, dans les principautés de la Valachie et de la Moldavie, une oligarchie

commence à se manifester (1). Vingt familles en Valachie, nous dit G. Garoflid, dont l'opinion est suivie par la grande majorité des sociologues et économistes roumains, et une quinzaine en Moldavie, mettent au début du siècle dernier la main sur la puissance politique. Le reste des boyards habite les villages et surveille la culture des terres, ayant les mêmes intérêts économiques que les grands propriétaires s'adonnant à la politique, mais séparé de cette oligarchie par son absence de préoccupation politique. Une classe moyenne rurale n'avait jamais existé jusqu'alors.

St Zeletin (2) pour expliquer l'acheminement de l'état d'économie féodale du début du XIX^e siècle vers le stade capitaliste de l'heure actuelle, établit une parfaite analogie entre les révolutions de l'étranger, et celles de Roumanie, leur donnant une explication exclusivement économique. La révolution roumaine de 1848 s'est faite exactement sur les mêmes bases que les révolutions anglaise et française. La révolution agraire s'est accomplie comme un corolaire logique de l'introduction du capitalisme dans l'Orient de l'Europe. Le commencement de ce capitalisme en Roumanie pourrait être fixé autour de l'année 1829 date de la liberté économique de ce pays, liberté établie par le traité d'Andrinople qui l'a affranchi commercialement du

(1) G. GAROFLID. *Le rôle social de la propriété moyenne* (texte Roumain). *L'archive pour la Science et la Réforme sociale*. N^o 1, Buc. 1925.

(2) ZELETIN St. *La Bourgeoisie roumaine et son rôle historique*. Buc 1925. (texte Roumain) *Le Néolibéralisme* (texte Roumain) Buc. 1927.

monopole turc. La nouvelle classe commerçante créée comme une conséquence de cette liberté de production et de transport issue du traité d'Andrinople a affranchi à son tour la classe paysanne roumaine de sa dépendance des grands propriétaires terriens. La révolution agraire ne fût qu'une conséquence de l'introduction du capitalisme. Cette révolution de 1848, selon St. Zeletin, n'a pas donné de résultats pratiques et durables, le capitalisme n'ayant pas été suffisamment puissant pour fournir au paysan son aide effective. Le capitalisme avec ses avantages et désavantages d'ordre économique, a rendu le paysan libre, en Orient, sans lui fournir les possibilités de vivre dans cette liberté. Après la révolution, les classes d'autrefois, paysans et boyards, sont restées dans leurs anciens privilèges et dans le même stade d'économie féodale primitive.

Les opinions exposées plus haut ne sont pas généralement admises par les économistes et les sociologues roumains actuels. G. Garoflid réfute ces idées, se basant particulièrement sur deux arguments :

1^o Dès avant l'année 1829 cette classe intermédiaire de marchands existait en Roumanie, surtout bulgare en Valachie, et arménienne ou juive en Moldavie ;

2^o La révolution agricole et politique n'a pu s'accomplir par cette classe, car, étant étrangère, elle n'avait pas de droits politiques. Une activité économique, pour se manifester et se développer, a besoin de liberté, c'est-à-dire d'une certaine mobilité de personnes et de biens, d'égalité, c'est-à-dire du droit pour les individus de choisir leur carrière, et de jouir d'un traitement égal devant

les lois du pays, enfin d'un puissant contrôle politique et administratif. Mais il est facile de voir que ces idées sont révolutionnaires et qu'on en a très peu parlé jusqu'en 1848. « Les agrariens commercialisés » de St. Zeletin ne pouvaient pas prendre le nom de « bourgeois », étant donné que leur activité économique était basée sur le travail forcé (clacă) et qu'ils tiraient de l'impôt en nature (dijma) la plus grande partie de leurs revenus.

La Révolution de 1848 a été non point économique, mais politique, ayant été faite par les petits boyards qui avaient des griefs contre les grands détenteurs du pouvoir. Le parti libéral, qui a préparé et déclenché la révolution, était aidé dans son mouvement, non par une bourgeoisie rurale, qui d'ailleurs n'existait pas, mais par une bourgeoisie citadine qui n'avait aucun intérêt aux changements économiques ruraux, tandis qu'elle avait tout à gagner dans la chute du pouvoir politique lequel, comme nous l'avons dit, se trouvait à cette époque entre les mains de quelques familles (protipendada).

La loi de 1864 accordant des terres aux paysans (467 milles paysans ont été lotis sur une surface totale de 1.800.000 ha) a eu comme conséquence d'affranchir le paysan roumain, mais uniquement dans le sens juridique ; la liberté économique ne fut accordée qu'aux terres. Le travail forcé et l'impôt en nature prennent le nom caractéristique « d'ententes » (invoieli). En 1866 on vote les lois sur l'obligation du travail. En fait, on voit qu'aucun changement ne fut opéré dans cette période. Au contraire, l'ancienne situation s'était aggravée, nous semble-t-il, par le rétablissement de la dépen-

dance antérieure qui était un lien de fait ; elle a revêtu dès lors une forme juridique qui constitua un droit pour la classe dominante des boyards. Ce régime de dépendance dura jusqu'en 1918, c'est-à-dire jusqu'à la loi agraire de cette époque : un régime juridique médiéval parfaitement d'accord, d'ailleurs, avec la situation d'une classe paysanne liée à la terre (iobag). Où voit-on la liberté, l'égalité et la légalité, les beaux principes de la révolution française, appliqués dans l'ordre économique roumain comme une conséquence de la révolution effectuée ? Nulle part dans la classe des paysans roumains. Par contre, dans les villes, une bourgeoisie commence à se développer, mais cette bourgeoisie est citadine et non paysanne.

Nous croyons que les changements sociaux accomplis en Roumanie dans le siècle dernier présentent plutôt un caractère formel : la situation des boyards et des paysans n'a pas été sensiblement changée jusqu'à la guerre mondiale. Du moins, dans la réalité, le capitalisme en Roumanie a commencé de donner ses fruits beaucoup plus tard ; à l'heure actuelle même, ce capitalisme, pris dans le vrai sens occidental du mot, ne joue pas entièrement dans ce pays ; il n'a pas donné et ne donne pas encore toute sa mesure. Nous estimons d'ailleurs qu'il est faux de croire que partout où le régime capitaliste né de la Révolution française a fait son apparition, soit par la voie de l'économique, soit par la voie du politique, ses manifestations aient été les mêmes, et ses résultats analogues. Ainsi de ce point de vue, faisant une comparaison entre la France et l'Angleterre, nous pouvons voir que le capi-

talisme fut, dans chaque pays, une des causes qui déterminèrent la conservation de la petite propriété en France et de la grande en Angleterre (1).

En Roumanie, la révolution de 1848 manquait quelque peu de sérieux. Les petits boyards qui la fomentèrent en Moldavie étaient plutôt des « dilettantes en conspiration » imprégnés d'un vif esprit conservateur dans l'ordre économique, car ils avaient les mêmes intérêts que ceux contre lesquels cette révolution était dirigée (protipendada). En Valachie, elle a été menée par les commerçants de Bucarest et par les « clients » des grandes familles de boyards.

Comment parler alors de la richesse d'un pays lorsque celle-ci est basée sur une inégalité économique et sociale tellement flagrante ? Où se trouvait cette richesse dont on parle tant à l'heure actuelle ? Quelle peut bien être l'explication de cette prétendue richesse ? Une balance commerciale toujours favorable ? Elle l'a été avant la

(1) Il serait une erreur de croire que le capitalisme — notion d'ailleurs extrêmement vague — ait créé à lui seul la petite et la moyenne propriété en France et la grande en Angleterre.

Le développement des deux pays n'a pas été le même et le capitalisme — dans le sens courant du mot — n'a fait que s'ajouter aux autres causes propres à chaque pays — géographiques historiques, sociales etc. — causes qui leur ont donné deux régimes de propriété différents.

« Si la disparition de la *Yeomanry* n'avait pas commencé avant 1780 ou 1790, on pourrait avec assez de vraisemblance, la regarder comme une suite de la révolution industrielle » (page 130). PAUL MANTOUX : *La révolution industrielle au XVIII^e siècle*, thèse, Paris, 1905.

guerre (1). Après la guerre, elle ne le redevint qu'à partir de 1927, quand pour la première fois la Roumanie parvint à dépasser la moyenne des balances commerciales d'avant-guerre : 108 millions de francs-or en 1927 contre 78 millions de francs-or, moyenne des années 1911-1915. Telle fût l'explication fournie par d'aucuns de cette soi-disant richesse de l'ancien Royaume (2).

(1) *Importations et exportations de la Roumanie avant la guerre*

Articles	1913	
	Exportation lei	Importation lei
1 ^o Animaux et produits animaux	21.750.058	92.161.983
2 ^o Produits du sol.....	511.035.054	167.359.665
3 ^o Produits du sous-sol.....	136.651.742	189.470.758
4 ^o Produits combinés des trois premiers groupes	1.268.481	141.020.234
Articles	1914	
	Exportation lei	Importation lei
1 ^o Animaux et produits animaux	20.825.305	92.480.801
2 ^o Produits du sol.....	342.038.880	174.444.927
3 ^o Produits du sous-sol.....	87.133.395	140.447.930
4 ^o Produits combinés des trois premiers groupes	1.293.243	96.884.864

(2) « La Roumanie est, sans contredit, le pays le plus riche

Pour notre part, il semble que la richesse de la Roumanie avant la guerre était plutôt apparente que réelle ; seul l'étranger se créait des illusions à ce sujet.

Quant à l'explication basée sur une balance commerciale favorable, nous croyons qu'à la Roumanie de cette époque, il serait parfaitement justifié d'appliquer l'opinion de M. Ramsay Maedonald relative à la balance des comptes de l'Angleterre à la veille de la guerre, balance qui étant continuellement favorable, faisait que « la pauvreté augmentait ».

Si nos exportations étaient élevées avant la guerre, si la Roumanie pouvait combattre l'Amérique sur les marchés européens avec les produits de son sol, ce n'était point, par suite de l'ingéniosité du machinisme et de la rationalisation dans la production, mais, croyons-nous, grâce à un travail considérable et d'ailleurs mal récompensé des paysans, cette armée silencieuse et disciplinée qui ne possédait pas même des droits politiques.

Pour exprimer la production roumaine avant la guerre nous pourrions nous servir d'une formule extrêmement simple : $P = M + m$ (par P nous entendons le produit obtenu des terres des grands propriétaires à l'aide des bras et inventaires du paysan ; par M , la fraction de ce produit revenant aux dits propriétaires, et par m , la part du paysan). Dans cette formule, m n'a jamais dépassé $1/3$ de P , par conséquent une infime partie était

de l'Orient de l'Europe. » C'est avec ces mots que Nicolas XENEPOL commence son étude citée plus haut : « La Richesse de la Roumanie 1916.

accordée au paysan dans la répartition (1). Son état était lamentable au point de vue morale et économique : mal nourri, mal vêtu et pourtant astreint à un travail au-dessus de ses forces physiques (2).

En conséquence, la capacité de consommation de la majorité de la population était fort réduite. Par suite du manque de débouchés, l'industrie avait une existence précaire nécessitant continuellement l'aide de l'Etat. La capitalisation n'était guère possible, les paysans pouvant à peine faire vivre leur nombreuse famille avec le produit de leur travail. Mais, dira-t-on, ce fait que M (part revenant aux propriétaires dans la répartition) est important, ne modifie nullement le total de la fortune nationale, car le phénomène de répartition n'intéresse en aucune façon l'évaluation de la richesse d'un pays.

Certes, la classe des propriétaires terriens était riche, mais d'une richesse stérile, inemployée dans le commerce comme dans l'industrie ou l'amélioration de l'outillage agricole. Cette richesse ne présentait aucun intérêt pour la Roumanie ; en grande partie, d'ailleurs, elle était dépensée à l'étranger, à Paris, Cannes, Biarritz, etc. Aucun investissement dans les terres, aucune amélioration de la classe paysanne. En même temps que nos

(1) Ces données nous ont été fournies par G. Mihailescu dans son étude : *L'agriculture roumaine après la guerre* (texte roumain) *Indépendance économique* N° 3 Buc 1929. Nous les donnons avec grande réserve, n'ayant pu vérifier par nous même la solidité de ces affirmations et l'auteur ne nous indiquant pas le méthode poursuivie en vue de leur obtention.

(2) Le mouvement révolutionnaire de 1907 a son origine dans la malheureuse situation morale et matérielle de la classe paysanne roumaine.

exportations donnaient des balances favorables, une partie de notre sang, de notre vie même, s'en allait à l'étranger, faire la concurrence des produits américains sur les marchés occidentaux. En un mot, notre économie a été jusqu'à la veille de la guerre, une économie féodale, basée sur la consommation de toute la production de la classe dominée qui, pour employer une formule connue, devait « avec une nourriture soushumaine, fournir un travail surhumain » (1).

La richesse de la Roumanie d'avant-guerre étant ainsi expliquée, nous pourrions plus facilement aborder l'étude de l'industrie nationale au cours de la même période et tâcher de la mettre à sa juste place au sein du tableau économique et social rapidement esquissé dans les pages précédentes.

SECTION IV

L'INDUSTRIE ROUMAINE D'AVANT-GUERRE

L'industrie roumaine avant la guerre jouait un rôle plutôt modeste dans l'ensemble de l'activité économique nationale, rôle trop modeste par rapport aux possibilités que le sol et le sous-sol offraient tant en matière première qu'en sources d'énergie. Nous n'insisterons pas

(1) V. MADGEARU : *La révolution agraire et l'évolution de la classe paysanne. L'Archive pour la Science et la Réforme sociale*. Buc. 1923.

sur l'industrie roumaine du Moyen-Age, — ce serait dépasser de beaucoup les buts que nous nous sommes proposés dans la présente étude — sur le développement qu'elle prit dans la seconde moitié du xvi^e siècle avec ses tuileries et briquetteries (1860), ses minoteries qui étaient un privilège des boyards et monastères, ses verreries (1860), ses brasseries (1758), etc. Le premier document qui soit d'une certaine importance dans ce passé plutôt humble par comparaison au développement industriel des pays occidentaux à la même époque, c'est une statistique de 1863 nous révélant, d'une façon incomplète d'ailleurs, l'état de notre industrie. Le capital investi était de 40 millions de lei et la valeur de la production s'élevait à 90 millions de lei. A vrai dire, l'industrie roumaine commence à se développer autour de l'année 1887, cela pour deux motifs : d'abord, c'est à cette date qu'expire la convention commerciale conclue avec l'Autriche-Hongrie, secondement, c'est à cette même époque que se place la promulgation de la loi sur l'encouragement de l'industrie nationale.

La convention avec l'Autriche-Hongrie passée en 1875 mettait la Roumanie sous l'étroite dépendance économique de cet Etat (1).

En 1876, la Roumanie importait 4.581.000 de kilo-

(1) « La convention de commerce avec l'Autriche-Hongrie
« conclue en 1875 avait eu pour effet non seulement de paralyser
« les efforts en vue de la création d'une industrie nationale,
« mais aussi de porter un coup mortel à quelques industries
« qui existaient déjà dans le pays. Nicolas XENOPOL *op. cit.*
pag. 33.

grammes de farine de blé, dont la majeure partie venait d'Autriche-Hongrie, à laquelle en échange, elle livrait son blé, car la presque totalité de son exportation était accordée à ce pays de par la convention de 1875.

Entre 1882 et 1884, un courant très fort prit naissance dans la politique roumaine en vue d'abolir cette convention néfaste, et aboutit à la rupture des relations commerciales et à la mise en vigueur d'un nouveau tarif qui devait marquer le commencement de notre essor industriel.

Les phases du développement industriel de la Roumanie avant la guerre furent déterminées, non par des changements dans la structure intime de cette activité industrielle, ni par des transformations techniques importantes, susceptibles d'accélérer considérablement la production, non plus que par la création de nouvelles branches de l'industrie, mais par les divers degrés de protection accordée successivement grâce à l'intervention de l'Etat.

La première période, dont nous avons vaguement ici fait mention, est celle précédant l'année 1887. Pour encourager certaines industries nationales dont les besoins étaient les plus pressants, des avantages furent accordés, notamment aux sucreries : exemption d'impôts, entrée en franchise des matières premières et des machines. La concurrence étrangère s'avérant toujours victorieuse, une prime de 0.16 lei par kilogrammes fut accordée ainsi qu'une aide financière de 250.000 lei par fabrique. Grâce à cet encouragement, six autres fabriques prirent naissance en dehors de celles existant déjà, à Sascut en Moldavie et à Chitila en Valachie. En 1880, l'industrie du papier fait

son apparition avec un capital de 1.500.000 lei, l'Etat ayant pris l'engagement de se rendre acquéreur de toute la production.

La seconde période va de 1887 à 1906. La loi du 21 avril 1887 accorde de nombreux avantages à quiconque veut créer en Roumanie un établissement industriel, à condition qu'il possède un capital d'au moins 50.000 lei, et qu'il emploie 25 ouvriers par jour. Ces avantages étaient les suivants :

1^o Concession d'une étendue de 1 à 5 hectares ;

2^o Exemption pour une durée de quinze ans de tout impôt dû à l'Etat, au département, ou à la commune ;

3^o Exemption des taxes douanières sur des machines et accessoires ;

4^o Exemption des taxes douanières sur les matières premières inexistantes ou insuffisantes dans le pays ;

5^o Réduction du tarif des chemins de fer.

Il y avait 294 établissements encouragés et 125 non encouragés. Ceux-là étaient au nombre de 85 pour l'industrie alimentaire, de 55 pour l'industrie (scieries) et de 59 pour les constructions mécaniques (1).

La troisième période qui commence en 1906 se caractérise par de nouvelles réformes et de nouveaux encouragements :

1^o Un nouveau tarif douanier, car les conventions antérieures avaient pris fin en 1903 ;

2^o Avantage accordé à l'industrie de la filature par

(1) D. St. EMILIAN : *L'industrie en Roumanie*. Bucarest, 1919. Pour plus de détails nous renvoyons au tableau A, de cette étude.

une impulsion donnée à la culture du lin et du chanvre.

On permettait l'introduction des fils étrangers sans payer de droits de douane, mais à la condition d'employer dans une certaine proportion la matière première nationale nécessaire à leur fabrication.

Ainsi pour la première année, on permettait l'introduction de 90 % de fils étrangers à conditions de consommer 10 % des produits nationaux ; la seconde année 80 % de fils étrangers et 20 % de produits indigènes, etc., etc. De cette façon en dix ans on devait parvenir à ne consommer que des produits nationaux ;

3° Franchise pour l'introduction des machines ;

4° Une nouvelle loi sur les brevets d'invention (en 1900), etc., etc.

Toute cette période se caractérise par un puissant développement industriel dans le pays, et nous donnons ci-dessous un état comparatif de l'industrie en 1904 et en 1911 (1).

	Etablis- sements	Capital lei	Force Motrice C. V.	Production	Per- sonnel
Années { 1904	294	111.043.999	27.036	102.580.149	23.462
1911	495	277.108.405	72.000	355.675.310	46.280
Moyenne { 1904	—	377.416	92	349.000	76
par { 1911	—	560.000	146	719.000	93,5
fabrique					

Ainsi, on voit que l'augmentation du nombre des éta-

(1) D. S. EMILIAN : *L'Industrie en Roumanie. op. cit. page 26.*

blissements dans ces sept années a été de 68 %, celle du capital de 149 %, celle des chevaux-vapeur de 203 %, celle de la production de 246 % et celle du personnel de 97 %.

Les branches d'industries encouragées par l'Etat ont été au nombre de six ; matériaux de construction, textiles et habillements, alimentation, papier et imprimerie, industries chimiques et électricité.

De puissantes stations centrales furent installées pour la production et le transport à grande distance de l'énergie électrique : l'usine électrique de Campina fut la principale (10.000 C V. fournissant l'énergie nécessaire aux sondes pétrolifères situées parfois à des distances supérieures à 30 km.).

Une enquête faite en 1911 nous indique le nombre total d'ouvriers employés dans l'industrie, mines, chemins de fer, etc., : artisans, patrons et patronnes avec leurs apprentis, 95.530 ; grande industrie, 46.158 ; chemins de fer, 18.556 ; mines, 10.078 ; total dans le pays : 170.544 ouvriers, hommes et femmes. Ainsi naquit pour l'État l'obligation de veiller de plus près à leur sort à leur organisation sociale, en un mot à leurs conditions de vie, comme le faisaient déjà les législations ouvrières de l'étranger. Mais cette loi de 1887, sur quoi furent élaborées les réformes de 1906, n'avait pas définitivement résolu le problème de l'industrialisation de la Roumanie. L'appui de l'État n'est pas suffisant pour qu'une industrie vive et se développe.

Une discussion ardente commença en vue de savoir pendant combien d'années l'encouragement de l'État

était nécessaire pour qu'une industrie arrive à vivre par elle-même dans l'atmosphère tonifiante de la liberté et combattre de ses propres forces dans la terrible lutte de la concurrence ? A quelle date l'intervention de l'État devait-elle cesser pour laisser libre cours aux lois économiques normales ? Devant l'impossibilité de répondre clairement par une formule générale à ces questions que l'industrie roumaine naissante posait avec une insistance opiniâtre, une nouvelle loi de protection fût votée en 1912, loi qui avait uniquement la prétention de résoudre la question de fait, devant l'impossibilité de donner une solution théorique au problème.

La dernière période commencée en 1912 prit fin en 1916, quand éclata la guerre. La nouvelle loi de 1912 accorde des avantages uniquement aux fabriques employant des matières premières indigènes et à celles faisant l'exportation. Deux préoccupations principales se dégagent de cette loi : d'abord de favoriser la balance commerciale par un encouragement à l'exportation, ensuite mettre en pleine valeur les ressources naturelles du pays. Les deux préoccupations sont d'ordre national, en ce sens qu'elles s'efforcent de diriger l'activité industrielle vers le développement maximum de la richesse nationale. L'impôt est calculé sur le bénéfice net de l'industrie considérée. Les sucreries sont exclues de l'octroi des nouveaux avantages à elles accordés précédemment (1).

(1) D. St. EMILIAN *op. cité*, tableau C, page 46, où il nous montre la situation de l'industrie roumaine en 1914.

Le nombre des fabriques passe de 495 en 1911 à 847, en 1914. Le capital investi dans la grande industrie s'élève à 361.226.733 : 21,82 % dans les industries alimentaires, 16,77 % dans les industries chimiques, 12,58 % dans l'industrie du bois, etc. (2).

La force motrice est de 126.664 CV., dont 27,31 % dans les industries alimentaires, 16,96 % dans l'industrie du bois, 9,16 % dans les industries chimiques, etc.

Le personnel total employé seulement dans la grande industrie encouragée par l'État s'élève à 60.937 individus dont 5.678 appartiennent à la technique et à l'administration. La plus grande partie de ce personnel était employée dans l'industrie du bois (24,64 %) dans les industries alimentaires (14,91 %) dans les industries métallurgiques (14,50 %), etc.

Les salaires payés en 1914 ont été de 51.934.000 lei ; le pourcentage le plus élevé de ces salaires a été celui de l'industrie du bois (21,25 %) ensuite celui des industries métallurgiques (17,37 %), alimentaires (15,03 %), etc.

Ce sont l'agriculture, le bois et le pétrole qui ont donné naissance aux plus nombreuses industries dans cette période, aux plus lucratives et aux plus riches en puissance motrice, main-d'œuvre et capital investi.

Après avoir vu la situation de l'industrie roumaine immédiatement avant la guerre et surtout son évolution

(1) Les industries dont on parlera plus bas sont ainsi désignées par le Ministère du Commerce et de l'Industrie : 1) Industries alimentaires ; 2) chimiques ; 3) du bois ; 4) céramiques ; 5) papier et arts graphiques ; 6) du sucre ; 7) métallurgique ; 8) textiles ; 9) de l'habillement ; 10) électrique ; 11) diverses.

à partir de la seconde moitié du siècle dernier, — bien rapidement il est vrai — nous devons insister sur deux éléments inhérents à toute production industrielle : capital et main-d'œuvre. Quelle pouvait bien être la situation des capitaux roumains placés dans l'industrie à la veille de la guerre ? Quelles étaient leurs provenances, leur quantum, leur rendement ? Le capital est en mesure de nous fournir plus que n'importe quel autre élément de la production, les données les plus éloquentes, car il est un baromètre infaillible des fluctuations d'une industrie. Rare en Roumanie dans cette période d'avant-guerre — comme actuellement d'ailleurs — le capital surtout mobilier cherche de gros bénéfices, et pour les trouver se déplace rapidement, d'autant plus qu'il est reçu partout en grand seigneur. La main-d'œuvre, au contraire, se meut plus lentement. Le capital est sans patrie de par sa nature, et d'une mobilité presque miraculeuse, se déplaçant non seulement selon des situations économiques réelles, mais aussi selon des causes psychologiques dont l'économie moderne cherche à peine actuellement à déterminer les manifestations et à bâtir les lois.

En dépit d'une politique protectionniste, accentuée, suivie par l'Etat roumain dans la période d'avant-guerre, le capital fut médiocrement attiré par l'industrie. Ce fait trouve son explication dans deux causes que nous avons vaguement touchées dans les pages précédentes. La première est que le capitalisme a été introduit par des éléments étrangers ; son origine est au sein de la bourgeoisie, laquelle, en Roumaine, était de provenance étrangère à ses débuts.

St. Zeletin nous dit : « Ainsi apparaissent dans le développement de la Roumanie moderne, deux séries d'évolutions bourgeoises : l'une est représentée par la bourgeoisie étrangère, qui s'introduit chez nous en même temps que se produit l'invasion du capitalisme étranger, et est constituée surtout par les Juifs ;

« L'autre est la série du développement de la bourgeoisie roumaine ; aujourd'hui encore la bourgeoisie roumaine est divisée entre ces deux camps ennemis et notre vie publique résonne de leurs cris de guerre (1) ».

Werner Sombart dans son *Der moderne Capitalismus* professe exactement la même opinion : les premiers ca-

(1) a) Etienne ZELETIN : *Le Neolibéralisme*. page 13 1927. Bucarest.

b) W. Sombart montre l'influence de l'esprit juif dans le développement du capitalisme moderne : « On lui enjoignait (au juif). dit Sombart dans un certain cas : « tu dois être honnête même à l'égard de l'étranger » (*Choschen Hamischpat*, 321) « mais le seul fait qu'il a fallu rappeler cette obligation, ne prouve-t-il pas qu'on n'avait pas l'habitude de s'y conformer ? » On lit d'ailleurs dans un autre passage de *Choschen Hamischpat* » (226-227) : « On peut exploiter un non juif car il est écrit dans les livres sacrés qu'on ne doit pas exploiter son frère. » (Ici il est question, non de fraude ou de tromperie, mais d'une exagération de prix) (page 323).

Plus loin, Werner Sombart ajoute : « Nous savons déjà que les Juifs ont été les pionniers de la liberté du commerce. (et par conséquent les initiateurs du capitalisme : aussi ne voulons nous attirer ici l'attention que sur un seul fait, à savoir qu'ils ont été préparés à cette tâche par leur droit commercial lui-même (conçu, cela va sans dire, comme un commandement de Dieu), inspiré par l'esprit de liberté et cela évidemment sous l'influence de la législation relative aux étrangers (page 324). »

Werner SOMBART : « *Le Bourgeois* » traduit par I. JANKI-LIVITCH, Paris, 1926.

pitaux employés dans l'industrie immédiatement après le passage de la vie agricole à la vie industrielle d'un peuple sont d'origine étrangère. St. Zeletin, comme Sombart d'ailleurs, va encore plus loin en soutenant que la Révolution industrielle ne s'opère que par ces capitaux étrangers placés dans les activités industrielle et commerciale.

Par cela nous touchons à la seconde cause qui a empêché le peu de capital roumain existant à cette époque d'être employé dans des opérations industrielles qui jouissaient pourtant de l'encouragement de l'État. Les capitalistes roumains d'avant-guerre étaient de grands propriétaires terriens se contentant du revenu de leurs terres au milieu de l'oisiveté et de l'abondance. L'activité industrielle demande un autre esprit : elle est fille d'un effort constant, basé sur l'avenir plutôt que sur le présent. Par opposition au commerçant comme au propriétaire terrien, l'industriel est un homme qui regarde l'avenir et travaille pour lui. Les grands boyards de Roumanie avant la guerre, ne pouvaient pas concevoir l'idée de se priver pour un certain temps du revenu de leur capital, privation tellement nécessaire quand ce dernier est employé dans l'activité industrielle. (Et nous ne mettons même pas en ligne de compte les aléas qu'une opération industrielle offre de plus qu'une opération agricole.) Le peu de capital disponible allait ou dans les banques qui offraient des intérêt immédiats, ou, pour plus de sûreté encore, dans les crédits fonciers. Ainsi immédiatement avant la guerre, le capital en numéraire employé dans l'industrie métallurgique s'élevait à 13.650.000 de lei.

Le capital étranger y entraît pour 9.050.000 lei, donc pour 74 % du total. Dans l'industrie du bois 61 % du capital était d'origine étrangère ; dans celle du pétrole 91,90 % ; sucre, 94 % ; industries alimentaires, 31 % ; textiles, 22,67 % ; chimiques, 72,3 % ; ciment, 27 % ; gaz, électricité et eaux, 95,5 % ; en fin dans les transports 27 %.

Faisant une moyenne, nous constatons que pour cette période 80 % du capital employé dans l'industrie roumaine était étranger, tandis que 20 % seulement était de provenance nationale, résultat de l'abstinence, de l'épargne et de l'économie indigènes.

Si nous voulions répartir ce capital selon les pays d'origine, nous pourrions voir que 23,7 % du total était allemand ; 19,3 % hollandais, 18,8 % anglais, 12,9 % austro-hongrois, 7,3 % français... 1,5 % italien, etc., La plus grande partie de ce capital étranger était placée dans l'industrie pétrolière roumaine, mais il y avait en outre des capitaux hongrois et belges respectivement dans les industries forestières et sucrière.

Cela dit, la conclusion qui s'impose, c'est que l'industrie roumaine était étrangère quant au capital, et que, malgré sa politique exagérément protectionniste et interventionniste, la Roumanie n'a pu se fonder une industrie vraiment nationale, jusqu'à la veille de la guerre mondiale. Cette nation s'en rendit d'ailleurs compte dès la déclaration de guerre.

Le nombre total d'ouvriers, était avant la guerre de 170.000, dont 20.723 femmes. La proportion des roumains dépassait légèrement le taux de 85 %. Le reste était

fourni par des étrangers. Le personnel technique était étranger en grande partie (42 % du total). Les causes de cette supériorité proportionnelle de l'élément étranger dans le personnel technique doivent être recherchées, partie dans le chiffre extrêmement réduit des capitaux nationaux appliqués à l'industrie, mais surtout dans le faible développement de l'enseignement technique. La Roumanie ayant une structure profondément agricole, l'attention des gouvernants se dirigeait particulièrement vers la terre.

Pour avoir une idée vague du rendement de cette industrie — de la grande du moins, car la petite ayant un caractère artisanal était et est encore en grande partie ignorée, — nous donnons ci-après un tableau indiquant la valeur de la matière première, celle du combustible et celle de la production ; ces trois chiffres nous permettront de déterminer la proportion de la plus-value pour l'année 1913 (1).

Ces chiffres nous indiquent une proportion de plus-value de 53 % pour la métallurgie, 49 % pour l'industrie du bois, 64 % pour l'industrie alimentaire, etc., etc. La proportion générale a été dans l'année ci-dessus

(1) On sait que pour déterminer la proportion de la plus-value, il faut savoir exactement la valeur de la matière première employée et celle du combustible. Les deux, soustraits de la valeur de la production, nous donneront une valeur supplémentaire créée par l'industrie considérée. Les salaires et les amortissements ne sont pas mis en ligne de compte, car ils sont compris dans cette valeur supplémentaire. En divisant la valeur supplémentaire ainsi déterminée par la valeur totale de la production, on obtient la proportion de la plus-value qui est variable selon chaque industrie.

de 40 %, chiffre bien faible, il faut le reconnaître. Voilà qui illustre la modestie du rendement de l'industrie roumaine d'alors.

Dénomination des industries	Valeur matière première milliers de lei	Valeur du com- bustible milliers de lei	Valeur ° de la production milliers de lei
1. Ind. métallurgique	37.416	19.388	121.187
2. Ind. du bois	119.703	28.942	265.501
3. Ind. chimiques	96.925	12.800	292.909
4. Ind. alimentaires	540.039	25.325	885.836
5. Ind. textiles	35.443	2.366	95.812
6. Ind. tannerie	35.366	696	79.822
7. Ind. céramiques	44.285	12.976	111.347
8. Ind. électricité	—	6.577	34.560
9. Ind. arts graphiques....	7.120	208	23.051
Total	916.297	109.248	1.910.025

Dans la même période et jusqu'en 1915, la production du pétrole, cette autre richesse nationale, se trouvait en hausse continue. L'année 1912 nous indique une production de 1.625.119 tonnes avec une valeur de 49.296.353 de lei.

L'année 1913.....	1.787.245 tonnes
L'année 1914.....	1.847.875 »
L'année 1915.....	1.810.170 »
L'année 1916.....	1.588.330 »

Ce qui nous donne dans la production, les moyennes de 1.754.008 tonnes et de 80.051.922 de lei. Si nous examinons l'année 1913 au point de vue de l'activité des raffineries, nous trouvons les chiffres suivants :

Total du pétrole employé : 1.787.245 tonnes donnant des produits de la première distillation :

Benzine	422.019 tonnes
Pétrole lampant	380.074 »
Huiles et gaz oil	48.416 »
Résidus	906.735 »

La consommation intérieure de ces produits atteint en 1913 le chiffre de 812.907 tonnes, comprenant 560.942 tonnes de résidus employées, et 51.393 tonnes de pétrole lampant.

L'exportation des produits pétroliers dans la même année s'élève à 1.021.116 tonnes dont le pétrole lampant représente 420.098 tonnes, la benzine 241.706 tonnes, les résidus 350.816 tonnes ; 26.872 tonnes de pétrole brut ont été exportées la même année.

L'industrie pétrolière roumaine avant la guerre constituait une source certaine de richesse ; la Roumanie occupait le 5^e rang dans la production totale mondiale, venant immédiatement après les grands pays producteurs : États-Unis, Mexique, Russie, Indes Hollandaises.

Avant la guerre, la Roumanie avait son mot à dire dans la fixation des prix sur les marchés mondiaux en ce qui concerne le pétrole et ses produits dérivés. De même, on devait compter avec elle quand il s'agissait des prix des céréales. L'industrie proprement dite — la grande — occupait une place assez modeste non seulement par le faible nombre des capitaux investis et son impossibilité de satisfaire la demande du marché national, mais aussi en raison de cette atmosphère viciée de serre où elle étouffait, en un mot de ce manque de liberté dont nous parlons plus haut.

CHAPITRE II

CHANGEMENT APPORTÉ PAR LA GUERRE A L'ÉCONOMIE NATIONALE ROUMAINE

Après avoir exposé dans le chapitre précédent la situation économique et sociale de la Roumanie à la veille de la Grande Guerre, nous proposons dans le présent chapitre de déterminer, autant que possible, quels ont été les principaux événements sociaux et économiques ayant contribué à l'évolution de son industrie durant ces quinze dernières années, car, nous semble-t-il, pour étudier les possibilités industrielles d'un pays, il faut considérer, non seulement l'état actuel de son économie, mais encore s'efforcer de situer cet état dans le courant général du développement de toute activité productrice. L'idée de « possibilité » contient, selon nous, dans son essence, un caractère de mobilité (dynamisme), de « devenir ». L'activité industrielle, comme toute activité économique gravite autour de deux pôles : la production et la consommation. Nous chercherons à savoir quels ont été les faits ayant marqué de leur empreinte les deux phénomènes.

Trois événements surtout, croyons-nous, ont déterminé d'importants changements dans la situation industrielle de la Roumanie d'avant-guerre, lui faisant entre-

voir de nouvelles possibilités, une tout autre envergure bien que sa structure intérieure ne s'en trouvât pas modifiée : d'abord la guerre avec ses pertes douloureuses mais nécessaires en main-d'œuvre et en capitaux, avec ses bouleversements sociaux et moraux connus de tous les pays belligérants, secondement, la réforme agraire équivalant à une révolution, non seulement sociale, mais encore économique — réforme qui devait logiquement entraîner dans la demande des produits industriels une augmentation se manifestant par un standard de vie plus élevé accordé dès lors à la majorité de la population roumaine lotie ; enfin, l'aggrandissement territorial et démographique de la Roumanie par l'annexion de provinces précédemment sous la domination de l'Autriche-Hongrie et de la Russie.

Nous insistons sur ces trois événements, non uniquement en vue de montrer l'influence qu'ils ont exercée sur nos possibilités industrielles de l'avenir, mais aussi pour contester cette idée erronée selon nous, née dans l'esprit de nombre d'économistes roumains, que la guerre et l'extension territoriale de l'ancien Royaume ont modifié la structure intime de l'économie nationale.

SECTION I

PERTES SUBIES PAR LA ROUMANIE DU FAIT DE LA GUERRE

Du fait de la guerre, la Roumanie mettant en jeu toutes

ses forces morales et matérielles pour réaliser l'unité ethnique et territoriale, a eu à subir des pertes proportionnellement presque aussi grandes et douloureuses que celles éprouvées par la France.

Elle a, dans cette guerre, non seulement usé les richesses existantes dans les deux provinces au moment de la déclaration, mais compromis son avenir, son crédit, ses possibilités. Les pertes en hommes, et généralement en population active, ne sont encore connues à l'heure actuelle que d'une manière incomplète : elles s'élèvent à 300.000 habitants, population civile restée sur les champs de la retraite ou décimée par la maladie dans les hôpitaux de la Moldavie, seule partie du territoire roumain non envahie par les Puissances centrales. Le nombre de combattants tués fut de 220.000 (1).

La Roumanie a laissé dans les mains de l'ennemi plus de la moitié de son territoire ; l'autre partie encore libre était dans l'obligation d'alimenter une population devenue presque double du fait de la présence simultanée des réfugiés et des Russes.

Diminuée par les maladies infectieuses et par le manque

(1) Il est intéressant à ce point de vue de faire une comparaison entre les pertes en soldats de la Roumanie et celles des autres puissances alliées.

La Serbie	a perdu	403.435 soldats	donc	8.99 %	de sa population
La France	»	1.364.000	»	3,60 %	»
La Grande-Bret.	»	767.000	»	1,25 %	»
L'Italie	»	496.000	»	1,24 %	»
Les Etats-Unis	»	115.000	»	1,12 %	»
La Belgique	»	40.000	»	0,60 %	»
La Roumanie	»	220.000	»	3 %	»

Après la Serbie et la France, la Roumanie, toute proportion gardée, quant à la population de ces pays, fut de toutes les nations belligérantes la plus éprouvée.

d'aliments, la population roumaine a résisté vaillamment à ces épreuves envoyées par la terrible destinée d'un peuple qui, ayant déjà tant souffert dans son passé historique, devait vider une fois de plus la coupe de la douleur, car dans l'ordre social et moral comme dans l'ordre physique, la loi de la souffrance est une loi naturelle à laquelle les sociétés humaines comme les individus, doivent se plier. « L'enfantement dans le déchirement » est une implacable loi inhérente à toute création, triste loi qui « dégoûtait » Léon Duquit.

La Roumanie n'eût pas seulement à subir des pertes humaines, — la jeunesse — avenir du pays — tuée par la mitraille ou par la maladie ; grandes aussi furent ses pertes matérielles.

Dans le territoire occupé après la retraite des armées roumaines, les Allemands commencèrent immédiatement à appliquer leur plan conçu dès avant les hostilités : d'appauvrir le pays par une exploitation intense de ses ressources. Les premiers soins du « Wirtschaftstab » — état-major économique — furent dirigés vers l'agriculture. Les stocks de céréales trouvés en Valachie furent immédiatement transportés en Allemagne, puis fut ordonnée la mise en valeur du territoire pour assurer l'approvisionnement des Puissances centrales. L'armée envahissante s'élevait à 480.000 hommes et 150.000 chevaux. Elle puisa ses moyens de vivre dans la Valachie. La population civile fut contrainte au travail des champs (1). En dehors de la consommation sur place qui se

(1) Ordonnance du 8 février 1917 du gouverneur militaire le général Von Tschoppe und Weidenbach.

chiffre, selon les propres statistiques de l'armée allemande à 1.029.000 tonnes fourrage, 800.000 bêtes à cornes, 3 millions de moutons, 200.000 porcs, etc., les exportations sont dignes d'être prises aussi en considération (1).

En Moldavie, le problème du ravitaillement devenait de plus en plus inquiétant : les champs, étaient ravagés par les travaux du front, partie par le transport des convois de ravitaillement russes ou roumains. Une désorganisation générale, conséquence de la retraite précipitée, empêcha la population civile mobilisée sur place d'effectuer normalement les travaux des champs.

L'industrie roumaine paya son tribut à ce cataclysme en voyant se paralyser ses usines, de part et d'autre du front. L'État-major économique allemand créa la section X pour « l'utilisation des machines » en répartissant entre les Puissances centrales la totalité de l'outillage industriel trouvé en Valachie (2). Cette section livra en quantité importante du matériel de toute sorte : à la Turquie spécialement des machines à tanner et à tisser, à la Bulgarie, plus de 200 machines nécessaires à la fabrication des munitions, machines qu'elle enleva à l'Arsenal

(1) G. IONESCO-SISESTI : *L'Agriculture de la Roumanie pendant la guerre*, 1929. Paris. Les produits totaux envoyés en Allemagne Autriche-Hongrie, Turquie et Bulgarie ont été :

Blé, 1.273.182 tonnes ; maïs, 495.370 tonnes ; autres céréales et légumineuses 94. 613 tonnes, autres aliments et fourrages, 262.594 tonnes ; oléagineuses, 36.148 tonnes.

Furent exportées dans la même période : 1.140.809 tonnes d'huile minérale et plus de 422.434 tonnes de « matières premières de guerre ».

(2) GR. ANTIPPA : *L'occupation ennemie de la Roumanie et ses conséquences économiques et sociales*, 1929. Paris. p. 140 et suiv.

roumain (1) Le matériel restant à la fin de l'occupation fut inutilisable à cause, d'une part de son usure complète, et d'autre part, de sa dissémination sur les parties du territoire où l'avaient réclamé les exigences des opérations militaires. Une partie en fut systématiquement détruite et l'autre encore utilisable enlevée comme « butin de guerre » au moment de la retraite.

De grandes quantités de matières premières furent aussi transportées dans les mêmes conditions (2).

En Moldavie, l'activité industrielle fut presque inexistante, excepté celle de quelques industries travaillant pour le compte de l'État et les besoins de l'armée. La partie la plus industrielle et la mieux outillée du pays était la Valachie, et son occupation ne pouvait que détruire l'équilibre préexistant. D'autres usines se virent contraintes — par les nécessités croissantes de la guerre à une activité différente de celle qu'elle déployaient auparavant.

Des destructions ordonnées par le gouvernement roumain furent opérées en considération des opérations militaires. Après pourparlers et accord avec l'Angleterre

(1) Le « Wirtschaftstab », par les règlements du 14 avril et du 12 juillet 1917 séquestra toutes les machines et installations industrielles existantes. Des installations complètes furent ainsi démontées et envoyées à l'étranger. Le seul outillage qui resta fût celui employé par l'État-Major économique ennemi.

(2) On exporta pendant les deux années de l'occupation 3.850.000 kgrs de laine. Dans les quatre premiers mois de l'occupation, les dépôts de Bucarest et Craiova emmagasinèrent en vue de l'exportation 119.450 tonnes de chiffons de toute espèce ; 200 tonnes de peaux ; 10.900 tonnes cuirs diverses qualités, etc., etc.

et la France, mille sondes pétrolifères furent brûlées lors de la retraite et quinze cents autres obstruées pour empêcher l'approvisionnement de l'armée allemande en pétrole. Des réservoirs d'une capacité de 1.500.000 m³ furent détruits. Les pertes par destructions s'élevèrent approximativement à quatre cent millions lei or (1). Les Allemands qui ont voulu entreprendre l'exploitation des sondes pendant l'année 1917 sont à peine parvenus à 70 % de la production de 1915. Ces destructions opérées volontairement, et le manque de capitaux d'après-guerre, ont ralenti de telle façon la production pétrolière roumaine, que c'est seulement en 1924 qu'elle a pu atteindre la quantité extraite en 1915 (2).

En ce qui concerne les raffineries, la capacité de distillation annuelle avant l'occupation était de 5.493.474 tonnes de pétrole. Elle s'est considérablement amoindrie, et c'est seulement en 1926 que la Roumanie arriva à la capacité d'avant-guerre, encore que, durant cette année, elle ne traita que 66 % de sa capacité. Quand à la valeur de destruction, la commission anglo-française en 1919 l'estima à £ 6.043.479 (£ = 130 lei). Mais la commission roumaine, chargée parallèlement de l'estimation des dommages de guerre obtient deux chiffres différents selon la méthode de calcul employée : 22.000.000 £ et 26.000.000 £. En 1922, l'accord se fit sur le chiffre de 9.442.257 £ (3). Le

(1) Aurel P. JANCULESCO : *Les richesses minières de la nouvelle Roumanie*. Thèse, Paris 1931. Jean Gamber.

(2) Statistique minière de la Roumanie pour l'année 1930.

(3) Les stocks existants : 2.574.855. Destruction des raffineries : 2.109.584. Destruction des chantiers : 4.225.227. Dommages connexes : 532.591.

total des dommages réclamés par la Roumanie à la commission de réparation fut de 31 milliards lei or.

La précarité des moyens de transport ne fit qu'accroître dans la production et la distribution : cet état tire ses causes de l'accroissement du volume des transports imposé par les hostilités ; mouvements de troupes, approvisionnements, destruction stratégique au moment de la retraite, etc. La déplorable situation actuelle du réseau routier roumain est une conséquence de la guerre. L'état du réseau ferroviaire était encore plus mauvais : ponts démolis pour gêner les opérations militaires de l'ennemi, magasins brûlés, gares bombardées, une grande partie du matériel roulant abandonné aux mains de l'envahisseur. Les Allemands néanmoins sont parvenus pendant leur séjour en Valachie à augmenter la circulation de 100 % par rapport à l'année 1916. Mais lors de leur retraite, ils saccagèrent le réseau de telle manière que la situation trouvée par les Roumains en 1919 était analogue à celle laissée en 1916, sinon pire (1).

En Moldavie, dans ce domaine comme dans d'autres, la situation fut encore plus désastreuse : des convois de locomotives et de wagons vinrent congestionner les deux voies principales qui la traversaient.

La longueur du réseau était de 1.000 kilomètres et les voies de grage de 320 kilomètres à peine. Sur ce réseau devaient se garer 14.000 wagons et 760 locomotives.

La conclusion est que la Roumanie a beaucoup perdu

(1) Après l'abandon à l'ennemi de 500 locomotives, la Roumanie n'en retrouva que 178 roumaines et 102 étrangères. Ces dernières durent être livrées aux Puissances centrales.

pendant la guerre — pertes en hommes, en matériel, en capacité industrielle de production — sans avoir eu comme la France, la compensation de certains avantages industriels ; terres dépréciées, richesses naturelles détruites, usines ruinées volontairement ou non, crédit sérieusement ébranlé, épargne définitivement consommée, Trésor perdu en Russie et sans possibilité de récupération, voilà en un mot le bilan économique de la guerre. Nous n'insistons pas sur les pertes morales et sociales qui se sont ajoutées aux autres pour accélérer la désorientation économique générale d'après-guerre, désorientation expliquant en grande partie la situation précaire de l'industrie roumaine et les obstacles qui se sont opposés à son essor.

SECTION II

LA RÉFORME AGRAIRE ET SES CONSÉQUENCES

La réforme agraire a été sans doute une révolution complète dans l'ordre social et économique de la Roumanie, une révolution qui s'est accomplie sans effusion de sang et sans les troubles profonds qui, comme en témoigne l'histoire des nations, accompagnent habituellement toute réforme aussi hardie que celle-ci. Nous avons vu, dans le chapitre précédent, la situation économique de la Roumanie antérieure à la guerre. La dépendance non seulement politique mais aussi économique de la

classe paysanne vis-à-vis de celle des grands boyards propriétaires terriens ne pouvait durer. C'était une injustice flagrante que 0,65 % de la population totale roumaine détint 50 % de la superficie de l'Ancien Royaume et que 95 % de ladite population n'en détint que 40 %.

Les conséquences économiques les plus importantes étaient les suivantes :

1^o Il n'y avait aucune possibilité d'organiser un standard de vie un peu plus élevé capable de permettre à la classe paysanne l'achat à haut prix des produits industriels indigènes ou étrangers. Il n'y avait aucun courant, aucune vitalité dans la circulation des fortunes mobilières ou immobilières. Malgré l'encouragement ayant coûté parfois à l'État de lourds sacrifices, l'industrie roumaine s'asphyxiait comme un corps sans oxygène en raison du manque de commandes et d'une sous-consommation des grandes masses de la population. Le paysan n'avait aucune possibilité, il n'avait aucun crédit. Il menait une vie primitive, dans laquelle le commerce, — cet élément d'enrichissement, de développement et de circulation — n'entraînait que dans une proportion réduite ou se présentait sous la forme du troc. La richesse de la Roumanie dont on a tant parlé à tort ou à raison était morte, donc sans aucune influence sur l'activité industrielle du pays et sur ses possibilités d'avenir.

2^o Le travailleur n'apportait aucun intérêt au processus de la production. Le travail sur la terre du boyard était le plus souvent une peine et, par conséquent s'effectuait dans des conditions déplorables.

La réforme agraire ne répondait donc pas uniquement

à des antagonismes sociaux, mais aussi à des causes économiques plus profondes qui mettaient un frein à l'activité tant agricole qu'industrielle (1).

Nous n'insisterons pas davantage sur l'économie propre des lois et décrets qui ont imposé la réforme, car cette tâche n'entrerait pas dans le cadre de notre étude ; ce que nous voulons montrer, c'est l'influence que cette réforme aurait dû exercer sur le développement social et économique de la Roumanie et les raisons qui se sont opposées à son action (2).

La situation des terres avant et après la réforme agraire était la suivante :

	<i>Petite propriété :</i> (0-100 ha.)	<i>% de la surface totale</i>
<i>Avant la réforme</i>	12.000.000 ha.	59.77
<i>Après la réforme</i>	18.000.000 ha.	89.56
	<i>Grande propriété :</i> (plus de 100 ha.)	<i>La surface totale</i> (% ha.)
<i>Avant la réforme</i>	8.000.000 ha.	40.23
<i>Après la réforme</i>	2.000.000 ha.	10.44

(1) Après que fut modifié, en 1917, l'article 19 de la constitution, l'article qui prévoyait l'expropriation en cas « d'utilité publique » et l'excluait en cas « d'utilité nationale », le décret royal du 15 déc. 1918 ordonna l'expropriation. En 1919, un autre décret-loi l'admit pour la Transylvanie. En 1918 elle avait été déjà imposée en Bessarabie par « Sfatul Tzarîi », organisme qui disparut bien vite après la réunion de cette province à l'Ancien Royaume.

(2) Voir pour les détails techniques et financiers, le rapport présenté par M. Alex Nasta au XIV^e Congrès international d'agriculture de Bucarest 1929, ainsi que les tableaux indiqués.

Idem : IONESCO-SISESTI: *L'agriculture dans l'époque contemporaine* (texte roumain), Bucarest, 1931.

Une nouvelle répartition des terres fut la conséquence immédiate de cette réforme, — répartition qui devait remédier à tous les maux de notre état antérieur, disaient la grande majorité des économistes roumains de cette époque.

Attaquée à tort ou à raison, cette réforme a eu le don de déclencher une bataille ardente d'opinions. Jugée nécessaire du point de vue social pour mettre la Roumanie à l'abri du cancer communiste qui prenait naissance au moment de son élaboration, la réforme agraire prit figure d'une calamité économique comparable uniquement à celle de la guerre dont elle avait tiré son origine. Après quatorze années, les plus distingués économistes et sociologues roumains rompent encore leurs meilleures lances à propos de cette épineuse question. Dans une étude fort intéressante, Ionesco-Sisesti (1) classe les critiques apportées à la petite propriété (et par conséquent à la réforme agraire) en :

- 1^o critiques doctrinaires,
- 2^o critiques d'opportunité,
- 3^o critiques de fait.

Il y répond avec tout un arsenal d'arguments en vue de la défense de l'expropriation.

Les arguments doctrinaires seraient ceux fournis par les physiocrates qui soutenaient que la petite propriété ne pouvait donner de produit net à cause du capital réduit que le paysan possède.

(1) IONESCO-SISESTI : *L'agriculture dans l'époque contemporaine* (texte roumain) Buc., 1931.

De tout temps les socialistes se sont prononcés contre la petite propriété paysanne, soutenant que par la division des forces humaines et la diversité d'intérêts, comme c'est le cas dans le régime de la petite propriété, l'organisation révolutionnaire des travailleurs est impossible et que « le grand soir » ne pourra pas descendre sur le monde « pourri » du capitalisme.

St. Zeletin voit le trait fondamental de l'agriculture contemporaine dans le fait qu'elle est une annexe du capitalisme fonctionnant selon les besoins de celui-ci.

La concentration dans l'industrie, soutient-il, point de vue essentiellement socialiste, est un phénomène qui se produit également dans l'agriculture, mais à un rythme moins accentué.

Les réformes agraires de l'après-guerre en Roumanie, en Yougo-Slavie, en Pologne, etc., ont clairement montré que ces vieux arguments n'étaient que les combinaisons livresques de quelques esprits sûrement brillants et généreux peut-être dans leurs aspirations, mais faux dans les conclusions car les prémisses étaient fausses. Le processus historique n'a pas donné raison aux socialistes car partout la petite propriété agrandit son cadre (1).

(1) Des nombreuses lois ont été votées en France pour l'encouragement de l'agriculture :

Loi du 6 janvier 1919 tendant à l'intensification de la production agricole pendant et après la guerre.

Loi du 5 août 1920 sur le crédit national et la coopération agricole.

Loi du 18 décembre 1923 créant le livret agricole de propagande.

Loi du 3 janvier 1924 relative aux Chambres d'agriculture, etc., etc.

D'autres critiques doctrinaires sont d'origine sentimentale. L. Namier (1) se donne la peine de montrer que le niveau culturel et intellectuel d'après l'expropriation est de beaucoup plus bas qu'avant, car, dit-il, les arts et la culture recrutaient leurs sujets surtout dans les classes riches des grands propriétaires terriens, sujets qui avaient les loisirs nécessaires à l'étude et à la poursuite, dans le calme de la vie matérielle assurée, d'un idéal de beauté perdu à l'époque actuelle où l'élément économique met son empreinte sur toute activité humaine. Ces critiques, en tout cas, ne sont point valables, pour la Roumanie. « Les châteaux » des grands propriétaires roumains n'ont jamais été des lieux de culture comme l'étaient ceux de l'occident de l'Europe (2) mais au contraire des centres où la vénalité des bailleurs — fort ignorants — le plus souvent des grecs, bulgares ou juifs accumulait des fortunes considérables, spéculant injustement sur le travail, l'énergie et la naïveté du paysan désarmé. La réforme n'a pas frappé la noblesse moldave, ou valaque, car cette noblesse, qui avait écrit par son effort moral et culturel une des plus jolies pages de l'histoire roumaine, avait disparu depuis plus d'un siècle. La meilleure preuve que cette classe était inexistante, c'est qu'elle n'a pas réagi sous le coup de la réforme comme l'aurait fait tout organisme vivant qui, avant de mourir, combat avec une suprême énergie pour défendre sa vie.

(1) L. NAMIER : *La révolution agraire*. Reconstruction de l'Europe. N° 6.

(2) L'ignorance des seigneurs était trop connue au Moyen-Age ; souvent elle était un titre d'orgueil et même de gloire.

Les forces spirituelles et les énergies morales de la nouvelle Roumanie ont, à l'heure actuelle, une origine paysanne.

Une seconde série de critiques est celle qui est formée par les arguments d'opportunité. D'aucuns prétendent que le paysan n'avait aucune préparation intellectuelle et technique, aucune initiative — son travail a toujours été forcé en fait ou en droit — et par conséquent n'était pas à la hauteur réclamée par sa nouvelle tâche économique.

La classe paysanne n'était pas capable de réaliser l'effort demandé, surtout après les pertes que lui avait fait subir la guerre. Mais il nous semble que cette critique tourne dans un cercle vicieux. Le paysan n'est pas libre, il travaille selon un système féodal arriéré : état lamentable. De par cet état, il ne peut travailler que d'une manière archaïque, donc ne peut pas être libre, car il est dans l'incapacité de remplir le devoir dur et grave que la liberté bien comprise impose à tout homme responsable.

La réforme agraire brisa ce cercle vicieux en libérant le paysan de la dépendance sociale, morale et économique des propriétaires. L'éducation professionnelle sera faite sous un régime de parfaite liberté économique.

Les critiques de fait sont trop connues pour qu'il faille insister : avantages et désavantages de la grande et de la petite propriété. Nous croyons qu'en dehors des arguments fournis par divers auteurs il en est un sur lequel on n'a pas suffisamment insisté : c'est celui qui traite des rapports existant entre l'agriculture d'un

peuple et son industrie. Ces rapports sont de deux sortes :

1^o L'agriculture qui est grande consommatrice de produits industriels, se présente dans le phénomène de l'échange sous l'aspect agréable de la demande et mérite par là toute la sollicitude des autres activités de transformation. Pendant la crise actuelle, qui a touché si gravement les économies des divers pays, on néglige, à notre sens, le rôle considérable de l'agriculture et de la classe paysanne en général. Nombreuse et inculte, cette classe aurait pu devenir en Roumanie un point d'appui pour toute l'industrie si sa capacité de consommation avait été rendue plus ample par une politique plus libérale (1). Le paysan aurait vu sa mentalité complètement changée par cette réforme, son pouvoir d'achat, conséquence d'un bon état économique, se trouvant par là augmenté. On espérait voir s'ouvrir l'horizon obscur de l'industrie. Les meilleurs clients ne pouvaient être cherchés que dans les millions de paysans appelés à jouir de leurs biens, à organiser grâce à leurs qualités bien connues leur économie domestique, car les villes en Roumanie consomment généralement peu par rapport à la population rurale.

(1) Avec cette réforme agraire comme avec celles du passé on n'a pas tenu compte des moyens matériels de production que les paysans avaient à leur disposition pour travailler les lots accordés. Nous avons vu les pertes occasionnées par la guerre dans l'outillage. Le paysan ne pouvait lutter uniquement avec ses bras sur le terrain économique. — La production a subi un ralentissement. Les exportations, de même (voir plus loin troisième chapitre : Sect., III).

Rien de tout cela n'arriva pourtant à cause d'une politique économique mal dirigée dans le sens d'un encouragement à la production industrielle comme on le pratiqua dans l'Ancien Royaume, sans se rendre compte que la classe paysanne eût pu devenir grande consommatrice, et que, encouragée sérieusement par un outillage perfectionné, par des crédits bon marchés, par des dégrèvements de transports et exemptions de droits à l'exportation, etc., etc. elle eût résolu en même temps les problèmes soulevés par la nouvelle situation créée aux industries. Pour cette raison, nous estimons justes et applicable à la Roumanie les paroles de P. Caziat :

« Un grand progrès serait réalisé sur le plan économique d'abord, si on n'avait aucune politique, parce
« que jusqu'aujourd'hui cette politique s'est traduite
« par des mesures contre les producteurs. Un retour à la
« position normale est une prime condition d'une politique efficace en faveur du blé (1). »

2° L'agriculture est productrice et, en cette qualité, revêt sur le marché l'aspect inalaisé de l'offre. Ses rapports avec l'industrie dans ce dernier cas consistent à lui fournir ou la matière première nécessaire à diverses transformations, ou plus rarement, le combustible. Si les industries alimentaires avant la guerre — après elles ont maintenu leur prépondérance — occupaient une place supérieure aux autres industries comme capital, force motrice, etc., etc., c'est grâce aux ressources

(1) P. CAZIAT : *La journée industrielle. — La vie agricole*, p. 25, 1924, Paris.

naturelles qu'elles puisaient dans le sol roumain (1).

La petite et la moyenne propriété — conséquence de la réforme agraire — ont donné essor, il est vrai, à certaines cultures à peu près inexistantes avant elles (légumes, fleurs, etc.) mais n'ont pas intensifié la production comme elles l'ont fait dans d'autres pays. Ainsi nous trouvons très intéressante la statistique publiée par Ernest Laur quant au rendement des terres en Suisse.

De 3 à 5 ha. la production est de 900 frs. suisse, par hectare.

» 5 à 10 »	»	»	786	»	»	»
» 10 à 15 »	»	»	693	»	»	»
» 15 à 30 »	»	»	651	»	»	»
» 30 »	»	»	535	»	»	»

En Allemagne les statistiques nous mènent à la même conclusion quoique à des chiffres différents (2).

Ainsi en Roumanie la conséquence logique de la réforme agraire eût dû être une augmentation de la production. Rien de tout cela : une diminution des surfaces cultivées, due à la destruction de l'inventaire agricole

(1) Nous verrons plus tard la caractéristique spéciale de cette industrie et l'importance particulière que certains économistes lui accordent. Voir pour détails : M. Manoilescu : « Notes sur la supériorité des industries agricoles par rapports aux autres branches de l'industrie ». Communication faite au XIV^e Congrès international d'agriculture de Bucarest en 1929.

(2) Nous citons cette statistique d'après l'étude de V. Madgearu : « La révolution agraire et l'évolution de la classe paysanne. » L'auteur ne nous indiquant pas la source de sa documentation, nous n'avons pu en vérifier l'exactitude. Pour la Roumanie, une statistique analogue n'a pas été encore établie ; son absence ne peut être que regrettable car elle constituerait le plus sûr critérium de jugement quant aux résultats de la Réforme agraire.

pendant la guerre (30 % de l'inventaire était perdu ou hors d'usage), a été la suite immédiate de la réforme. Ce ne fut qu'en 1923-24 que la Roumanie parvint à cultiver, dans des conditions d'infériorité marquée, les mêmes surfaces qu'avant la guerre. Les économistes roumains donnèrent cette explication — fausse selon nous — que le blé manqua jusqu'en 1928 du fait de l'enrichissement soudain et de l'oisiveté de la classe paysanne, comme si l'intérêt personnel, ce moteur de tout progrès économique, s'était éclipsé miraculeusement.

En France, dans la même période, on croyait exactement le contraire : il n'y avait pas assez de blé parce que la population agricole n'était pas suffisamment puissante ; des lois intervinrent pour l'encourager.

L'industrie s'est fatalement ressentie de cet ensemble de faits. Devant l'impossibilité de vivre par elle-même dans l'atmosphère implacable de la liberté et de la concurrence, à cause de son inadaptation à la nouvelle situation issue de la guerre et de l'expropriation, elle réclama comme par le passé l'appui de l'État. Celui-ci, au lieu de porter atteinte au vrai mal, c'est-à-dire à la faiblesse de consommation de la classe paysanne, lui accorda avec empressement l'encouragement sollicité (1).

Le mouvement, ainsi donné à l'industrie roumaine, re-

(1) Toute la politique du parti libéral n'a été qu'une mauvaise application de cette idée juste ; pour équilibrer le développement de la Roumanie il faut, une fois résolue la question de la classe paysanne par la réforme agraire, encourager l'industrie envers quoi on avait été injuste en protégeant exagérément les agriculteurs. Les résultats ont été détestables et la Roumanie est encore sur la voie de l'expiation de ses fautes passées.

posait sur une base fausse ; celle-ci se maintenait dans la même atmosphère artificielle qu'avant la guerre, dans un état provisoire condamnable. Les résultats d'ailleurs n'ont pas tardé à se manifester, et si la crise actuelle a frappé la Roumanie comme les autres pays, les causes doivent en être cherchées non seulement à l'extérieur, mais aussi dans les fautes du passé, de notre politique économique mal conçue et tardivement appliquée.

SECTION III

L'AGRANDISSEMENT DE LA ROUMANIE ET SES CONSÉQUENCES

Un autre fait qui a beaucoup incité la Roumanie à entrer dans la voie de son industrialisation et l'a poussée à l'encouragement des entreprises industrielles créées après la guerre, fut la réunion à l'Ancien Royaume des provinces antérieurement sous la domination de l'Autriche-Hongrie et de la Russie.

La population de l'Ancienne Roumanie s'élevait à 7.897.000 habitants à peine ; la Nouvelle Roumanie compte, d'un coup, une population plus que doublée (16.940.000 habitants), ce qui nous donne une augmentation d'approximativement 115 % avec une densité légèrement augmentée (51 habitants par km²). La surface est de 296.000 km² ce qui représente vis-à-vis de l'ancienne (138.000 km²) une augmentation de 113 %, proportionnelle à celle de la population.

Les terres cultivées dans le royaume d'avant-guerre représentaient 46 % de la superficie totale (1) (5.976.879 hectares contre 13.885.210 hectares : superficie totale) ; l'augmentation de la superficie de ces terres se fit dans la proportion de 98 % représentant 44,11 % de la totalité du territoire de la grande Roumanie (2).

En ce qui concerne le blé seulement, comparant l'ancienne et la nouvelle Roumanie, nous trouverons des données intéressantes qui expliqueront les difficultés de ce pays après la guerre :

1° Les ensemencements de blé n'ont pas crû dans la même proportion que le territoire. Dans la période 1906-1913 les surfaces emblavées ont été en moyenne de 1.850.000 hectares. Les surfaces minima d'après-guerre ont été de 2.690.000 hectares en 1923 et les maxima de 3.330.000 hectares en 1926 : ce qui nous donne une augmentation de 50 % pour l'année de l'ensemencement minimum et de 96 % pour celle de l'ensemencement maximum. Nous avons vu que l'augmentation territoriale et démographique a été de 113 %, donc une baisse proportionnelle sensible dans les surfaces emblavées.

2° La production du blé après la guerre a pu à peine dépasser celle d'avant-guerre. Ainsi la production moyenne du froment dans la période 1909-13 a été de

(1) Voir notre premier Chapitre.

(2) Dans ce pourcentage de terres cultivées par rapport à la superficie totale, l'ancienne Roumanie entre pour 22,67 %, les nouvelles provinces pour la différence de 21.44 %, ainsi répartie : Bessarabie 9,7 %, Bukovine 1,09 %, Transylvanie, Maramuresh et Banat 10,65 %.

(Annuaire statistique de la Roumanie 1929.)

239.000 wagons. Le minimum de la production de la grande Roumanie a été en 1924 de 192.000 wagons et le maximum a été en 1926 de 302.000 wagons, ce qui représente une variation entre 81 et 126 si l'on donne à la moyenne des années 1909-1913 le coefficient 100.

3° Le rendement par hectare se trouve de même diminué. La moyenne de la production par hectare a été dans la période de 1909-1913 de 1 290 kilogrammes par hectares. Après la guerre, la production moyenne par hectare a été en 1923 : 1.030 kilogrammes ; en 1924, 600 kilogrammes ; 1925, 860 kilogrammes ; 1926, 910 kilogrammes et 1927, 850 kilogrammes. On voit que jamais le rendement moyen par hectare d'avant-guerre n'a été atteint par le rendement moyen d'après-guerre.

4° Quant à l'exportation du blé, après la guerre, quoique plus que doublée territorialement, la Roumanie a perdu les positions qu'elle détenait grâce à tant d'efforts et de sacrifices.

La moyenne des exportations dans la période 1909-1913 a été de 133.620 wagons — quantité qui accordait à la Roumanie la quatrième place du monde. Après la guerre, cette exportation est infime : en 1923, 2.780 wagons ; en 1924, 12.240 wagons ; en 1925, 520 wagons ; et en 1926, 27.180 wagons. On serait tenté de croire que par une industrialisation plus accentuée du pays, la Roumanie exporte de la farine ou autres produits dérivant du froment. Non plus : l'exportation de la farine en 1909-1913 a été de 7.780 wagons en moyenne (1) la

(1) Lire pour plus de détails. *La minoterie* (texte roumain) Société nationale de crédit industriel. Buc., 1927.

plaçant toujours au quatrième rang des peuples. Après la guerre l'exportation de la farine a marqué une augmentation très faible permettant un total en 1926 de 10.590 wagons. La Roumanie maintient sa position mondiale.

La superficie des forêts a augmenté par rapport à celle de l'Ancien-Royaume.

Relativement à la superficie totale, les forêts présentent cette situation :

Ancien Royaume	21,25	%	du total de sa superficie
Transylvanie	35,52	%	»
Bukovine	44,05	%	»
Bessarabie	5,28	%	»

Cela donne une moyenne de surfaces boisées de 24.58 % par rapport à la superficie totale. Comparant ce chiffre avec celui de l'Ancien Royaume (21.25 %) nous constatons une légère augmentation sans influence décisive sur les industries du bois ou du papier qui tirent leur matière première de cette richesse du sol.

Considérées par tête d'habitant, les superficies boisées offraient les proportions suivantes (1).

Ancien-Royaume	0,32	ha. par tête d'habitant
Bessarabie	0,07	»
Bukovine	0,55	»
Transylvanie.....	0,60	»
	0,38 en moyenne par tête	

Cela nous donne de même une augmentation assez

(1) MARMOROSCH BLANK : *Les forces économiques de la Roumanie*, 1929, Buc.

réduite non seulement en chiffre absolu mais encore en chiffre relatif.

En ce qui concerne les autres produits du sol, la Roumanie est parvenue à une meilleure situation en ce sens que, à coups de sacrifices, elle a gardé sa position mondiale quant au maïs, à l'orge et à l'avoine, tout en perdant celle qu'elle occupait avant la guerre quant au blé et au seigle (1).

Par l'augmentation du territoire la force énergétique s'est vue augmentée à son tour dans une proportion plus respectable : 135 %. Dans l'Ancienne Roumanie la force motrice se présentait dans une proportion de 1 CV pour 37 habitants, en Transylvanie 1 CV pour 26 habitants donc cette province (le Banat entre aussi dans le calcul) était mieux outillée du point de vue de la force motrice. Si on compte la Bessarabie avec 1 CV pour 35 habitants, on constate une légère augmentation tant en chiffre absolue que relatif (2).

Le réseau de chemins de fer s'est également accru par la réunion des autres provinces dans une proportion de 150 %.

Les richesses naturelles ont augmenté dans des proportions beaucoup plus importantes il est vrai ; mais il faut tenir compte dans leur calcul des nouvelles nécessités que le pays réclame à l'heure actuelle. Ainsi, les

(1) V. JINGA : Les céréales roumaines dans la production et le commerce mondial (texte roumain). Indépendance économique, N° 1 Buc. 1929.

(2) M. MANOILESCU : L'importance et les perspectives de l'industrie dans la nouvelle Roumanie. Buc. 1921.

réserves probables en charbon se sont accrues par les nouvelles mines de la Transylvanie et du Banat dans des proportions considérables (1.653.100.000 tonnes nouvelle Roumanie, contre 52.000.000 tonnes ancienne Roumanie) et la production de même par année et par tête d'habitant (158 kilogrammes charbon actuellement contre 10 kilogrammes avant la guerre). Mais si on regarde sa durée d'épuisement, on constate qu'elle était de 107 années et qu'elle est, selon certains auteurs, de 34 années seulement (1) !

Nous croyons que cette méthode, à regarder les chiffres sous leur aspect tant absolu qu relatif, c'est-à-dire en les comparant avec les autres données du problème (population, consommation, industrialisation, etc...) cette méthode, disons-nous, est la seule valable ; nous voyons que les conclusions qui en découlent ne sont plus les mêmes.

La production du charbon passe de 75.077 tonnes en 1913 à 2.777.542 tonnes en 1924. La consommation des gaz naturels, passe de 101 millions de m³ en 1913 — elle existait seulement dans la région des sondes pétrolifères, l'origine du gaz naturel dans l'ancien pays étant uniquement pétrolière — à 365.670.000 m³ en 1924 : ce qui représente une augmentation de 261,7 %, la différence étant fournie par le gaz humide de la Transylvanie.

Les forces hydrauliques disponibles ont vu leurs possibilités augmenter dans une proportion de 444 %, c'est-

(1) Ing. M. Sophian : Quelques considérations sur l'économie énergétique en Roumanie (texte roumain) Publication : Institut géologique Roumain N^o. 2 1926.

à-dire 12.491 CV avant la réunion contre 58.030 CV après ; — Par une attention toute spéciale de la monarchie austro-hongroise, la houille blanche était d'un emploi assez répandu en Transylvanie et Banat.

En ce qui concerne la production pétrolière, elle augmente en chiffre absolu et diminue en chiffre relatif, car les nouvelles provinces s'approvisionnent également dans l'Ancien Royaume. Aussi la production qui avant la guerre était de 240 kilogrammes par tête d'habitant a baissé à 106 kilogrammes, accusant une diminution relative de plus de 100 %. Mais la Roumanie acquit aussi une importante richesse industrielle qui lui faisait défaut avant la guerre. L'industrie avant la guerre était en étroite dépendance des produits du sol — céréales ou forêts — et des produits pétroliers, seule richesse du sous-sol capable de mettre l'ancienne Roumanie sur la voie de son industrialisation. Les usines de Transylvanie ont complété par leur apport l'ancienne industrie roumaine qui, étant à son début, manquait d'organisation et d'ampleur. La grande industrie a vu sa capacité augmenter dans la proportion de 150 % ; le nombre des usines passe de 1.117 en 1914 à 2.747 en 1919 et 3.966 en 1929, la valeur de la production passe à son tour de 106 millions approximativement avant la guerre à 11.711 millions en 1919 et 42 milliards en 1927.

Le problème qui se pose après cette courte vue d'ensemble est de savoir si cet agrandissement change quelque chose à la structure économique interne de la Roumanie.

La Roumanie eut sa production agricole amoindrie,

comme toute l'Europe d'ailleurs, ses ressources naturelles augmentées considérablement, sa surface territoriale et sa population accrues ; il en fut de même pour son industrie, quoique plus modérément. Immédiatement après la guerre, on ne s'est pas exactement rendu compte de la véritable signification de cet agrandissement. Pays « éminemment agricole » elle est devenue « pays riche ». Quelque chose devait être changé par la réunion des autres provinces à la mère patrie ; à l'ancienne activité agricole une autre activité devait succéder. Grand pays, elle devait se livrer aux mêmes activités que les nations occidentales riches et avancées sur la voie de la civilisation. Ces activités ne pouvaient être qu'industrielles. On ne se lassait pas de répéter après la guerre dans toutes les réunions publiques et privées que c'est un impératif catégorique des temps modernes que l'entrée de la Roumanie dans la voie de son industrialisation, car elle a toutes les ressources naturelles nécessaires, la matière première, une main-d'œuvre intelligente, sobre et brave quoique non encore formée techniquement, et des capitaux suffisants, conséquence de l'inflation qui avait suivi de près les diverses émissions et les autres opérations financières de la guerre. La Roumanie devait abandonner son ancienne politique agricole, d'autant que la classe agricole avait obtenu toutes satisfactions par l'expropriation ; elle devait entrer de plein pied dans la phase industrielle (1). La guerre avait mon-

(1) C'est une théorie particulièrement chère à M M. Manoilescu, qu'il a soutenue d'ailleurs comme doctrinaire : voir son étude : La question douanière, La théorie du protectionnisme

tré les lacunes d'une industrie pauvre et disproportionnellement développée, incapable de satisfaire aux nécessités les plus urgentes qu'elle réclamait avec impétuosité.

On s'est laissé impressionner par ces arguments, d'autant plus qu'une puissante idée d'autarchie économique avait succédé à l'ancienne et relativement libérale conception d'avant-guerre en matière de politique douanière (1), autarchie économique cristallisée dans la saisissante formule du Parti libéral — quelle ironie — : « par nous-même » .

Etait-elle au moins une idée claire et précise, basée sur l'étude de nos propres possibilités industrielles, possibilités capables de nous permettre cette attitude d'isolement, de fierté et d'indépendance économique ? Non, c'était un nationalisme économique strictement déterminé qui ne voulait pas comprendre l'interdépendance internationale — On ne fournissait même pas des arguments pour défendre cette politique, car après la guerre on vit naître ce curieux phénomène psychologique : des théories économiques créées au service d'une thèse politique instituée *a priori*. — Il nous semble qu'il eût été logique de suivre une voie exactement opposée. Par un effort souvent habile mais néfaste dans ses conséquences, on a mêlé dans le combat de notre politique économique

et de l'échange international, L'équilibre européen, etc... et appliquée comme ministre de l'industrie et du commerce.

(1) Après la guerre le nationalisme politique créé par les traités de paix, avait donné naissance à un nationalisme économique qui, par son exclusivité en matière d'entente internationale, constitua une puissante cause de la crise actuelle.

des idées qui eussent dû prendre place dans de tout autres domaines de l'activité humaine.

On n'avait pas l'excuse de l'ignorance, car une voix autorisée venue de France immédiatement après la guerre, avait clairement montré que dans la structure économique de ce pays il n'y avait eu que fort peu de changement. C'était la voix d'Em. de Martonne, ami très renseigné sur la Roumanie (1). Après avoir étudié la production de la Roumanie, son étendue territoriale, sa population, etc... par comparaison à l'ancien Royaume, Em. de Martonne arrive à une conclusion à laquelle lui-même « ne s'attendait pas », selon sa propre expression. Il dit :

« Il n'y a pas de changement notable. Cela étonne, peut-être, au premier abord et j'avoue que je n'attendais pas moi-même ce résultat de mes calculs. Il était cependant à prévoir et s'explique facilement si l'on essaie le contrôle géographique de ces données statistiques, contrôle absolument nécessaire d'ailleurs et sans lequel les données statistiques ne peuvent être ni interprétées ni comprises. »

Nous sommes ainsi amenés à donner une définition de ce que nous entendons par structure économique d'un pays. A notre avis, c'est d'une part le rapport entre les diverses branches de l'activité nationale, et, de l'autre celui qui existe entre celles-ci et, respectivement, la superficie, la population, les ressources naturelles du sol et du sous-sol, enfin les capitaux et leur emploi.

(1) Em. de MARTONNE : *La nouvelle Roumanie dans la nouvelle Europe*, 1921. Bucarest.

Basés sur l'ensemble des données précédentes, nous ne pouvons que souscrire entièrement à la conclusion de Em. de Martonne qui ajoute :

« On a escompté déjà les perspectives — (il s'agit des
« perspectives de transformation de notre activité agri-
« cole d'avant-guerre) — sans peut-être se rendre compte
« qu'elles n'avaient pas qu'un côté séduisant mais
« pouvaient avoir leurs difficultés. L'examen des faits
« montre que là, encore, il n'y a pas de changement suffi-
« sant pour modifier l'orientation de la vie économique. »

Dans le rapport intime de ces forces : population, territoire, capitaux, ressources naturelles, énergie, etc., il n'y a pas eu de changement, ou il y a eu des changements peu notables, et impuissants, selon nous, à déterminer le revirement opéré dans la politique roumaine d'après guerre.

CHAPITRE III

L'INDUSTRIE : DISTINCTION ET CLASSIFICATION

« L'industrie naquit après l'agriculture sans que les « limites de l'une ou de l'autre de ces branches de l'activité humaine soient exactement tracées » (1). On a trop souvent fait la distinction entre l'agriculture et l'industrie pour ne pas tâcher de donner quelques éclaircissements sur le problème avec l'espoir de faire ressortir plus précisément les caractères de l'activité industrielle qui forment le fondement de notre étude. On a parlé, surtout après la guerre, des pays ayant une structure agricole et des pays ayant une structure industrielle, cela du point de vue statique. Du point de vue dynamique, trop connues sont les classifications classiques en pays se trouvant dans un stade de développement supérieur, c'est-à-dire industriel, et en pays vivant dans un état primitif, agricole. Actuellement un fait des distinctions économique-géographiques entre les deux Europes ; l'agricole et l'industrielle (2). En entrant dans le cadre plus délimité de l'industrie nous trouverons des distinctions encore plus précises : industries de base et industrie de transformation, grande industrie, petite industrie, industries extractives, etc...

(1) Jacques FAUGERAS : *De la distinction entre l'agriculture et l'industrie*, page 1431. *Revue d'économie politique*, 1930.

(2) Francis DELAISI : *Les deux Europe*, 1929, Payot, Paris.

Nous voulons tenter d'apporter quelque clarté dans toutes ces expressions usitées si couramment à l'heure présente et avoir par là une idée précise de la signification exacte des termes employés dans les chapitres qui vont suivre.

Il est certainement fort intéressant de déterminer les caractères spécifiques d'une activité industrielle quelconque par rapport aux autres activités productrices et, si la Roumanie se trouve actuellement dans une phase industrielle ou si elle en est encore au stade agricole de son développement économique.

Quel est le critérium de base pour une distinction précise entre une activité industrielle et une activité agricole ? Y a-t-il un seul critérium ou y en a-t-il plusieurs ?

L'activité industrielle a crû récemment jusqu'à une prépondérance remarquable dans l'ensemble économique des nations modernes. Laissons de côté l'antiquité, période dans laquelle le travail manuel et industriel était considéré comme une activité dégradante, indigne d'un homme libre, et pour cela soumise à d'innombrables et vexatoires restrictions (1). Dans la première partie du moyen-âge, le mépris pour l'industrie persiste et se manifeste par une réglementation sévère (corporations et métiers) supprimant toute liberté et toute fantaisie créatrice chez l'individu. Au contraire, l'activité agricole dans les deux phases ci-dessus trouve un encouragement sans égal de la part de l'Etat sous forme de nom-

(1) Phidias, était considéré dans l'antiquité comme un travailleur manuel ordinaire et devait subir toutes les rigueurs des lois régissant cette classe inférieure.

breux avantages économiques et politiques, et de la part de l'opinion publique sous forme d'un respect général.

Ce n'est que sous Sully, puis Colbert qu'on peut parler d'un encouragement interventionniste de l'État sous la forme moderne.

Dans le siècle dernier, l'industrie, par l'emploi de la vapeur, de l'électricité et de toutes les autres découvertes scientifiques mises au service du grand public, a commencé une domination inconnue jusqu'à cette époque. Sans doute, le *xix^e* siècle a été le siècle de l'industrialisme poussé jusqu'à ses dernières limites, le siècle de l'expansion industrielle appliquée à l'agriculture, aux manufactures, aux transports, à l'extraction, etc...

Selon nous, le critérium de distinction le plus sûr et le plus justifié entre ces deux genres d'activité ne peut être fourni que par la terre. — Les manifestations sont agricoles quand elles ont pour but de faire de la substance vivante en partant de la substance vivante par l'entremise de la terre.

Dès que la matière passe de l'état de vie à l'état de non vie, soit naturellement soit par intervention humaine, la terre restant étrangère à cette transformation, nous nous trouvons dans le cadre de ce qu'on appelle : activité industrielle. Ainsi toutes les fabrications qui traitent des substances minérales : métaux, produits chimiques, etc... sont des industries. De même celles qui travaillent le bois, les papiers, les os, etc... Mais il y a d'autres distinctions plus techniques entre l'industrie et l'agriculture ; celles fournies par J. Faugeras dans l'article cité plus haut nous semblent dignes d'être retenues.

1^o *La continuité.* — C'est seulement dans le domaine de l'activité industrielle qu'est donnée à la matière une impulsion première, absolue.

En agriculture, il n'y a qu'impulsion relative, car l'entreprise agricole constitue uniquement un anneau dans la chaîne de la production continue dont le commencement est extrêmement lointain (1).

2^o *Origine des matières premières.* — Le cultivateur, le plus souvent, est son propre fournisseur en matières premières, tandis que l'industriel cherche les matières premières ailleurs.

3^o *Durée plus ou moins longue de la fabrication.* — Dans l'agriculture le processus de la production est extrêmement long (2). La durée, dans l'industrie, en est par contre très courte. Quelques heures sont suffisantes parfois pour que la transformation soit un fait accompli. Le fer ne réclame que deux heures pour être transformé en poutrelles.

Mais cette distinction ne nous semble pas non plus trop justifiée, car il y a des industries de longue haleine : celle des vins, celle des cuirs, etc...

4^o *Discontinuité.* — La production agricole présente encore ce caractère d'être discontinuée dans deux sens différents :

a) Les opérations dans l'agriculture sont faites à des époques différentes de l'année, étant donné que le rythme de la nature — élément principal dans l'agri-

(1) Comparaison entre l'industrie extractive et l'agriculture.

(2) Pour que la laitue soit exactement dans le même état où elle a été ensemencée il faudrait 576 jours.

culture — est lent. Rien de tout cela dans l'industrie.

b) L'opération agricole s'exerce d'un coup et porte sur la totalité de la matière première. Les ensemencements doivent se faire à la même époque, les récoltes être ramassées en même temps. Dans l'industrie la production s'opère au fur et à mesure de la demande, puisant à un stock de matières premières renouvelées selon les nécessités des commandes.

5° *Choix du lieu.* — Techniquement une industrie peut être créée n'importe où. Exemple : une usine électrique peut être installée dans une plaine dépourvue de la moindre source d'énergie. Il y a des doutes sérieux quant à la réussite financière de cette entreprise, mais c'est là une autre question. L'agriculture par contre est liée au sol. Elle est sous la dépendance du climat, de la terre, et la volonté humaine ne peut intervenir que pour modifier sommairement cet état (1).

6° *Choix de l'époque.* — Les industries connaissent ce qu'on appelle la *saison*, celle-ci constituée par des facteurs influençables, non par des facteurs physiques, chimiques ou physiologiques comme dans la production agricole. — L'abstention dans la consommation des produits agricoles est fort rare et plutôt apparente que réelle.

7° *Prévision des quantités et qualités produites.* — Dans l'agriculture le producteur ignore complètement combien de tonnes de fourrage ou de blé il récoltera sur les surfaces cultivées. — L'industriel sait combien de tonnes de fer il produira. De la sorte ce dernier peut mieux doser

(1) Il est connu que les jardiniers du Roi-soleil faisaient mûrir les ananas à Versailles.

la production d'après la consommation qui lui est indiquée avec précision par la commande. L'agriculteur ne connaît ni la consommation nécessaire, ni le prix, ni la satisfaction que l'usage de son produit procurera (1). L'industriel prévoit approximativement ces résultats ; il a ce que J. Faugeras appelle « la conscience de la fonction de sa production ». — Du fait que le processus de la production dans l'agriculture est organique et non mécanique comme dans l'industrie, plusieurs conséquences suivent, indiquant la supériorité de cette dernière activité sur la première :

a) La coopération dans l'agriculture est extrêmement difficile ; bien entendu, nous parlons ici d'une coopération sur grande échelle (2).

b) La division du travail ici joue un rôle modeste, et nous n'insisterons pas sur les avantages d'ordre technique importants et bien connus qu'elle présente dans les entreprises industrielles.

c) L'emploi et les caractères des machines sont, de même, différents. Dans les usines, on emploie le plus souvent des moteurs ayant une force énergétique considérable qui distribuent celle-ci selon les besoins du moment et les diverses phases de la transformation. Par

(1) Voir pour plus de détails la communication faite au XIV^e Congrès international d'agriculture de Bucarest de 1929 par Dr. Axel Schindler, Délégué de l'Allemagne : Nécessité et importance de l'observation du marché agricole.

(2) On se plaint trop souvent à notre avis que le mouvement coopératif ne prend pas en Roumanie à cause du manque d'aide et d'encouragement de l'État mais nous voyons ici que d'autres causes plus profondes expliquent ce malaise du mouvement coopératif.

contre on emploie dans l'agriculture de petits moteurs produisant eux-mêmes la force énergétique, des centrales capables de transmettre l'énergie à grande distance n'étant pas possibles. L'activité de ces moteurs est limitée non seulement dans l'espace mais pareillement dans le temps : conditions atmosphériques défavorables, impossibilité du travail nocturne, etc.

d) Les découvertes techniques ont une influence minime sur le développement de l'agriculture, contrairement à ce qui se passe dans l'industrie. C'est grâce aux découvertes scientifiques non techniques que l'agriculture progresse.

e) L'activité agricole demande un contrôle rigoureux et permanent en dehors d'une certaine habileté méconnue de l'industrie, basée sur une différenciation extrême. Le capital, à son tour est plus mobile dans les entreprises industrielles que dans les entreprises agricoles. Ce dernier demande une période plus longue pour se détacher car du fait de sa fixation dans les entreprises agricoles il semble qu'il partage l'impassibilité de la terre (1).

En Roumanie une distinction entre les industries est courante : la grande et la petite industrie. L'industrie appelée couramment la petite est celle à laquelle s'applique la caractéristique de Ch. Gide et W. Oualid : « ayant une extrême diversité et surtout un caractère artisanal qui la rendent ainsi impropre à tout enre-

(1) Nous voyons qu'il faut chercher dans cette caractéristique du capital employé dans l'agriculture une des causes de la lenteur de la Roumanie sur la voie industrielle.

gistrement statistique ». Il y a d'autres distinctions plus précises entre ces deux genres d'industries, distinctions que nous tracerons rapidement.

1^o En général la petite industrie est celle qui travaille d'après commande directe du consommateur ; par contre la grande industrie travaille pour des commandes futures dont le nombre est inconnu, et c'est à cause de cette incertitude qu'elle est forcée de faire de grands stocks, ce qui nécessite de grands capitaux.

2^o Dans la petite industrie, le patron utilise sa propre force ou celle de quelques auxiliaires. Cette force s'exerce au moyen d'outils simples et peu coûteux. La grande industrie emploie des machines produisant une importante force motrice appliquée à la production.

3^o Dans la petite industrie, il n'y a aucune spécialisation : elle emploie les connaissances et l'expérience du patron et de ses aides. Dans la grande, il y a un travail d'administration qui s'opère parallèlement au travail technique ou manuel, ces travaux d'ordre différents donnant naissance à la spécialisation.

4^o La petite industrie par sa méthode de travail, par la qualité de ses produits, se rattache à la vie locale, c'est-à-dire à un cercle réduit de consommateurs. La grande s'adresse, au moyen des transports, aux consommateurs du monde entier (1). En ce qui concerne la Roumanie, nous nous intéresserons seulement à la grande industrie, l'autre ayant une production peu connue jusqu'à présent, quoique très importante, surtout dans la classe paysanne roumaine.

(1) W. ROSCHER : *op cité*, ch. III, 20.

Dénomination des industries	Nombre établissements 1919	Capital investi 1919 (milliers lei)	Force motrice 1919 CV.	Valeur matière première (millions lei)		Valeur combustible (milliers lei)		Valeur de la production (milliers lei)		Personnel 1919	
				1913	1919	1913	1919	1913	1919	Addition et technique	Ouvriers
1) Ind. métallurgique .	305	289.115	58.587	37.416	355.411	19.388	53.662	121.187	1.330.162	3.479	34.156
2) Ind. du bois	502	478.063	66.581	119.703	1.549.770	18.942	143.925	265.501	2.052.514	3.325	41.561
3) Ind. chimiques	187	247.338	56.529	96.925	455.153	12.800	28.101	292.909	1.217.917	1.216	7.524
4) Ind. Alimentation . .	977	1.042.628	98.584	540.039	2.698.444	25.326	174.199	885.236	4.416.579	4.831	21.223
5) Ind. textiles	156	109.014	13.530	55.443	469.289	2.366	16.011	95.812	1.007.845	908	9.501
6) Ind. de la tannerie .	135	138.627	7.750	35.366	410.860	696	11.001	79.822	923.460	772	5.518
7) Ind. céramiques	216	189.875	39.779	44.285	131.025	12.976	71.523	111.347	343.060	1.880	13.425
8) Electricité	137	262.502	137.605	—	—	6.577	79.054	39.560	246.864	894	2.138
9) Arts graphiques	134	70.133	2.210	7.120	81.931	208	2.151	23.151	73.390	783	5.089

Dans le tableau précédent on peut voir l'état de cette grande industrie en Roumanie immédiatement après la guerre, comparativement à celui de 1913.

Nous suivrons cette classification mais en introduisant aussi les industries extractives qui ne sont pas comprises dans la statistique, et dont certaines jouent un rôle considérable en Roumanie (exemple : l'industrie du pétrole, du charbon, etc...). Le pétrole peut être regardé sous deux aspects bien distincts : celui d'une source d'énergie permettant par la combustion une augmentation sensible de la force motrice, et celui d'une industrie à part, ayant son existence propre, ses capitaux, ses ouvriers, chantiers, usines, etc... Nous traiterons pourtant selon la première manière de voir, car elle est beaucoup plus simple, et en même temps nous permet de savoir quelles sont les ressources naturelles que la Roumanie peut offrir aux autres industries de transformation. Lorsque nous traiterons la question du charbon, du pétrole, des gaz naturels ou chutes d'eaux, nous la placerons dans le chapitre intéressant la force énergétique de la Roumanie. L'importance de ces richesses est sans doute devenu considérable à l'heure actuelle où tous les pays dirigent leur activité en vue de l'accaparement de territoires les recélant.

Notre intention n'est point celle de montrer le développement général des industries extractives ou de transformation, mais uniquement de voir leur place et leur possibilité de développement dans la Roumanie actuelle.

CHAPITRE IV

CONDITIONS POUR QU'UN PAYS ENTRE DANS LA VOIE DE SON INDUSTRIALISATION.

SECTION I

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Avant d'entrer dans l'étude proprement dite de ce chapitre, nous considérons de notre devoir de nous poser une question primordiale qui ayant fait dans le passé le sujet de discussions ardentes, reste malgré tout obscure et loin d'être résolue.

L'industrialisation d'un pays est-elle un phénomène naturel s'imposant avec la généralité et l'identité des lois de la nature ou bien un phénomène dû à l'organisation de l'économie d'un pays ?

Un pays peut-il devenir industriel, non du jour au lendemain certes, mais dans une période relativement courte, sans passer par toutes les étapes du développement des pays méritant actuellement le qualificatif d'« industriels » ?

Doit-on suivre nécessairement les lois générales et historiques que l'économie des divers pays ont suivi

pour arriver à une situation industrielle plus ou moins florissante, parcourir les phases intermédiaires, dont parlait jadis Fr. List, avant de parvenir à un état d'économie nationale complète ?

Le problème est loin d'être résolu dans un sens ou dans l'autre et l'empirisme politique a son libre jeu devant l'impossibilité pour la science de fournir une explication générale et de construire une théorie résistante (1).

Loin de nous la pensée de vouloir résoudre définitivement ce problème posé depuis les commencements de l'économie politique ; nous voulons seulement montrer en bref notre point de vue. Il faut en convenir, tous les peuples subissent une évolution vers une forme d'activité industrielle qui est le support des nations et l'élément engendrant la puissance là où il est bien dirigé et la décadence là où il est mal conçu et mal organisé. Tout en reconnaissant l'importance de l'activité agricole à l'époque présente, nous estimons qu'en grande partie, et surtout après la guerre, l'industrialisation a constitué un des buts essentiels de toute réforme politico-économique (2).

Ad. Smith dans ses *Recherches sur la nature et les causes*

(1) M. MANOILESCU : *Théorie du protectionnisme et du libre échange. op cité.*

(2) « En un mot ce qui caractérise la société capitaliste contemporaine c'est que les trois formes du capitalisme — commerciale, financière, industrielle — dont nous avons étudié le développement, s'y trouvent concurremment. La dernière venue, la forme industrielle, a tellement éclipsé — en apparence du moins — les deux autres qu'on l'a souvent considérée, à tort d'ailleurs, comme en étant la manifestation essentielle. » H. Sée : *Les origines du capitalisme moderne* page 194, Paris 1926.

de la richesse des nations (1) montre que la richesse d'un pays ne doit pas être seulement recherchée dans les sources naturelles du sol, mais surtout dans la capacité de travail du peuple. La cause essentielle et universelle de toute richesse, c'est le travail.

« Le travail d'une nation est le fond premier qui four-
nit à la consommation annuelle toutes les choses
nécessaires et utiles à la vie et ces choses sont ou le
produit immédiat, direct de ce travail ou bien elles sont
achetées aux autres nations avec le produit du travail
annuel de la nation (2). »

Mais il ne faut pas comprendre cette notion de travail selon la méthode marxiste ; les paroles d'A. Deschamps à ce sujet nous semblent pleins d'intérêt :

« Il ne faut pas entendre ce mot de travail comme on
l'a entendu par la suite, quand on parle des conflits
entre le travail et le capital. Chez Smith, ce mot tra-
vail est celui que l'on remplacerait aujourd'hui par
activité industrielle » c'est-à-dire travail aidé de
capital... C'est l'industrie comprenant l'agriculture
comme les manufactures (3).

Donc dans le système de Smith, travail c'est richesse et il dépend : 1^o de l'étendue du marché et 2^o de l'abondance des capitaux, les deux tirant leurs puissances de la liberté.

(1) Il ne s'occupe que d'une façon incidente, d'ailleurs, de cette richesse. Les physiocrates en France avaient étudié à fond le problème.

(2) AD. SMITH. *op. cit.* Introduction. — Traduit par G. Garnier, Paris, 1843.

(3) A. DESCHAMPS : *Cours d'histoire des doctrines économiques*. Université de Paris. 1928-1929.

Mais c'est surtout l'abondance des capitaux qui est la plus propre à donner le mouvement à l'industrie.

« Ainsi suivant le cours naturel des choses, la majeure
« partie du capital d'une société naissante se dirige
« d'abord vers l'agriculture, ensuite vers les manufactures
« et en dernier lieu vers le commerce étranger. Cet ordre
« de choses est si naturel que dans toute société qui a
« quelque territoire, il y a toujours, à ce que je crois, été
« observé à un certain point. On a cultivé les terres avant
« qu'aucune ville considérable y eût été établie et on n'a
« créé dans ces villes quelques espèces de fabriques
« grossières avant qu'on ait songé sérieusement à faire
« par soi-même le commerce étranger (1). »

Nous croyons qu'une nation ne peut changer d'activité productrice selon sa propre volonté ou selon la volonté de ceux qui conduisent passagèrement sa politique économique.

Celle-ci, pour déterminer un changement efficace et durable dans la vie d'une nation, doit se baser sur les directives rigoureusement contrôlées que la science économique lui fournit. Cette science, inhérente, à la nature de l'homme, lequel est sensiblement le même en tous les points du globe, repose sur une expérience très étendue dans l'espace et dans le temps.

Nous croyons exactement comme Smith que pour qu'un pays entre dans la voie de son industrialisation quelques conditions lui sont nécessaires au début (richesse naturelle, capitaux abondants, etc...) pour stimu-

(1) Ad. SMITH, *op. cité*, page 473.

ler le travail national et lui donner plus tard une prédominance sur les autres pays. Des mesures artificielle sont difficiles à prendre en vue d'orienter un pays vers une activité industrielle plus ample. Ces mesures donnent naissance à des mécontentements généraux et dangereux, et causent surtout des pertes économiques considérables tant en ce qui concerne la force humaine appliquée à un effort stérile qu'en ce qui regarde le rendement du capital.

Cela nous montre clairement qu'on ne devient pas du jour au lendemain un peuple d'industriels comme la France ou l'Allemagne, ou un peuple de marins comme l'Angleterre ou le Japon, et que le « mur chinois » appliqué à la Roumanie dont parlait M. Manoilescu, n'était qu'une utopie devant les âpres réalités économiques, dont les manifestations ont dédaigné les rêves.

Il y a par conséquent certaines lois naturelles — la Roumanie en a fait la malheureuse expérience après la guerre en ne les suivant pas — lois qui marquent le chemin du développement d'un peuple, qui déterminent la nature de son activité et en même temps assignent des limites à son essor économique — Pourquoi ? Parce que le développement industriel à un moment historique donné, dépend d'un certain nombre de facteurs, plus ou moins déterminables, facteurs que nous proposons d'esquisser plus loin. Les difficultés présentes, les crises qui se sont déchaînées après la guerre en emportant dans leur terrible tourmente toutes les économies nationales du monde et qui ont fait prononcer à certains hommes politiques le mot de « faillite de l'économie », nous

semblent au contraire être une vérification douloureuse de ces lois économiques trop souvent oubliées ou appliquées avec mauvaise volonté (1).

Nous terminerons en citant les si éloquentes paroles de M. Ansiaux :

« Le monde actuel s'engage de plus en plus dans la « voie mauvaise du nationalisme économique. Plus il « s'enfonce, plus il souffre sans comprendre la véritable « cause de sa souffrance (2). »

On a trop oublié que l'économie politique est avant tout une science morale.

SECTION II

LES FACTEURS DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL D'UN PAYS

§ 1. — *Facteurs territoriaux*

Les facteurs territoriaux ont une influence remar-

(1) Dans un rapport présenté au congrès de Madrid en 1929, Mr Truchy a montré l'état de l'Europe qui dans des conditions manifestes d'infériorité à l'égard des Etats-Unis, au point de vue richesse naturelle, se crée pourtant à elle-même des difficultés économiques qui l'empêchent de traiter sur un pied d'égalité avec le nouveau continent. H. Truchy « La coopération européenne et la politique douanière ».

(2) M. ANSIAUX : *Le nationalisme économique*, 1927. Bruxelles.

quable, sans conteste, sur le mouvement industriel d'un peuple, sur le genre d'activité qui attire plus ou moins de capitaux et de forces humaines.

A. — Les matières premières du sous-sol sont à considérer en première ligne : fer, charbon, pétrole, etc... Mais ce qui est généralement indispensable pour la création et le développement d'une industrie, c'est l'existence de générateurs d'énergie. Ces générateurs d'énergie mesurent respectivement la puissance des peuples et influent sur leur indépendance même.

Les usines sont actionnées par cette énergie qu'offre le sous-sol.

La classification de ces générateurs peut être faite selon leur durée : ils sont périssables comme le pétrole, le charbon, le gaz méthane, etc... ou impérissables, c'est-à-dire que leur consommation peut être accrue sans qu'il y ait crainte de les voir se tarir, comme les chutes d'eau, la puissance du vent, le mouvement de la mer, etc.

Une autre classification intéressant de plus près encore l'économie politique est celle des formes sous lesquelles un générateur se présente : transportable à de grandes distances à l'état brut, comme c'est le cas du pétrole, du charbon, etc... transportable à des distances limitées à l'état primitif (exemple : les gaz naturels) et enfin transportable seulement sous la forme d'une autre énergie que la première : chutes d'eau, puissance des vents, etc.

B. — La composition chimique du sol et les facilités qu'elle offre au développement de l'agriculture sont une condition tout aussi essentielle pour le développement des industries. Les pays qui sont arrivés à une prospérité in-

dustrielle comme la France, Etats-Unis, Allemagne, disposent de puissantes ressources agricoles et industrielles en même temps. Il en est de même pour l'Angleterre, mais elle supplée à son insuffisance en produits alimentaires par une importation considérable de ceux-ci (principalement du Nouveau Continent).

La suprématie de l'industrie anglaise n'est pas due uniquement à la spécialisation de sa main-d'œuvre — la spécialisation pouvant être regardée à la fois comme un effet et une cause — et à la richesse du sous-sol en charbon, mais aussi à sa situation géographique lui permettant facilement l'importation de denrées alimentaires (1).

Mais si l'agriculture d'un pays est une condition nécessaire à son industrie, lui fournissant les substances réclamées par la vie de la main-d'œuvre et les matières premières, il ne faut pas oublier l'autre rôle de l'agriculture qui est d'être grande consommatrice. Une demande soutenue de la part de l'agriculture nationale décide en grande partie du sort de certaines industries en Roumanie, surtout les métallurgiques et chimiques.

C. *Le climat.* — On a souvent montré, et à juste titre, la dépendance de l'agriculture du climat ; mais il ne faut pas croire que les industries — certaines industries — en sont exemptes de cette dépendance. Ainsi le climat humide de l'Angleterre agit favorablement sur les filatures et toutes les industries textiles de ce pays, tandis que le

(1) PILAVACHI A. : *La politique douanière de trois principaux états européens et de la S.D.N.* 1928. Deuxième partie, Chapitre I. § 2.

climat sec et chaud de la Roumanie nuit à la qualité de ses tissus.

D. *La configuration du territoire.* — Il est avéré que les pays les plus civilisés sont ceux des littoraux, comme c'est le cas de la Grande Bretagne, de la France, du Japon, etc... Au contraire le centre de l'Europe à cause de son éloignement de la mer, à cause du manque de communications rapides et peu coûteuses avec celle-ci gardent leurs ressources naturelles dans un état latent, improductif ; elles restent enfouies au fond de la terre que nul ne vient les chercher pour les jeter dans le courant des transformations, les rendre économiques en un mot.

* * *

Comparant les divers pays, on constate que chacun d'eux n'est pas apte à toutes les productions. C'est d'ici qu'il faut partir pour juger la spécialisation internationale. La France a trop de fer et pas assez de charbon. L'Allemagne se trouve dans une situation juste opposée. L'Italie et l'Espagne ont le vin, mais n'ont pas assez de fer ni de charbon. La Roumanie possède d'importants gisements de pétrole, mais n'a pas de ressources en fer et se trouve ainsi dans l'impossibilité de développer son industrie métallurgique. L'Angleterre et l'Allemagne sont pauvres en produits agricoles, par contre la Roumanie et l'Argentine les possèdent en quantités plus grandes que les nécessités de leur consommation nationale.

Mais nous croyons, quand même, qu'il y a, surtout au point de vue industriel, certains pays qui jouissent de par leur situation géographique privilégiée, d'une supériorité incontestable sur d'autres (1).

§ 2. — *Facteurs démographiques*

Les ressources naturelles et la situation géographique sont insuffisantes pour expliquer l'état industriel d'un pays. La population est un élément trop considérable dans l'industrialisation pour qu'on ne lui accorde pas la place qu'il mérite. Il y a dans ce domaine quelques considérations à faire quant à la densité, au degré de civilisation et aux mœurs des habitants.

A. *Densité.* — La division du travail, qui est la base du développement de toute industrie, ne peut être conçue en dehors d'une certaine densité de population. Les primitifs, à population rare, déployaient une activité complexe. Chaque membre de la société remplissait toutes les besognes, tous les travaux nécessaires à son bien-être et à celui de sa famille. Aucune spécialisation. Les industries n'existaient pas, dans le sens qu'on accorde couramment aujourd'hui à ce mot. Elles commencent

(1) « Certaines nations en raison de leurs ressources territoriales et de leur situation géographique jouissent par rapport aux autres d'une véritable rente que leur assure une destinée privilégiée, qui contribue, dans une large mesure influencée par la valeur de la population d'ailleurs, à en faire des nations fortes et riches tandis que d'autres sont vouées à une pauvreté relative (tome I page 107).

LUCIEN BROCARD : *Principes d'économie nationale et internationale*, 1929.

plus tard à se dessiner graduellement ; leur différenciation marque l'accélération de la cadence du mouvement démographique. Les villes, grandes agglomérations humaines, ont amplifié encore cette différenciation et ont eu comme conséquence la création de nombre d'industries.

« La grande industrie se rattache dans sa structure la plus intime à la vie de la cité car sans elle l'industrie ne pourrait pas vivre... Les industries accessoires agricoles, prennent naissance dans les villes (1). »

Les villes ont accordé à l'industrie un appui considérable non seulement par la possibilité d'une division technique du travail, qui a comme conséquence un rendement supérieur de la production, mais aussi par une consommation soutenue et surtout variée dans la demande. N'oublions jamais le rôle du consommateur dans l'activité industrielle car en dernière analyse c'est toujours la consommation qui décide de l'avenir d'une branche d'activité économique. Les industries les plus anciennes se sont développées près des grands centres de consommation qui leur assure des débouchés sûrs. Dans l'époque moderne on a commencé à produire pour des agglomérations humaines ignorées, se trouvant à de grandes distances ; ainsi Paris est le centre presque mondial en ce qui concerne les articles de luxe, Londres pour les articles de laine, etc.

Mieux : il existe des industries qui se déplacent selon la densité de la population, laissant le champ libre à des

(1) W. ROSCHER : *op. cit.*, t. I, Chapitre I, § 10.

industries plus récentes. Ainsi au temps d'Henri IV l'industrie lainière anglaise était concentrée aux environs de Londres. Plus tard elle se transporta à Kent et Essex, de là à Dorset, Wilt, Glowcester, etc... au fur et à mesure de l'accroissement de la densité dans d'autres provinces (1).

B. — *Degré de civilisation et caractère de la population.* — Les industries ne peuvent pas trouver un avenir brillant au milieu des classes ouvrières pauvres et serviles, limitées au minimum nécessaire à leur existence.

Dans l'antiquité, et de tout temps dans l'Orient de l'Europe, les peuples n'ont pas atteint un état industriel avancé à cause en grande partie de l'esclavage qui s'est perpétué — en droit ou en fait — jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Par contre en Amérique l'industrie a pu prendre l'essor connu grâce au niveau de vie très élevé

(1) Si nous regardons l'Europe actuelle au point de vue de la densité de la population, nous sommes surpris par la différence extrême entre la partie industrielle et la partie agricole. A une surface de 2.574.000 Km² — Europe industrielle — correspond une population de 231.000.000 d'habitants et à une surface de 7.120.000 km² — Europe agricole — une population à peine plus grande, 239.600.000 d'habitants.

La moyenne par conséquent dans les pays industriels est de 86 habitants par km² et de 33 habitants par km² dans les pays agricoles.

Si on tenait compte seulement de la surface des terres arables pour les deux catégories on trouverait un écart encore plus sensible : 306 habitants par km² pour l'Europe industrielle et 144 habitants pour l'Europe agricole.

Cette densité est une cause du développement industriel sans doute, mais en même temps un effet du degré élevé de l'industrialisation et du bien-être général.

du travailleur. Les grands industriels d'Amérique se sont vite rendu compte de cette vérité élémentaire que le rôle de l'industrie est double : non seulement satisfaire aux besoins existants mais les stimuler, en créer même d'autres par une politique de hauts salaires. Ils ont même exagéré dans ce dernier sens.

Quant aux habitudes, consolidées par les siècles, elles créent des aptitudes à certaines occupations. Ainsi les aptitudes des Allemands aux industries extractives sont très connues ; leur application, leur sens de la méthode et leur calme sont des qualités qui sont entrées en eux jusqu'à constituer le fond de leur caractère.

Ces occupations constantes leur ont donné cette « mentalité industrielle » dont parle G. Welter et que le Français ne possède pas selon lui (1). Celui-ci se caractérise plutôt par l'esprit capitaliste — étant individualiste — par une mentalité « boutiquière ». Il aime à faire cavalier seul avec une prudence que les Américains, par exemple, se donnent beaucoup de peine à comprendre. Ce qui fait en matière d'industrie la caractéristique du Français c'est la conscience professionnelle, la perfection dans le détail. Ces qualités lui ont donné un penchant vers les industries fines, qui demandent un goût raffiné.

Quant aux Roumains, nous croyons qu'ils n'ont pas l'esprit industriel nécessaire à cet éclatant avenir qu'on a voulu leur prédire. Les préoccupations d'un passé historique malheureux, la non-participation au mouve-

(1) G. WELTER : *La France d'aujourd'hui*, 1927. Paris, Chap. III et conclusions.

ment industriel de l'Occident, l'esprit individualiste, et une mentalité toute spéciale de « permanent provisoire » pour ainsi dire, sont de graves défauts qui, selon nous, ont empêché et empêchent le développement industriel de la Roumanie.

§ 3 — *Facteur capitaliste.*

Pour pouvoir se développer dans un pays, l'industrie suppose de grands capitaux. Le capital, par distinction du « travail » qui est l'apport dans le phénomène de la production de la main d'œuvre, représente « les moyens de production » dans le régime capitaliste sous le signe duquel nous vivons à l'heure actuelle, moyens de production capables de revêtir les formes les plus variées : machines, bâtiments, matières premières, marchandises, etc.

Dans ce sens il nous semble que la meilleure définition du capital est celle de Sombart : « Le capital c'est la somme des valeurs d'échange qui servent de base objective à une entreprise capitaliste » (1).

Mais cette somme de valeurs destinées à agir sous n'importe quelle forme peut être calculée en argent et, par là, mise en relation avec les autres capitaux employés dans d'autres branches de l'activité humaine.

Sombart nous dit : « La forme en argent est toujours « la première et en même temps la dernière dans la— « quelle le capital est forcé de s'enfermer ». (2).

(1) W. SOMBART. *Der moderne Kapitalismus*, vol. I, page 324.

(2) W. SOMBART, *op. cité* page 135 « Vom Gelde kommt's zum Gelde strömt's ».

La formation de ce capital et son augmentation dans toute société moderne a donné naissance à des théories économiques fort intéressantes sûrement, mais qui sortent du cadre de notre étude. Bornons-nous à les mentionner.

1/ — La théorie classique soutient que la formation du capital est due à l'épargne, produit de l'abstinence. Smith, Ricardo, Senior, Roscher, etc... souscrivent à cette théorie (1).

2/ — Une autre théorie est celle qui soutient que la formation du capital est due à un prix de monopole, talent ou conjonctures intelligemment utilisées et spéculées.

3/ — Il existe enfin la théorie de l'accumulation du capital à l'aide de la plus-value. Cette théorie constitue le fondement du marxisme (2).

(1) Ad. SMITH, *op. citée* page 459, t. I, édition 1843. « Le capital de tous les individus d'une nation se grossit de la même manière que celui d'un seul individu, de ce qu'ils accumulent sans cesse et de ce qu'ils y ajoutent par des épargnes faites sur leurs revenus. Il sera donc probablement dans le cas de grossir plus vite que jamais s'il est employé de manière à fournir le plus gros revenu à tous les habitants du pays, puisque par là il les mettra à même de faire les plus grandes épargnes ».

(2) L'échange selon Marx présente deux formes : a) Marchandise-Argent-Marchandise et où l'argent ne joue qu'un simple rôle d'intermédiaire, et b) Argent-Marchandise-Argent, *lucrum in infinitum* » du Moyen-Age. Mais pour que l'opération vaille il faut que l'argent revenu soit plus grand que celui-avancé. — 100 Fr. — M. — 110 Fr. La différence dans le processus de la production c'est la plus-value. « L'homme aux écus » achète la force du travail (Arbeitskraft) : il paie seulement l'usage de cette force dont les résultats sont plus importants que ce qu'elle consomme pour son entretien.

Ce qui nous intéresse nous, c'est surtout le rôle de ce capital dans la production industrielle d'un pays. Les pays qui l'ont possédé en premier par n'importe quel moyen ont pris un avantage certain sur les autres et nous avons l'exemple de tous les pays occidentaux qui, favorisés par une vie plus calme, plus sûre et à l'abri de ces changements historiques tellement fréquents dans l'histoire des pays orientaux, ont vu leur fortune nationale s'accroître annuellement et se placer dans des entreprises industrielles, forme dernière et avancée de la production capitaliste.

« Mais nous reconnaissons naturellement que toute
« collectivité munie de capital et de patrimoine est en
« meilleure posture, prendra plus facilement le pas sur
« les autres ; qu'il est désirable pour toute nation que
« ses réserves matérielles et ses moyens de production
« s'accroissent aussi rapidement que la population, que
« les individus et les nations assez riches peuvent aug-
« menter leurs rentes en prêtant à d'autres, que les
« nations plus pauvres peuvent par cette même entre-
« prise augmenter leur bien être » (1).

Tout progrès de la technique moderne suppose une préparation de plus en plus longue, un accroissement de l'appareil économique s'y appliquant, « un capital de plus en plus considérable ». — Tenant compte de ce capital tellement nécessaire à toute industrie moderne et surtout de l'impossibilité de la haute technique à se réali-

(1) Gustave SMOLLER : *Principes d'économie politique*, traduit par L. Pollack 1906 T, III, page 434.

ser pratiquement sans l'existence de ce capital, Böhm Baverk, arrive à identifier la production capitaliste avec le machinisme moderne. Les forces naturelles du pays sont mieux exploitées, la production et la circulation peuvent prendre dans certains domaines un accroissement infini, dans d'autres comme c'est le cas de l'agriculture ou de la fourniture des matières premières un accroissement tout au moins sensible. Sur le même plan que le capital il faut mettre le crédit qu'une nation possède, crédit qui économiquement présente les mêmes avantages que le capital lui-même. Le crédit c'est, selon la définition de M. H. Truchy, un échange de biens présents contre la promesse de biens futurs. Sombart se reportant à l'argent, donne une définition plus matérialiste quand il dit que le crédit est une puissance d'achat, sans avoir la propriété de l'argent nécessaire à l'échange (1). Mais le crédit présente certains désavantages car selon les paroles si justes de Mr. H. Truchy :

« Il se prête aux plus fructueux usages, mais par contre
« aux plus destructeurs de la richesse présente car la
« richesse présente engagée dans les opérations de cré-
« dit ne se multiplie pas par une sorte de génération
« spontanée, comme certains paraissent le croire : les
« risques de perte auxquels elle se trouve exposée sont
« grands à proportion même de ses chances de gain...
« Le crédit est un grand créateur mais aussi un grand
« gaspilleur de richesse ». (2).

(1) « Kredit ist Kaufkraft ohne Geldbesetz ».

(2) H. TRUCHY, *op. cité*, t. I, page 382.

L'industrie américaine a cru dans les possibilités de multiplication spontanée de la richesse existante à l'aide du crédit et si la crise a frappé actuellement ce pays c'est en grande partie à cause de cette croyance fausse qu'on peut bâtir une industrie sans aucun capital réel, qu'on peut augmenter la production sans aucun contrôle par de la vente à crédit, tirant les moyens de maintenir cette production toujours à l'aide des crédits nouveaux (1).

Les affaires à crédit ne sont possibles que chez des peuples ayant un puissant sentiment de responsabilité et une formation intellectuelle et morale des plus élevées, susceptibles de permettre aux individus un contrôle rigoureux de leurs propres opérations industrielles, de la situation présente et future de l'industrie, car le crédit peut être considéré comme la vente actuelle de cet avenir avec toutes ses chances et périls à venir.

§ 4. — *Moyens de Transports*

Les transports facilitent l'écoulement des produits industriels. Dans l'industrie économique des peuples les cours d'eau ont joué un rôle considérable et les industries en ont profité pour s'installer dans leur voisinage. « Un système complet de transport, dit List, est un des

(1) Nous sommes loin de croire comme M. Joseph Barthélémy que la vente à crédit telle qu'elle a été pratiquée en Amérique a amené à elle seule la surproduction et ainsi aggravé la crise en provoquant la chute des banques qui avaient garanti les paiements à tempéraments.

« plus importants leviers d'un bon État et de la civilisation dans toutes ses manifestations ».

Les industries à l'aide des moyens de transport par eau ou ferroviaires augmentent leur production — car la division du travail est plus accentuée, — et arrivent à une meilleure distribution de leurs produits et un bon marché plus sensible. Le relief du sol, par les moyens de transports naturels qu'il offre, a été une puissante aide pour le développement industriel des pays occidentaux.

CHAPITRE V

SOURCES D'ÉNERGIE DE LA ROUMANIE ET LES POSSIBILITÉS D'UN FUTUR DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL QU'ELLES OFFRENT.

Les sources d'énergie conditionnent non seulement la naissance, l'existence et le développement de l'activité productrice des diverses industries, mais encore toute l'activité créatrice. Pour la Roumanie l'étude du problème des sources d'énergie présente deux intérêts bien distincts.

Premièrement l'évaluation, autant que possible sérieuse et exacte, des richesses que le sol et le sous-sol de la Roumanie mettent à la disposition de l'activité industrielle. Cette évaluation qui n'est pas chose facile du point de vue rigoureusement scientifique, nous permet de savoir exactement les disponibilités en sources d'énergie que la Roumanie possède, ces disponibilités assurant un développement de longue durée à l'activité industrielle ou par contre limitant tout son essor. Malheureusement les calculs faits après la guerre ne sont pas concluants car leur diversité empêche la Roumanie de prendre en ce

qui concerne sa politique économique, une décision bien fondée et définitive.

Secondement, le régime d'exploitation, qui importe de considérer attentivement. Les possibilités industrielles sont en étroite solidarité avec ce régime d'exploitation qui, grâce à son organisation, bonne ou mauvaise, peut augmenter au maximum la production en énergie d'un pays, mais peut en même temps la diminuer ou l'anéantir.

Les sources d'énergie de la Roumanie sont : le charbon, le pétrole, les gaz naturels, les bois et les chutes d'eau.

Ici nous considérons ces sources d'énergie, non comme des industries à part, mais comme offrant aux autres industries la possibilité de développer leur capacité de production.

SECTION I

LE CHARBON

On connaît les avantages que le charbon assure à certaines industries, non seulement comme combustible, mais aussi comme matière première entrant dans la composition de la fonte ou comme base dans l'industrie des couleurs (Allemagne) Après la guerre, les marchés mondiaux ont subi des diminutions sensibles dans la consommation de ce produit. L'Angleterre consomme à l'heure actuelle par rapport à l'avant-guerre, 35 % de moins, l'Allemagne 40 %, la France 50 %, la Belgique 5-6 %.

La cause principale de cette sous-consommation est due, pour les pays qui ne produisent pas ce combustible, à une balance commerciale défavorable qui leur interdit les grandes importations et pour les autres à un ralentissement général de l'activité industrielle basée sur le charbon.

§ I. — *Réserves* — Le charbon est une richesse minérale que la Roumanie exploite, surtout depuis l'annexion de la Transylvanie et du Banat mais les gisements ne sont ni en quantité suffisante ni de qualité supérieure (1).

D'après les recherches de l'ingénieur M. Sophian, les réserves de la Roumanie seraient (2) :

Charbons qualité	Réserves visibles Tonnes	Réserves probables Tonnes	Possibles
—	—	—	—
Anthracite	—	—	—
Houille	4.036.700	26.190.000	peu nom- breuse
C h a r b o n			
brun	1.507.720.000	1.653.100.000	grandes
Lignite	8.668.090	782.595.400	très grandes
Total	1.520.424.790	2.461.885.400	grandes

Suivant les données indiquées par « Les forces écono-

(1) Dans l'ensemble de la production charbonnière du pays, plus des 4/5 proviennent des gisements transylvains. La houille du Banat (Resitza, Steindorf, Anina, etc...) est relativement de bonne qualité (carbone : 80 à 90 %, puissance thermique : 6.000 à 7.500 calories). Le lignite inférieur (charbon brun) principalement originaire du département de Hunedoara, entre pour 64 % dans la production totale de la Roumanie.

(2) Ing. *Sophian, op. cit.* page 2.

miques de la Roumanie » (année 1930 (1)) ces réserves seraient de beaucoup moins importantes : 3.252.000.000 de tonnes où la tourbe entre pour 40.000.000 tonnes. Les estimations de St. Chicos sont encore moins favorables (2).

Réserves visibles	35.203.000 tonnes
» probables	80.000.000 »
» possibles	166.000.000 »
Ce qui nous donne un total de ..	332.603.000 tonnes

donc 1/10 des évaluations de l'ingénieur M. Sophian.

M. Vasiliu donne un chiffre total de 2.454.450.000 de tonnes (3). Où est la vérité ? Y a-t-il une possibilité quelconque à mettre d'accord des chiffres si différents et que ne peuvent expliquer les diverses méthodes employées dans le calcul ? Quinze ans après la guerre, la Roumanie n'est pas encore en état de dresser un tableau exact de l'énergie de son sous-sol.

Comment est-il possible, dans ces conditions, d'inaugurer une politique des combustibles bien précise, reposant sur des dates certaines ? Comment donner une impulsion industrielle sans connaître le temps que les gisements mettront à s'épuiser ? Nous inclinons pour les chiffres donnés par l'ingénieur M. Sophian ; il nous semblent présenter les meilleures garanties de sérieux étant dus aux rapports techniques et économiques de

(1) R. MARMOROSCH BLANK : *Les forces économiques de la Roumanie*, pag. 32, Buc. 1930.

(2) St. CHICOS *Les richesses minières de la Roumanie* (texte roumain) Bucarest 1925.

(3) M. VASILIU : *Sur les aspect des combustibles de Roumanie* (texte roumain) Buc. 1928.

l'Institut Géologique Roumain et établis sous la surveillance directe du professeur L. Mrazec.

La houille servant de matière première à la préparation du coke dans les hauts-fourneaux — le coke est indispensable à toute activité métallurgique — se trouve en quantité tout à fait insuffisante.

§ II. — *Production.* La production des mines de charbon a marqué, après la guerre, une augmentation sensible jusqu'en 1927, date à laquelle un ralentissement se manifeste dans les quantités extraites.

Selon les données statistiques, ces quantités ont été les suivantes (1) :

Années	Production en tonnes	1919=100	Valeur en lei
1919	1.559.330	100	266.442.867
1920	1.587.575	102	568.418.605
1921	1.804.687	116	929.360.456
1922	2.116.221	136	1.111.893.259
1923	2.521.393	162	1.788.182.513
1924	2.776.371	178	2.290.479.933
1925	2.928.850	188	2.292.597.155
1926	3.053.553	196	2.965.314.645
1927	3.223.468	207	2.737.926.903
1928	3.027.240	194	2.811.847.105
1929	3.046.027	195	2.556.045.866
1930	2.369.882	152	1.783.746.154

Nous voyons qu'en prenant comme base l'année 1919 l'indice de la production pendant cette période a varié

(1) Statistiques minières de la Roumanie pour l'année 1930. Bucarest 1931.

entre 100 et 207 ; les prix se sont maintenus approximativement dans les mêmes limites.

§ III. — *Consommation.* — Jusqu'en 1922 la Roumanie a constamment exporté des quantités de charbon variant autour de 70.000 tonnes par an. Mais, à partir de cette année, elle a dû recourir à des importations d'un chiffre supérieur, car la consommation intérieure a augmenté dans des proportions considérables. Ainsi, en 1923, on a importé 195.517 tonnes ; en 1924, 227.870 tonnes ; en 1925, 159.627 tonnes et 41.709 tonnes de coke. Dans ces données ne sont pas compris les achats faits par le Service Maritime Roumain qui ne s'approvisionne qu'irrégulièrement dans le pays. Rien qu'en 1923 le charbon importé par le S.M.R. a été de 25.321 tonnes. Pour la même année la production intérieure et l'importation ont été de 2.743.141 tonnes, réparties comme suit :

Consommation en charbon	Tonnes	En % du total
1. — Chemin de fer roumain (C. F. R.)	1.703.493	62,1 %
2. — Service Maritime roumain (S. M. R.)	25.231	0,9 »
3. — Coke métallurgique	59.198	2,2 »
4. — Entreprises de charbons pour leurs propres nécessités ..	436.287	15,9 »
5. — Usines électriques, industries diverses et particuliers ...	521.072	18 »

On voit que, si on regarde la production de la même année, la quantité de charbon nécessaire à la consommation du pays est insuffisante, et que la Roumanie est contrainte de faire régulièrement appel à l'étranger malgré l'importance de ses gisements nationaux.

En ce qui concerne les besoins en charbons des chemins de fer roumains, ceux-ci consommaient, avant la guerre, presque toute la quantité extraite. C'est ainsi qu'en 1905, 97 % de la production ont été employés dans les chemins de fer, et 92 % en 1914. Les chiffres d'après guerre ne sont respectivement que : 62 % en 1923, 45 % en 1928 (1). La cause doit en être recherchée dans le fait qu'après la guerre les chemins de fer roumains ont admis partiellement le mazout comme force motrice sur les locomotives.

La qualité des charbons extraits est tout à fait inférieure. Le charbon contient des impuretés, des matières terreuses rendant l'allumage difficile. L'ingénieur C. Damaschin est très pessimiste (2). Sur 2.300.000 tonnes transportées, 185.000 tonnes sont constitués par des matières non combustibles. Les quantités ainsi employées par les chemins de fer, en tenant compte des pertes inhérentes et des impuretés, reviennent à un prix plus élevé que si elles étaient achetées à l'étranger.

Pour la navigation maritime et fluviale, les chemins de fer et la grande industrie il manque à la Roumanie au moins 1.500.000 tonnes de charbon de bonne qualité sans mettre en ligne de compte le coke métallurgique qui lui fait entièrement défaut.

En 1923 la production du coke métallurgique a été de 38.174 tonnes. En 1913 l'industrie sidérurgique comptait en Transylvanie et dans le Banat 10 hauts fourneaux ; la production a été de 150.805 tonnes de fonte absorbant

(1) MARMOROSCH BLANK *Les forces... op. cité.*

(2) Ing. C. DAMASCHIN *Le problème du combustible et la politique de l'Etat.* Correspondance roumaine, 1926.

approximativement les mêmes quantités de coke métallurgique.

Les nécessités du pays ont sûrement augmenté depuis lors, et pourtant la production d'après guerre ne représente que 24.3 % de l'ancienne.

« La question du coke métallurgique présente un intérêt particulier pour nous et ne pourra être résolue dans l'avenir, je crois, qu'en liaison avec l'aménagement de nos forces hydrauliques et l'électrification du processus de la fabrication de la fonte dans les hauts-fourneaux (1) ».

On peut déduire que dans ces conditions, la Roumanie, n'ayant pas le charbon nécessaire à la préparation du coke métallurgique, sur lequel repose toute l'industrie sidérurgique, la qualité du charbon étant inférieure et produisant d'autre part à peine 3 millions de tonnes par an, fait présager pour ses industries chimiques et mécano-métallurgiques un avenir plutôt effacé que brillant.

« On a toujours dit que la Roumanie est un pays riche en combustible et qu'elle pouvait l'exporter en partie. Nous pensons juste le contraire : elle est un pays pauvre en combustible, il faut économiser le peu qu'on possède et surtout chercher des possibilités de substitution pour l'avenir » (2).

Cela n'est pas très encourageant. Car en effet peut-on parler sérieusement d'une nouvelle politique roumaine du développement de ses industries quand la production du charbon oscille autour de 3 millions de tonnes par an

(1) Ing. SOPHIAN, *op. cit.*, page. 5.

(2) Michel VASILIU, *op. cit.*

tandis que la France en extrait 30 millions de tonnes et se trouve forcée d'en importer autant ?

Et maintes voix autorisées dans ce pays ne croient pas à son avenir industriel. Si notre industrialisation pouvait égaler celle de la France dans 15 ou 20 ans toutes nos ressources naturelles seraient épuisées et nous devrions nous adresser à l'étranger pour faire vivre l'industrie créée.

SECTION II

LE PÉTROLE

« Les alliés vogaient vers la victoire sur des flots de « pétrole », a dit Lord Curzon pour montrer l'importance de ce combustible dans l'époque moderne. Le professeur L. Mrazec de Roumanie, profond connaisseur en la matière, affirme : « Dans l'état actuel de l'économie mondiale le pétrole constitue le plus important générateur d'énergie physique ». Mais le pétrole en Roumanie présente un autre avantage : celui de se trouver en quantités telles que c'est le seul combustible que l'on puisse exporter sans trop de danger pour l'avenir de l'industrie nationale et l'approvisionnement de celle-ci en énergie motrice.

§ I. — *Réserves* . — Elles occupent dans l'ancien Royaume, surtout les 4 départements de Prahova, Dâmbovitza, Buzau et Bacau. Mais on ne peut affirmer avec certitude quelles sont les quantités que le sous-sol enferme. En 1931 la Roumanie possédait 20.000 ha reconnus comme pétrolifères, et 150.000 ha comme probable-

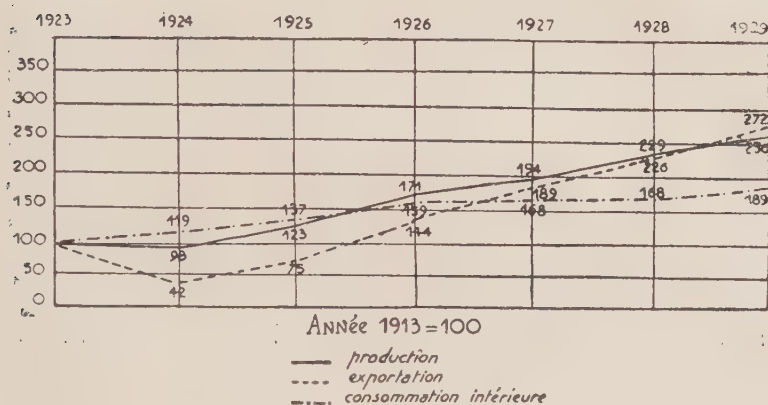
ment pétrolifères. Les terres concédées en vue de l'exploitation sont à l'heure actuelle de 47.916 ha dont 4002 ha exploités.

§ II. — *Production.* — Après la guerre la production a continuellement augmenté et nous donnons dans le tableau suivant l'indice de cette augmentation prenant l'année 1919 comme base.

Années	Production en tonnes	Indice 1919 = 100	Valeur milliers lei
1919	855.542	100	143.590
1920	1.108.924	130	739.645
1921	1.168.414	137	1.021.296
1922	1.772.905	160	1.875.861
1923	1.512.302	177	3.756.259
1924	1.860.471	217	4.584.263
1925	2.316.979	271	5.750.678
1926	3.244.415	379	7.392.769
1927	3.669.354	429	6.106.705
1928	4.282.377	501	7.345.923
1929	4.836.974	565	7.441.204
1930	5.792.311	577	6.552.118

§ III. — *Consommation et transformation ultérieure.* — On voit dans le tableau précédent que c'est seulement en 1924 que la Roumanie put atteindre de nouveau la production brute en pétrole d'avant-guerre (1913). Si nous donnons à la production de 1913 le chiffre 100, la production, l'exportation et la consommation intérieure

après la guerre se présentent comme dans le tableau suivant :



Parallèlement à l'industrie extractive du pétrole les raffineries se sont développées à la même cadence. La guerre a détruit en grande partie les raffineries, mais à l'heure actuelle elles ont intégralement retrouvé leur capacité de production d'avant-guerre. Nous pouvons voir dans les chiffres indiqués plus bas la proportion de ces produits raffinés dans la production générale (1) :

1923.....	88,5	%	produits raffinés
1924.....	88,4	%	»
1925.....	93	%	»
1926.....	95	%	»
1927.....	96,10	%	»
1928.....	96,9	%	»

(1) MARCMOROSH BLANK *Les forces.. op. cit.*, page 47.

La presque totalité de la production pétrolière ne se consomme plus sous « forme naturelle » mais est « travaillée », rendue ainsi apte à satisfaire les besoins plus variés des particuliers et des industries.

La capacité des raffineries est beaucoup plus grande à l'heure actuelle. Ainsi la capacité annuelle de distillation s'élève à 6.053.000 tonnes, celle de raffinage proprement dite à 1.735.000 tonnes et celle de rectification à 1.200.000 tonnes. En réalité cette capacité de raffinage n'a jamais été atteinte : en 1928 l'industrie l'a utilisé seulement dans la proportion de 60 %. C'est l'exportation qui se ressent en premier de l'augmentation, et non pas la consommation intérieure comme on serait tenté de le croire (1). Nous pouvons voir en même temps la consommation de produits pétroliers transformés par tête d'habitant, consommation qui est en permanente augmentation :

1922	40,5 kilogrammes
1923	45,4 »
1924	48 »
1925	54 »
1926	60,2 »
1927	62 »

(1) Les variations de l'exportation et de la consommation intérieur par rapport à l'année précédente ont été comme suit + ou — en pourcentage.

Année	Exportation	Consommation
1922 par rapport à 1913	— 58	+ 2
1923 » à 1922	— 12	+ 9
1924.....	— 13 1/2	+ 7 1/2
1925.....	+ 81	+ 15
1926.....	+ 89	+ 15
1927.....	+ 28	+ 6
1928.....	+ 22	— 0,023

cela malgré une augmentation considérable de la population dans la même période.

La conclusion qui s'impose est que la Roumanie possède de riches ressources pétrolières capables de développer son industrie naissante. Il ne faut pas pourtant se laisser tromper par les chiffres d'une consommation intérieure augmentée ou d'une exportation presque triplée ; pour juger ces données sous leur véritable jour statistique nous renvoyons au chapitre du présent ouvrage qui traite de l'industrialisation de la Roumanie.

La crise survenue en 1926-27 dans l'industrie pétrolière roumaine — comme partout d'ailleurs — et dont elle se ressent encore à l'heure actuelle est due à des causes passagères qui pourront facilement être éloignées par une politique saine et raisonnable. Une des principales consiste selon H. Detterding, dans la politique russe du dumping, une autre dans la difficulté mondiale d'adopter la production à la consommation. — La première cause approche à pas rapides de sa fin, la seconde ne peut disparaître que par la rationalisation et par des ententes internationales.

Quel que soit l'avenir du pétrole roumain nous croyons qu'un effort doit être tenté dans le sens « d'ennoblir » pour ainsi dire les produits bruts ; que les produits du « *tzitzei* » soient transformés en d'autres produits fins et de qualité aussi parfaite que possible. Un commencement dans cette voie peut être signalé par l'adoption de plus en plus générale dans l'industrie pétrolière du système « *craking* » qui transforme les résidus en produits légers.

Le reste des produits pourrait être employé comme motorine ou coke d'une grande pureté susceptible de servir à la fabrication des électrodes, etc...

L'industrie pétrolière emploie un personnel assez nombreux mais qui depuis quelques années marque une forte tendance à la diminution à cause de la crise — Le personnel employé en 1929 a été de 30.017 ouvriers. Dans l'année 1930 il a été de 21.399 seulement, ce qui représente une diminution de presque 30 % uniquement pendant une année.

Malgré ses hauts et ses bas, l'industrie pétrolière roumaine est très importante et l'énergie qu'elle offre aux industries est sans aucune contestation d'une utilité très grande.

SECTION III

LES GAZ NATURELS

Comme combustible servant à mettre à son tour en mouvement les industries qui les emploient, les gaz naturels peuvent être classés en gaz humides — dans les régions pétrolifères, — et en gaz secs ou méthanes se trouvant surtout en Transylvanie. Aux premiers, on n'a pas toujours accordé l'attention qu'ils méritaient : 5 milliards m³ de gaz étaient journellement perdus, ce qui représentait une quantité approximative de 4.000 tonnes de pétrole. En 1908 on a employé seulement 5 % de ces hydrocarbures gazeux pour les besoins locaux de l'indus-

trie extractive elle-même. En 1914 on a utilisé pendant toute l'année 100 millions de m³. Aujourd'hui même on n'emploie que 10 % des émanations totales. Après la guerre on a capté dans la région pétrolifère : en 1922, 95 millions de m³ ; en 1923, 101 millions de m³ ; en 1924, 146 millions de m³ (1).

Le problème de l'avenir consiste à capter ces émanations, à les utiliser tout au moins pour les nécessités de l'extraction, et économiser ainsi la source du pétrole qui est susceptible d'être mieux conservée et d'être transportée à des distances plus grandes.

Le pouvoir calorique des gaz humides varie entre 2.000 et 7.000 calories par m³; le total en 1927 a été de 184.107,271 m³ pour la force motrice des industries et de 2.618. 904 m³ pour l'éclairage, chauffage et usages ménagers. En 1930 le total utilisé a été de 997.787.880 m³ dont 8.762.760 m³ pour éclairage et chauffage ; le reste pour la force motrice qu'il dégage et autres buts industriels. Ces quantités ont été employées seulement dans l'ancien Royaume, dans les 132 sociétés pétrolifères existant alors. La valeur d'un m³ de gaz a été en 1930 de 0.45 lei ce qui est très bon marché étant donné les quantités de pétrole économisées par l'emploi de cette source d'énergie.

Les gaz naturels se trouvent seulement en Transylvanie.

§ I. — *Réserves.* — Ces gisements ont été étudiés en 1913 par l'ingénieur américain Allten. S. Miller et le

(1) En les comparant avec les quantités émanées qu'on n'a pu apprécier d'ailleurs qu'imparfaitement ces 3 chiffres ne représentent qu'une consommation de 7 %.

géologue Frédérick G. Clopp qui ont vérifié l'existence de 36 domes de gaz naturels sur une surface productive de 515,5 Km² avec une quantité de 140 millions de m³ par km², par conséquent une réserve totale de 72 milliards de m³ (1). Les Hongrois leur donnaient une évaluation supérieure : 250 milliards de m³. Le Professeur Mrazec, par contre, estime que les réserves sont beaucoup plus faibles. Les gaz naturels transylvains contiennent 98,99 % de méthane et ont une puissance calorique variant entre 8.000 et 8.700 calories par m³ ; la pression vraie entre 4 et 38 atmosphères.

§ II. — *Production et consommation.* — Il est sans intérêt de se préoccuper ici comme pour le charbon et le pétrole, des quantités sorties de terre, car seuls importent les gaz qu'on peut capter et utiliser. Les statistiques d'après guerre nous donnent la consommation globale des gaz secs et des gaz humides.

1919	144.242.051 m ³
1920	170.537.689 »
1921	180.482.416 »
1922	250.093.998 »
1924	287.113.622 »
1925	362.318.939 »
1926	369.819.723 »
1927	376.754.066 »
1928	613.023.563 »
1929	806.598.904 »
1930	1.206.123.742 »

Étant donné que la puissance calorique de ce gaz est

(1) V. LAZAR : *Le gaz méthane de Transylvanie.* (Texte roumain). *Les annales des mines de Roumanie*, 1921, p. 908-912.

plus grande que celle du charbon (1 m³ de gaz à une pression atmosphérique de 760 mm équivalait à 1 kg.300 de charbon de bonne qualité), les quantités qui sortent régulièrement de la terre dépassent de plus de deux fois, en puissance calorique, celles fournies par le charbon. Pour les 500.000 CV. employés dans la grande industrie en 1930 et travaillant régulièrement 8 heures par jour, la consommation de ces chevaux-vapeur serait annuellement de 1.250 millions de m³, d'où il s'ensuivrait un épuisement en 60 ans en admettant que toute l'énergie nécessaire à cette grande industrie fût fournie uniquement par les réserves de la Transylvanie.

Malheureusement l'utilisation du gaz ne se fait que dans une proportion de 20 % par rapport à la production à cause des conditions géologiques défavorables et surtout de la nécessité de maintenir une pression élevée à l'intérieur du dome (1).

De la quantité consommée, 25 % sont employés aux usages domestiques, éclairage et chauffage, 75 % pour l'industrie, partie sous forme d'énergie calorique et partie sous forme de force motrice, (Centrale électrique de Dicio-San-Martin de 30.000 CV, etc...). L'emploi des gaz naturels (humides) se traduit par des proportions exactement opposées à celles indiquées par l'emploi des gaz secs, (des régions pétrolifères). — D'autres utilisations sont tout aussi possibles, par exemple la préparation du noir de fumée dans les industries des graphites.

(1) En 1919 la consommation représentait 4 % de la production en 1924 elle représentait 7,8 % et à l'heure actuelle 20 %.

On tente actuellement des expériences pour employer ces gaz en remplacement du coke métallurgique dans la réduction du minerai de fer, etc...

Les avantages d'industrialisation de la Roumanie à l'aide des gaz naturels sont assez grands car les qualités de ce combustible comme source d'énergie sont très connues :

1^o Utilisation simple,

2^o Combustion complète,

3^o Possibilité de régler la température de chauffage.

Pour le transport des gaz naturels il y a à l'heure actuelle 3 conduites : 1) celle de Saras Hongrois à Dicio-San Martin ayant une longueur de 12 Km et une capacité de transport de 720.000 m³ par jour. b) Celle de Bazna à Mediash, longue de 6 Km 500 et d'une capacité de transport de 150.000 m³ par jour. c) Enfin celle de Sar-masel — Turda Uioara ayant 73 km de longueur est une capacité journalière de 400.000 m³.

Après la guerre et surtout à l'heure actuelle les gaz naturels ont attiré particulièrement l'attention du capital roumain à cause de la diminution sensible du combustible charbon, à cause des difficultés grandissantes de transport et surtout des prix élevés de ce dernier (1).

(1) Chicos St : *Le débit et la consommation du gaz naturel en Roumanie entre 1919 et 1924* (Texte roumain), p. 68, Buc. 1925.

SECTION IV

LE BOIS

Les bois peuvent être regardés sous un double aspect : Comme source d'énergie capable de mettre en marche locomotives, usines, moteurs, etc..., et comme source de matière première capable de développer l'industrie du bois qui, comparativement aux autres, est assez importante en Roumanie.

Les réserves en bois de la Roumanie ont été de tout temps difficiles à préciser ; il n'y a que dernièrement, grâce aux recherches du ministère de l'Agriculture, qu'on a pu déterminer les surfaces et leur capacité productive. Cette surface boisée est de 7.134.200 ha ainsi partagée :

1. — Forêts de l'Etat .	2.053.691 ha.	28,79 %	du total
2. — Forêts particulières administrées par l'Etat	1.921.530 »	26,93 %	»
3. — Forêts des institu- tions publiques	217.880 »	3,05 %	»
4. — Forêts particulières avec leur admi- nistration	2.941.099 »	41,22 %	»
Total	7.134.260 ha.	100 %	

Cette superficie représente 24.18 % de la superficie totale de la Roumanie, ce qui n'est pas trop pour un pays auquel manque l'outillage moderne nécessaire à l'emploi dans la consommation privée du pétrole et autres sources d'énergie. La Tchécoslovaquie possède une proportion plus grande : 32 % de la superficie totale,

la Yougoslavie 30 % et l'Autriche 38 %, mais il faut bien reconnaître que la Roumanie n'est pas trop mal douée en ce qui concerne l'énergie du bois (1).

Les espèces dans l'ensemble des bois sont ainsi calculées : résineux 30 %, hêtre 50 %, autres essences et chêne 20 %. La production annuelle n'augmente que de façon réduite car nous nous trouvons ici dans ce que nous appelions autre part « le rythme de la nature », les surfaces boisées n'étant pas susceptibles de changements assez rapides pour que la production soit augmentée considérablement d'une année à l'autre. Pour l'année 1927 la production a été :

550.000 à 600.000	Wagons de bois de chauffage
150.000	» de planches
20.000	» de traverses en hêtre et chêne
6.000	» de bois dégrossi
10.000	» de bois résineux et hêtre pour fabrication.
Total ..786.000	à 800.000 wagons.

L'emploi industriel, on le voit, est assez réduit : 30 %, tandis que comme source d'énergie directe pour le chauffage dans les industries et besoins domestiques particuliers l'emploi du bois représente 70 % de la production totale — Il n'est pas fait de calcul pour savoir exactement les quantités qui sont employées dans l'une et l'autre combustion. (Combustible pour chauffage industriel et domestique).

Le bois en Roumanie doit servir plutôt à être industria-

(1) C. BUNGETZIANO : *Les forêts de la Roumanie et leur exploitation après la guerre*. Correspondance éc. 1927.

lisé qu'à la consommation irrationnelle et exagérée sous la forme brute d'énergie calorique ou lumineuse ; tous ceux qui se sont occupés du problème du bois ont constaté la funeste et sauvage politique menée après la guerre en Roumanie, politique consistant dans la dévastation progressive et organisée, dirait-on, d'une richesse naturelle jouant un rôle considérable non seulement dans la production industrielle mais encore dans l'agricole (1).

SECTION V

LA HOUILLE BLANCHE

Une dernière source d'énergie sur laquelle nous nous permettons d'attirer l'attention à cause de son importance croissante, c'est l'énergie des eaux ou comme l'a si bien nommée Cavour : la houille blanche. La caractéristique de cette nouvelle source d'énergie dont dépend en grande partie l'avenir de l'humanité et de la civilisation selon certains penseurs, c'est qu'elle est infinie, autant qu'on puisse parler de choses éternelles au monde (2).

L'énergie hydraulique, théoriquement, se trouve sous la dépendance de deux facteurs :

(1) Les bois assurent l'approvisionnement des villages et en même temps règlent le régime des eaux d'un pays.

(2) G. SMOLLER : *op cit.* t. 1^{er} page 324 : « Sans eau il n'y a pas de prospérité économique. On pourrait presque dire que les régions qui ont l'eau dans leur voisinage sont les régions riches... »

1^o Le débit de l'eau, c'est-à-dire la quantité d'eau qui coule en un temps donné.

2^o La hauteur de la chute car il n'y a que de cette façon qu'on peut savoir la vitesse du courant. La formule qui nous permet de savoir l'énergie qu'une eau peut fournir en cas de l'établissement d'une usine et donc de la création d'une industrie, c'est $A = 10 HQ$ (1). Par A nous entendons le nombre de chevaux-vapeur dont une industrie a besoin, H c'est la hauteur de la chute, Q la quantité d'eau qui tombe pendant une période déterminée et 10 le coefficient de transformation de rendement A leur tour ces deux facteurs dépendent d'autres facteurs que nous ne ferons qu'indiquer.

Le débit de l'eau est conditionné par la situation météorologique de la région, par la quantité des pluies qui tombent pendant une année, par l'abondance des neiges, etc. (2).

En ce qui concerne ces conditions la Roumanie n'est pas assez douée. Les eaux ont un rendement inégal, ce qui est dangereux pour les industries asservies. Le sol est formé généralement par des roches tendres les eaux ainsi pouvant se creuser des lits profonds et réduire au minimum la hauteur de la chute.

§ I. — *Forces hydrauliques disponibles.* — Il est fort

(1) Ch. MUSCELEANO ; *op cit.*

(2) G. SMOLLER , *op cit.*, p. 522.

« La force motrice, que fournit l'eau, comme celle que l'on doit au vent, souffre de la grande inégalité de la température et « des différentes saisons de l'année. Elle n'a été jusqu'ici utilisée qu'à l'endroit où se trouvaient de fortes chutes et les « autres conditions vitales de l'exercice des industries ».

difficile d'établir exactement les forces hydrauliques de la Roumanie et les possibilités de développement qu'elles pourraient permettre à l'industrie nationale, à cause du manque d'études sérieuses et méthodiques.

Statistiquement elles sont presque indéterminables à cause de leur dissémination sur tout le territoire sous la forme de petits établissements particuliers pratiquement incontrôlables ; rarement elles se présentent sous la forme de grandes centrales électriques. Ce n'est qu'après la guerre qu'on dressa un tableau incomplet de l'énergie hydraulique roumaine. Pour les provinces se trouvant naguère sous la domination de l'empire austro-hongrois, il existe une étude en hongrois écrite par Viczian Edé, qui, se basant sur une unique mesure des débits à une époque de l'année où on croyait pouvoir enregistrer l'étiage des eaux, arrive à une évaluation de 773.611 CV représentant les forces minima des rivières de ces provinces. Mais nous pouvons très bien nous rendre compte que cette force peut facilement être doublée par la captation des eaux dans les bassins spécialement construits et susceptibles d'assurer un débit constant pendant toute l'année (1).

On peut de cette façon estimer comme parfaitement possible une disponibilité de 1.500.000 CV entendant par disponibilité de nos rivières transylvaines, la puissance normale des turbines avec lesquelles seront équipées les différentes centrales hydrauliques.

(1) Il ne faut pas oublier que dans toute centrale hydro-électrique pour calculer la puissance à installer on prend comme base le débit des cours d'eau pendant 9 mois seulement.

Les forces hydrauliques disponibles de l'Ancien Royaume ont été tout à fait approximativement évaluées par l'Ing. Léonida, au chiffre de 650.000 CV (1).

De 1922 à 1924 une commission pour l'étude de l'électrification du pays fut créée près du Ministère de l'Industrie et du Commerce de Roumanie, commission qui travailla sous la présidence de M. Mrazec et fit des mesures intéressantes sur les rivières de Jiu, Olt, Arges, Prahova. Le résultat nous a été communiqué par l'ing. Sophian ayant lui-même fait partie de la commission.

Bassins des rivières	Selon les calculs de 1922-1924 en CV	Soustraction des chiffres indiqués par Viezian Edé	Disponibilités de l'Ancien Royaume en CV
1. — Jiu.....	83.637	22.230	61.407
2. — Olt.....	170.893	1.697	168.696
3. — Argesch	155.603	—	155.603
4. — Jalomitza ...	62.575	—	52.575
5. — Buzeu.....	66.437	5.118	60.319
6. — Putna	20.524	2.050	18.474
7. — Trotus.....	89.833	—	89.833
8. — Bistritza	222.215	4.843	217.274
Total	860.217	35.938	824.274

Par conséquent on voit que seulement dans les rivières indiquées plus haut la force hydraulique disponible est de 824.274 CV ; naturellement ces chiffres doivent être pris en considération avec une certaine approximation indispensable dans cette matière. La force hydraulique

(1) Ing. D. LÉONIDA : *L'électrification de la Roumanie* dans *Energia*, 1921.

disponible du Sireth, Pruth et Danube n'a pas été mise en ligne de compte (1). Comme celle des gaz naturels cette énergie ne peut être utilisée que pour la consommation interne.

§ 2. *Force hydraulique installée.* — En 1924 la puissance hydraulique installée représentait l'insignifiante somme de 58.060 CV, ce qui faisait par conséquent seulement 1,8 % du total des forces disponibles indiquées plus haut. Il faut bien reconnaître que dans ce chiffre n'entre pas l'énergie hydraulique employée par les moulins paysans dont le nombre est encore ignoré en Roumanie, même à l'heure actuelle. Dans la même année cette puissance hydraulique répartie par province se présente comme dans le tableau suivant :

Régions	CV	en % du total
1. — Ancien Royaume	12.491	21,5
2. — Transylvanie	27.408	47,2
3. — Banat	15.882	27,4
4. — Bukovine	1.856	3,2
5. — Bessarabie	428	0,7
Total	58.060	100

Les changements opérés depuis sont insignifiants, surtout dans cette matière qui réclame de si grands capitaux.

(1) M. SOPHIAN estime le total général à 3.300.000 CV. l'Ing. Fundatzeanu arrive au chiffre plus important encore de 4.500.000 CV disponibles et parfaitement utilisables sans des frais trop grands.

Si nous faisons maintenant une comparaison pour cette année même entre la force motrice totale employée dans la grande industrie et la force motrice hydraulique installée, nous trouvons que cette dernière se trouve vis-à-vis de l'autre dans un rapport de 14,5 % (1) ; mais à cause de l'augmentation de la force motrice dans la grande industrie sans une augmentation correspondante de l'énergie motrice hydraulique, en 1929 nous voyons ce coefficient baisser à 13 % ce qui est un indice décourageant pour l'aide de l'énergie hydraulique au développement général de la Roumanie (2).

Tout est à faire et à refaire en Roumanie dans cette direction comme dans beaucoup d'autres en même temps.

Si nous comparons ce pays avec d'autres, nous sommes forcés de constater qu'il se trouve considérablement en retard relativement à l'emploi utile de cette source d'énergie présentant pourtant de si grands avantages sur les autres. Uniquement avec les chevaux-vapeur fournis par les eaux roumaines ce pays pourrait faire vivre son industrie actuelle sans avoir à s'inquiéter des épuisements futurs.

Les autres pays possèdent une énergie hydraulique infiniment plus élevée en nombre de chevaux-vapeur par tête d'habitant :

(1) La force hydraulique installée a été de 58.060 CV et la force motrice utilisée dans la grande industrie a été d'environ 400.000 CV.

(2) Les chiffres respectifs pour l'année 1929 sont 68.943 CV force hydraulique sur 400.000 CV force motrice employée dans la grande industrie.

La Norvège	possède 68	CV. par 100 habitants
Le Canada	» 40	»
La Suisse	» 31	»
La Suède	» 22	»
Les Etats-Unis	» 4,7	»
La France	» 4,7	»
L'Espagne	» 4,4	»
L'Italie	» 3,6	»
La Roumanie (1)	» 0,33	»

Les avantages économiques de la houille blanche sont trop connus pour qu'on y insiste :

a) Température jusqu'à 3500°, alors que le charbon courant en donne 1600°

b) Les pertes en chaleur sont moindres ;

c) Température uniforme empêchant toutes les oxydations.

Mais il y a aussi des désavantages : le courant électrique fourni par les chutes d'eau ne peut donner des réactions chimiques, et la préparation de la fonte ne peut se concevoir, du moins dans l'état actuel de la science, qu'en étroite dépendance de l'existence du charbon. Pour les désavantages d'ordre purement économique auxquels l'électrification d'un pays donnera sans doute naissance, nous renvoyons au chapitre suivant. Nous voulons seulement faire remarquer ici que la caractéristique de l'emploi de la houille blanche consiste dans des dépenses énormes d'investissement et par contre dans des frais de roulement assez réduits une fois l'usine installée. Les moteurs à vapeur ont une caractéristique

(1) Population 18.000.0000 habitants et force hydraulique installée 68.943 CV.

opposée. Pour l'installation des usines tirant leur énergie de la houille blanche, les dépenses d'investissement sont cinq fois plus grandes que pour les autres installations. A propos de la rentabilité future des capitaux placés dans les usines hydro-électriques, nous avons après la guerre l'exemple de la Bavière qui a voulu se séparer de la Ruhr — riche en charbon et qui le lui fournissait — par une politique économique de grands investissements dans les chutes d'eau. Aujourd'hui on constate que l'ancienne situation de dépendance vis-à-vis de la Rhur était plus avantageuse. Il faut par conséquent envisager la politique hydro-électrique avec un certain scepticisme et surtout ne pas se leurrer de résultats économiques immédiats.

CHAPITRE VI

LE PROBLÈME DE L'ÉNERGIE EN ROUMANIE ET SON EMPLOI DANS L'ÉLECTRIFICATION

Après l'étude, dans le chapitre précédent, des sources d'énergie de la Roumanie, nous pouvons dès lors nous poser logiquement cette question : Quel est le meilleur emploi que ce pays en pourrait faire en vue d'assurer le maximum d'avantages au développement de son industrie ? Mais cela n'est pas tout. Nous devons tâcher de déterminer autant que possible le cadre de l'activité future de l'industrie en tenant compte de cette énergie qui revêt les formes les plus diverses.

Ces ressources d'énergie peuvent être classées en ressources périssables, comme le pétrole, le gaz méthane, le charbon, et en ressources impérissables comme la chaleur du soleil, les chutes d'eaux, la puissance des vents, l'énergie de la mer dans son perpétuel mouvement. — Quand nous employons l'expression impérissable, nous ne parlons pas dans le sens scientifique proprement dit, mais économique, car il est certain que la chaleur du soleil cessera une fois qu'il n'y aura plus de soleil, que les chutes d'eaux ne pourront plus fournir leur énergie quand la terre sera une immense et morne plaine. Pour

une période relativement longue ces sources d'énergie existeront encore, et cela seul intéresse l'économiste. Nous avons vu comment la Roumanie est douée à ce point de vue : assez faibles ressources en charbons — le coke métallurgique qui s'emploie dans les usines sidérurgiques lui manque au point qu'elle doit recourir à l'étranger — très riches quantités de pétrole, la Roumanie étant classée le sixième pays du monde avec une production mondiale de 2,2 %. Cela est tellement exact que l'outillage industriel en vue de la mise en valeur des richesses de la Roumanie, fut créé dans le but d'utiliser le pétrole comme combustible, ainsi qu'en Suède et dans certaines parties de la France il a été aménagé aux fins de l'emploi des chutes d'eaux.

En parlant de la capacité énergétique de la Roumanie et de l'utilisation maxima de ses ressources, nous diviserons notre matière en 4 sections : la première traitant de l'état actuel de l'emploi énergétique en Roumanie, la seconde des réserves d'énergie susceptibles d'être fournies par les sources indiquées dans le chapitre précédent, la troisième des possibilités d'électrification du pays et de ses chances de réalisation concrète et enfin la dernière traitera des capitaux nécessaires à l'électrification.

SECTION I

L'ÉTAT ACTUEL DE L'USAGE ÉNERGÉTIQUE

Dans l'année 1929 la force motrice installée de la Roumanie a été de 1.333.776 CV ainsi répartie :

I. — Machines à vapeur, divisées à leur tour en :		
1 ^o Machines fixes avec piston	224.307 CV.	
» » turbines	230.444 »	
2 ^o Semi-stables	157.486 »	
II. Moteurs à combustion interne :		
1 ^o ayant comme source le gaz pauvre.	21.468 CV.	
2 ^o » le gaz naturel	18.309 »	
3 ^o » les hauts-four-		
neaux	1.256 »	
4 ^o ayant comme source l'essence.....	158.277 »	
5 ^o Diesel	202.362 »	
III. — Moteurs hydrauliques :		
Roues	12.090 CV.	
Turbines.....	56.853 »	

La répartition de cette énergie installée par province, est :

		Pour 100 habitants
Transylvanie	341.418 CV.	8 CV.
Banat	116.965 »	»
Bessarabie	56.125 »	2 »
Bukovine	34.652 »	4 »
Dobroudja	32.675 »	7 »
Moldavie.....	104.993 »	
Valachie	389.978 »	
Olténie	61.970 »	

Cette énergie qui met en action toute l'activité industrielle de transformation et de production de la Roumanie, tire ses ressources de divers moyens : soit d'usines électriques proprement dites, soit d'usines particulières non spécialisées dans la production du courant (fabriques habituelles) soit enfin de diverses installations mécaniques.

A. — Les usines électriques fournissant le courant

nécessaire à certaines industries et ayant une capacité supérieure à 500 kw sont en Roumanie au nombre de 58, et celles ayant une capacité moindre au nombre de 107. En général, l'énergie fournie par ces entreprises atteint 487.899.000 kw/an pour la première catégorie et 16.676.200 kw/an pour la seconde, ce qui fait un total de 504.575.200 kw/an. Sur ce total, en 1929, 14 % seulement ont été fournis par les usines hydrauliques, le reste par les usines thermiques (1).

Répartie par province en pourcentage, l'énergie indiquée plus haut revient à : 52,5 % pour la Transylvanie et le Banat, 39,7 % pour la Valachie, 3,67 % pour la Moldavie, 2,62 % pour la Bukovine, et 1,51 % pour la Bessarabie et la Dobroudja.

B. — Les usines électriques particulières ont fourni pendant la même année une énergie de 118.324.490 kw/an la puissance installée s'élevant à 110.000 kw.

C. — Les installations de forces mécaniques employées dans diverses industries (mécano-métallurgiques, alimentaires etc...) ont produit un total de 864.586.820 kw/an dont 54,3 % reviennent aux machines à vapeur, 38,1 % aux moteurs à combustion interne, et 7,16 % aux moteurs hydrauliques.

Donc, la production dans les usines électriques, fabriques et installation de force mécanique a été en Roumanie de 1.487.486.510 kw/an, ce qui fait 82,6 kw/an

(1) Voir pour les détails l'étude de M. Ing. D. PAVEL *La capacité énergétique de la Roumanie*. Institut national roumain pour l'étude de l'aménagement et de l'emploi des sources d'énergie N. Buc. 8.1931.

par tête d'habitant. Il faut reconnaître que c'est insuffisant pour qu'un pays puisse développer ses industries.

En ce qui concerne la puissance installée dans les mêmes entreprises, elle a été de 871.338 kw, ce qui donne par tête d'habitant 0,0485 kw et par km² 2,96 kw.

SECTION II

LES RÉSERVES ÉNERGÉTIQUES DE LA ROUMANIE

Les réserves énergétiques de la Roumanie sont très importantes étant donné les ressources énumérées dans les chapitres précédents et surtout le peu d'emploi que l'on en fait.

§ 1. *Réserves hydrauliques.* — Les forces hydrauliques disponibles de la Roumanie ont été approximativement estimées à 6.052.000 kw (1). La puissance installée ne représente que 21,8 % de cette force disponible et la consommation totale seulement 15 % de la production possible.

§ 2. *Les réserves thermiques.* — Les bois pourraient fournir à la Roumanie 16.500.000 m³ par an mais en réalité à cause des exploitations irrationnelles la production a été de 25 millions de m³, donc de 50 % au-dessus de la production normale. L'énergie calorifique atteint le chiffre imposant de 1 milliard 100 millions kw/an.

(1) Ing. D. PAVEL : *op cit.*, p. 9, ce qui fait une réserve de 23.800 de millions kw/an.

Les réserves connues et probables de charbon, si nous admettons une production continuelle de 3 millions de tonnes par an, seraient capables de fournir à la Roumanie une énergie de 940 millions de kw/an.

Le pétrole avec une production moyenne de 4.800.000 tonnes et une puissance calorique de 3.810 cal./an est susceptible de procurer au pays une énergie d'approximativement 3 milliards 680 millions de Kw/an.

Les gaz naturels à leur tour, si nous considérons que l'épuisement se fera en 200 ans, nous donneraient 690 millions Kw/an.

Le tableau ci-dessous nous donne le résumé de ces réserves de la Roumanie.

Energie disponible	Kw/an.	%	Puissance moyenne Kw. (8760 h.)
Hydraulique	23.800.000.000	78,89	2.710.000
Thermique :			
{ Bois.....	1.100.000.000	3,64	125.200
{ Charbons	940.000.000	3,11	107.100
{ Pétrole	3.680.000.000	12,17	420.100
{ Gaz. nat.	690.000.000	2,29	78.000
	30.210.000.000	100	3.441.000

L'énergie électrique est la moins utilisée car pour l'année 1929 la consommation électrique a été de 622.898.690 kw/an sur une réserve totale de 30 milliards kw/an ; en 1928 elle avait été plus grande : 847 millions

kw/an. La consommation totale énergétique pour l'année 1928 a été de 3.602 millions kw/an sur un total de 30.210 millions kw/an ; ce qui donne comme degré d'utilisation énergétique $\frac{3.602}{30.210} 100 = 12 \%$.

La consommation par tête d'habitant est actuellement de 200 kw/an sur une réserve de 1680 kw/an.

SECTION III

LE PROBLÈME DE L'ÉLECTRIFICATION EN ROUMANIE

L'électrification d'un pays est un indice, sans doute, de son état d'industrialisation et de son degré de développement. En général, les centres d'énergie électrique, quels que soient les combustibles, devraient être installés aux alentours du lieu de production, afin que les dépenses soient moindres et par conséquent que le rendement des entreprises soit supérieur. En Roumanie, la situation géographique et démographique s'oppose à cet état de choses. Les plus grands centres de consommation ont été de tout temps les villes, or les plus grandes villes dans ce pays sont dans les plaines, donc éloignées des forêts des Carpathes, des gisements de charbon et des chutes d'eaux qui, particulièrement, pourraient assurer une énergie électrique permanente.

Parler actuellement d'une électrification générale du pays serait sans doute une utopie. Le problème se

pose seulement pour quelques régions, tout plan d'électrification devant prévoir une connexion entre les divers centres créés (1). Presque tous les pays qui ont des chutes d'eaux et ont fait des électrifications partielles ont suivi la même voie et l'exemple de la Suède est particulièrement intéressant. Dans ce pays, le sud et le centre étaient pauvres en sources d'énergie hydraulique, mais grands consommateurs ; leur connexion avec le nord, riche au contraire en énergie hydraulique, a donné naissance à un plan général d'électrification qui, bientôt sera une réalité.

En Roumanie il faut reconnaître que le problème est beaucoup plus complexe et les difficultés touchent non seulement la situation des eaux mais aussi celle de l'économie générale ; manque des capitaux, rendement incertain, etc...

De même qu'une population rare ralentira le développement de l'électrification, une population dense au contraire en accélérera l'épanouissement. La spécialisation industrielle de certaines régions s'oppose aussi à l'électrification. Un dernier obstacle consisterait dans le développement incessant du machinisme qui utilise les produits pétroliers comme combustible, car le pétrole, très abondant, ne nécessite pour son extraction que des capitaux moindres ; en outre son emploi est relativement ancien.

Selon l'ingénieur Fundatzeanu, qui part du principe

(1) Ing. C. FUNDATZEANO. *Vues générales sur l'électrification de la Roumanie*. Correspondance roumaine, N° 2, 1929.

que l'électrification de tout pays ne peut avoir lieu que partiellement et suivant des régions de moins en moins riches en énergie hydraulique, la surface de la Roumanie pourrait être divisée en 5 grandes contrées susceptibles d'être électrifiées indépendamment les unes des autres pour être ensuite connexées.

I. — La région de Banat pourrait être électrifiée par la construction d'une centrale thermo-électrique à Rosca-Montana ayant une puissance installée de 30.000 Kw. Les disponibilités d'énergies nécessaires pourraient être facilement tirées :

a) l'énergie thermique, des mines de charbon situées dans le voisinage et présentant des réserves totales de 3.356 millions de calories ;

b) l'énergie hydraulique, recueillie à l'aide de 23 centrales hydro-électriques représentant en tout une force motrice de 134.000 CV.

II. — La région de Prahova-Bucarest est en voie d'être électrifiée à l'aide de deux centrales thermo-électriques mises en liaison avec les centrales hydro-électriques de Sinaia, Floresti, Campina et Tarlungul, toutes quatre appartenant à la société « Electrica ». A l'heure actuelle une autre société « Hydrofina » construit deux usines hydro-électriques de 15.000 Kw à Ialomitza et une grande centrale thermo-électrique de 60.000Kw à Schitu Golesti. Les deux sociétés ont tendance à conjuguer leurs efforts en vue d'une électrification générale de cette région. L'énergie thermique leur serait fournie au moyen du gaz de pétrole, dont la région est extrêmement riche. La lignite se trouve

également dans cette région mais en quantités moindres (1).

L'énergie hydraulique pourrait être obtenue des eaux de Prahova, Jalomitza, Buzeu, etc... (au total 409.000 CV) au moyen de 86 centrales hydro-électriques.

III. — La région de Craiova-Pitesti - P. Olt - Sibiu possède des sources d'énergie suffisantes mais d'un emploi difficile à cause de la faible consommation de la contrée.

IV. — Dans la région du Nord et du Centre de la Moldavie, l'électrification constitue un projet particulièrement cher à l'ingénieur D. Léonida, qui a lié son nom à ce plan remarquable.

a) La source d'énergie thermique peut être tirée du pétrole et du charbon brun de Moldavie (2).

b) Quant à l'énergie hydraulique, elle pourrait être captée des rivières de Bistritza (3), Trotuch, Putna, Moldova, etc... à l'aide de 41 centrales hydro-électriques produisant 502.000 CV.

V. — Enfin une dernière région est celle d'Oradea-Mare-Cluj, dans le nord de la Transylvanie.

a) Les réserves thermiques seraient fournies par les gaz naturels du plateau transylvain, réserves dont le nombre de calories pourrait atteindre 340 milliards et, par les charbons, 140 milliards de calories.

b) Les réserves hydrauliques — du bassin de Tisza —

(1) Schitu Golesti, Aninoasa, Glodeni etc...

(2) Le pétrole se trouve à Moinești et le charbon à Bogdanesti, Falticeni, Comanesti, etc...

(3) Ing. FUNDATZEANO : *op. citè*.

pourraient, au moyen de 49 centrales hydro-électriques, fournir une puissance motrice de 480.000 CV.

Ce que nous avons vu jusqu'ici c'est la réserve d'énergie qui pourrait être accordée à l'industrie roumaine et à son activité générale à l'aide de l'électrification.

Dans le tableau qui suit, nous pourrions nous faire une idée de la consommation d'énergie électrique en Roumanie pendant l'année 1928 dans les régions sus-indiquées, ainsi que des forces encore disponibles : (1)

Régions électrifiables	Surface en Km ²	Force installée en 1928 CV	Energie consommée en millions Kw.	Force installée par Km ²	Durée moyenne en heures	Forces disponibles en CV	
						Ther- mique	Hydraulique
1° Banat.....	27.000	180.000	195	6,7	1.080	120.000	191.900
2° Prahova- Bucarest	17.000	300.000	355	17,6	1.180	113.120	521.150
3° Craiova-Si- biu	7.000	50.000	58	1,8	1.170	75.000	251.700
4° Moldavie- Bukovine ...	25.700	130.000	160	5,0	1.230	120.000	371.000
5° Oluj-Cradea- Mare	19.200	680.000	79	3,5	1.170	110.000	129.000
Total	115.900	728.000	847			538.120	1.464.750
						2.012.870 CV	

(1) Selon l'Ingénieur Léonida, Bistritza à elle seule pourrait fournir une centrale de 240.000 CV.

Ce tableau nous permet quelques considérations particulièrement intéressantes :

1° La superficie totale de ces régions dont on veut faire l'électrification s'élève à 115.900 Km² ce qui représente par rapport à la superficie de la Roumanie de 294. 967 Km² 39 %.

2° La force installée dans ces cinq régions n'est que de 728.000 CV tandis que la force totale installée dans toute la Roumanie a été la même année d'approximativement 1.100.000 CV, ce qui fait pour la première une proportion de 66 % du total.

3° L'énergie électrique consommée en 1928 a été pour les cinq régions de 847 millions de Kw/an ce qui représente une consommation bien faible par rapport à la réserve énergétique de la Roumanie qui est de 30.210 millions Kw/an et se trouve par rapport à la capacité de production énergétique de la même année, qui a été de 3.500 millions Kw dans une proportion de 25 %.

4° Quant à la consommation électrique, elle se trouve par rapport à la consommation totale du pays dans un rapport de 66 %.

Ces coefficients établis avec grosse difficulté vu que nous n'avions à notre disposition que des dates fragmentaires, nous permettent néanmoins de tirer les conséquences suivantes :

D'abord les régions que nous venons d'indiquer ont été bien choisies comme points de départ de l'électrification du pays, si nous considérons que sur une superficie réduite (39 % du pays) elles contiennent une force

cider dans ce chapitre consiste en un essai de calcul approximatif en vue de la détermination des capitaux nécessaires à l'électrification. Nous avons déjà vu l'importance que le capital joue dans le développement industriel d'un pays. La grande plaie de la Roumanie comme celle de tout pays neuf, c'est le manque de capital d'autant plus que pour l'électrification il ne produit qu'une rémunération minime au début. Toute mise en valeur de la force hydraulique pour la production du courant électrique nécessite d'importants apports de capitaux.

M. Manoilescu dans une étude fort intéressante ne voit le redressement économique de la Roumanie que dans une utilisation complète de ses ressources hydrauliques, et cette utilisation, selon lui, vu le manque de capital, n'est possible que par l'exploitation intensive du pétrole (1).

Selon ses calculs faits en 1923, la Suisse étant prise comme base de comparaison, il arrive à déterminer que 1 CV. utilisé continuellement pendant une année à l'aide de l'énergie pétrolière revient à 13.300 lei. Pour les chutes d'eaux et selon les calculs faits par l'ingénieur D. Léonida à Stejar sur la Bistrita (centrale 150.000 CV.) 1CV installé devrait coûter en moyenne 8.300 lei (165 lei d'avant-guerre) sans tenir compte du coût du réseau électrique, des transformateurs et des moteurs se trouvant au lieu de destination. Sur le Danube (à

(2) M. MANOILESCU : *Le redressement économique par l'exploitation intensive du pétrole* (texte roumain). *L'Archive pour la Science et la Réforme Sociale*, Buc. 1923.

Portzile de fer) dans une centrale hydraulique projetée par les Hongrois, l'installation d'un CV. devrait coûter 120 dollars, ce qui revient aujourd'hui à 16.000 lei Prenant l'exemple de la Suisse à l'heure actuelle, et tenant compte des frais d'entretien on trouve que les dépenses seraient de 65.000 lei, en moyenne, par an et par cheval-vapeur, donc 5 fois plus que les frais nécessités par l'emploi du même cheval-vapeur utilisant le pétrole comme source d'énergie.

Les conclusions de M. Manoilescu consistaient dans l'affectation annuelle d'une partie des bénéfices nets des sociétés pétrolières roumaines à l'électrification au moyen des chutes d'eau, d'autant que les sociétés pétrolières à cette époque donnaient des bénéfices remarquables (37, 6 % en 1920, 36, 7 % en 1921). Cette partie des bénéfices (20 %) devait être employée à la construction d'usines hydro-électriques. Suivant cette politique, la Roumanie aurait pu en 7 ans changer tous les moteurs à vapeur consommateurs de pétrole contre des moteurs utilisant comme source d'énergie la force hydraulique.

Cette solution présentait également de grands avantages pour les raffineries et les industries chimiques par la libération d'une importante quantité de pétrole qui, de cette façon, aurait pu être exportée ou transformée en produits ayant un coefficient d'industrialisation plus élevé.

D'après les calculs plus récents de l'ingénieur Fundatzeanu, pour l'installation de centrales électriques, exclusivement, il faudrait un capital de 50 milliards de

lei papier. Il considère qu'un cheval-vapeur installé dans une usine hydro-électrique nécessite une dépense de 30.000 lei ; le même cheval-vapeur installé dans une usine thermo-électrique coûte seulement 12.000 lei. Ces frais contiennent les dépenses nécessitées par le transit mécanique et électrique proprement dit. Pour toutes les régions elles seraient, en millions de lei.

Régions	I	II	III	IV	V
Thermo-élec- trique	1.450	900	1.369	1.440	1.520
Hydro - élec- trique	5.750	7.550	15.630	11.130	3.870
Total	7.200	8.450	16.990	12.570	5.390

Le total général s'élèverait à 50 milliards de lei papier ayant la puissance d'achat de l'heure présente. Quant aux réseaux électriques, il faut faire une distinction : les réseaux de 60 Kw doivent être comptés à raison de 1. 3000.000 lei par Km, ceux de 30 à 15 Kw à raison de 650.000 lei par Km. Pour la première catégorie le nombre de Km. à installer est d'approximativement 1.383 Km et pour la seconde de 1.715 Km : il en résulterait ainsi une dépense supplémentaire de 2.911 millions.

A ces chiffres, il faut ajouter encore des frais imprévus, dédoublement de certaines lignes, etc... de telle façon que, sans exagération, le total des dépenses monterait

facilement à 60 milliards de lei-papier, ce qui fait 1.500 millions de lei d'avant-guerre (1).

D'après la lecture des chiffres indiqués plus haut, on peut voir combien la Roumanie est loin de la réalisation de ce projet dans une période plus ou moins facile à déterminer. Sur la voie de l'électrification, ce pays ne peut pas entrer pour le moment. Il y a certainement des possibilités pour l'avenir mais cet avenir est encore éloigné et il faut regarder sa réalisation immédiate comme économiquement impossible. L'État ne peut rien entreprendre à l'heure actuelle si nous considérons les charges qu'il a à remplir et qui sont par elles-mêmes au dessus de ses forces.

Reste l'initiative privée. Certainement cette initiative est un grand levier du développement industriel, mais il ne faut pas croire qu'elle se jettera aveuglément dans des opérations économiques hasardeuses, ne présentant pas des chances sérieuses de réalisation pratique et de rémunération rapide. L'initiative privée en Roumanie, comme dans tous les pays latins, est sans vigueur. Il lui manque le courage, l'esprit de solidarité et surtout la patience des pays à vieille civilisation. Après la guerre, comme avant, cette initiative a tout attendu de l'État et si l'industrie roumaine a été touchée par la crise, une des principales causes psychologiques doit être cherchée dans la situation de dépendance volontaire que les chefs de cette industrie gardaient à l'égard de l'État.

(1) Le budget de la Roumanie à cette époque s'élevait à ce chiffre.

D'autre part, l'électrification en Roumanie subit d'autres difficultés qui tiennent aux conditions climatiques du pays ; les chutes d'eaux ont un débit extrêmement variable, les neiges détruisent souvent les réseaux, etc. Il faut, à notre avis, tenir compte de ces difficultés et y remédier par une connexion, non entre les diverses usines hydro-électriques mais entre celles-ci et les usines thermiques. On voit ici une grande lacune du projet de M. Manoilescu qui basait l'électrification exclusivement sur les chutes d'eaux.

L'électrification suppose un état d'industrialisation assez poussé pour que la demande d'électricité soit constante. La Roumanie est restée encore dans la phase agraire de son développement, les habitudes n'ont pas eu le temps de changer, les mentalités non plus. L'usage de l'électricité suppose de grandes industries ayant des besoins permanents et variés ; il suppose également un grand public, gros consommateur d'électricité. En Roumanie, cet état de choses n'existe pas. Les usines électriques communales mènent une vie plutôt végétative, se contentant de bénéfices réduits non seulement à cause du manque d'esprit d'entreprise, mais aussi à cause de l'habitude du grand public de maintenir les anciennes formes d'existence.

Il nous semble, quant à nous, qu'une politique à suivre dans le sens de l'électrification, devrait nécessairement tenir compte de ces données fondamentales pour que les aléas inhérents à une entreprise de cette envergure soient partiellement éloignés.

DEUXIÈME PARTIE

LA SITUATION DES PRINCIPALES INDUSTRIES DE LA ROUMANIE LEURS POSSIBILITÉS

Dans cette seconde partie de notre étude, nous nous proposons de tracer, aussi rapidement que possible, la situation des principales industries roumaines dans la période d'après-guerre. Nous avons pris comme base de comparaison trois années : 1919, 1926 et 1929, naturellement fournissant des explications également pour les autres années quand elles nous sembleront nécessaires. Cette simplification des statistiques a eu comme but de rendre plus compréhensible et plus facile à suivre le côté dynamique du problème. Les changements survenus pendant cette période de dix années ne sont que d'une importance relative et les détails des tableaux minutieux n'auraient rien ajouté de nouveau à la conclusion qui se base sur l'intégrité des données. Dans la situation de chaque branche industrielle, nous avons désigné le capital national qui y est placé, la force motrice employée, le nombre d'établissements et le personnel qui y trouve son existence assurée. En laissant de côté la valeur de la production propre-

ment dite et dont l'importance ne peut échapper à personne, des puissants intérêts non seulement particuliers et économiques mais aussi nationaux et sociaux sont indestructiblement liés au présent et surtout à l'avenir de l'industrie roumaine.

CHAPITRE VII

L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Sans doute, l'industrie alimentaire occupe la principale place dans l'ensemble de la production industrielle du pays non uniquement par le nombre des capitaux qui y sont employés mais également par son ancienneté ; avec quelques sous-groupes elle remonte à plusieurs siècles.

SECTION I

SITUATION GÉNÉRALE

Dans le but de montrer l'importance de l'industrie alimentaire, nous indiquerons quelques chiffres dont la clarté sera suffisante pour nous permettre une vue d'ensemble.

A. — Comme nombre d'établissements en 1919, immédiatement après la guerre, sur un total de 2.747 établissements industriels, l'industrie alimentaire roumaine occupait à elle seule 977 établissements, par conséquent 35 % du total existant à cette époque. En 1926 le

nombre des entreprises baisse sensiblement, non seulement en chiffre absolu mais aussi en chiffre relatif, c'est-à-dire par rapport à l'ensemble de la grande industrie roumaine. Le coefficient descend de 35 % à 22 % pour monter en 1929 à 25 % où il se trouve à l'heure actuelle (1). La place occupée par l'industrie alimentaire avec ce pourcentage, est la première ; dans l'ordre suit l'industrie du bois avec une participation dans l'ensemble de 21 %, les textiles avec 13,8 %, la métallurgie 12 % et le matériel de construction 7,8 %, etc.

B. — Selon la force motrice installée et utilisée après la guerre, l'industrie alimentaire occupe une place plus qu'honorable. En 1919, sur un total de 481.155 CV installés dans toute l'industrie roumaine, l'industrie alimentaire en employait 98.584, ce qui lui accordait un pourcentage de 20,4 % et la seconde place après l'industrie de l'électricité. En 1926 sa force motrice augmente aussi bien en chiffre absolu (99.822 CV) qu'en chiffre relatif, faisant un saut de 20,4 % à 24 %. En 1929 les deux chiffres augmentent encore : 126.336 CV — chiffre absolu — et 25 % — chiffre relatif. La force motrice se trouvait donc, vis-à-vis de l'ensemble général, dans la même proportion que le nombre d'établissements. L'industrie alimentaire a été suivie cette dernière année (en ce qui concerne le nombre de chevaux-vapeur) par l'industrie mécano-métallurgique (17 %) et celle du bois (15 %).

(1) En 1929 le nombre total d'établissements industriels a été de 3.736 et celui de l'industrie alimentaire de 1.004.

C. — En ce qui concerne le capital employé sur un total qui, en 1919, touchait le chiffre de 2.837 millions de lei-capital qui représentait les investissements en numéraire, la valeur des terrains, des machines, etc. — l'industrie alimentaire entrait avec 1.042 millions, ce qui représentait dans l'ensemble une participation de 36,9 %. Dans les années qui suivent, ce capital augmente continuellement pour arriver en 1929 à 11.586 millions sur un capital affecté à l'industrie générale du pays de 40.285 millions : par conséquent la participation de l'industrie alimentaire par rapport au total a été de 28,8 %, suivie par l'industrie métallurgique (16 %), chimique (15 %), etc.

D. — Mais l'on voit encore mieux la prépondérance de l'industrie alimentaire sur les autres par une comparaison entre la valeur de la production et les éléments qui entrent dans cette production.

On voit que la valeur de la matière première employée dans l'industrie alimentaire augmente pendant cette période en chiffre absolu, mais sa part dans l'ensemble de la matière première industrielle est de plus en plus réduite : la proportion dans l'ensemble descend de 43 à 38,4, puis à 32. Les autres industries donc, pendant ces mêmes années, ont consommé des valeurs croissantes. L'industrie alimentaire n'a pas suivi la cadence générale en ce qui regarde ce chapitre. De même la valeur du combustible augmente jusqu'en 1927, date où elle arrive à 699 millions de lei ; dès lors une chute vertigineuse commence, pour arriver en 1929 au chiffre indiqué dans notre tableau. Le pourcentage dans l'ensemble

de la valeur totale du combustible industriel baisse de 30 % à 17 %.

Années	Valeur matière première (milliers de lei)			Valeur combustible (milliers de lei)		
	Ind. alim.	Ind. totale	%	Ind. alim.	Ind. totale	%
1919	2.698.445	6.151.886	43	174.199	579.630	30
1926	9.980.007	25.899.248	38,4	677.096	2.234.894	30
1929	9.612.893	29.698.689	32	453.395	2.620.917	17

Années	Valeur de production (milliers de lei)			Proportion de la plus-value
	Alimentation	Industrie totale	%	
1919	4.416.580	11.711.796	37,7	34,8
1926	14.959.370	44.100.582	32,8	29
1929	15.312.076	56.128.798	27	33

En ce qui concerne la valeur de la production, celle-ci augmente en chiffre absolu quoique à un rythme très irrégulier, mais sa participation dans l'ensemble de la production industrielle se trouve à la baisse : les coefficients nous montrent pour les trois années de base 37,7 %, 32,8 % et 27 %. La proportion de la plus-value, après avoir subi une baisse autour de l'année 1926, se trouve à l'heure actuelle à la hausse. En général, sans nier l'importance de l'industrie alimentaire qui ressort assez clairement des données exposées plus haut, nous devons conclure tout au moins en ce qui se réfère

aux trois facteurs : matière première, combustible et production, que cette industrie n'a pas suivi la même marche ascendante que les autres industries roumaines.

L'augmentation du chiffre absolu et la diminution du chiffre relatif sont des indices catégoriques de la lenteur qu'elle a mise pour suivre le rythme général.

E. — Le personnel total employé dans l'industrie alimentaire en 1919 était de 26.054 ouvriers sur un total de 157.423, donc une participation de 16 %. Cette participation dans l'ensemble était de beaucoup dépassée par l'industrie du bois (28 %) et de la mécano-métallurgie (24 %). Le personnel augmente et arrive en 1926 à 34.672 ouvriers sur un total de 210.308, participation toujours de 16 %. En 1929 sur un total de 201.184 ouvriers l'industrie alimentaire occupe le chiffre de 25.644 employés (personnel technique et administratif), ce qui représente une diminution sensible en chiffre absolu de presque 10.000 employés et une participation seulement de 12 % du total.

SECTION II

PRINCIPAUX SOUS-GROUPES DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

A. — La minoterie est le principal sous-groupe, et par ce mot nous entendons uniquement les grands moulins, car les petits moulins paysans n'entrent pas dans les calculs des statistiques générales. La plus ancienne industrie roumaine transformatrice de la

matière première fournie par le sol : blé, seigle, maïs, etc. et se trouvant dans un pays entré récemment sur la voie industrielle, la minoterie mérite une attention plus particulière.

Années	Nombre établissements		Force motrice		Valeur production		Personnel	
		% du total aliment.	CV	%	milliers de lei	%		%
1919	395	40	51.800	52,7	2.558.571	57,7	7.825	30,5
1926	231	27,5	48.819	49	6.098.844	43	5.531	15,8
1929	266	26	58.442	46	6.460.851	42	5.797	22,6

Dans ce tableau on peut voir la situation de l'industrie de la minoterie et sa participation à l'ensemble de l'industrie alimentaire. Le nombre des établissements est en diminution constante tant relative qu'absolue. La force motrice diminue en chiffre relatif — 52,7 %, 49 % et 46 % — mais augmente en chiffre absolu. Un mouvement pareil est suivi par la valeur de la production. Donc le rythme du développement industriel de cette branche d'activité est plus lent que le rythme de l'industrie alimentaire ; à son tour, cette dernière, nous l'avons vu, avance avec un ralentissement plus prononcé que le mouvement de l'industrie totale. Le nombre du personnel, après une baisse sensible autour de l'année 1925, se trouve à l'heure actuelle en légère augmentation, sans pouvoir atteindre le chiffre immédiatement après la guerre.

La cause de la crise que traverse actuellement la minoterie roumaine doit être recherchée dans son étroite dépendance de la production agricole. La production agricole roumaine n'a pas dépassé celle de l'Ancienne Roumanie, malgré l'augmentation plus que double du territoire. La consommation interne est approximativement de 180.000 wagons de blé par an ; il en reste des quantités insignifiantes pour l'exportation.

Ainsi, si nous regardions les importations et les exportations du blé de la Roumanie, le tableau se présenterait comme suit :

Blé

	Importation (Milliers de quintaux).	Exportation (Milliers de quintaux)
1909-1913 (moyenne)	48	13.362,6
1923	0,28	278,5
1924	1,9	1.224,1
1925	184	52
1926	11,5	2.717

Quant à l'exportation de la farine, la situation de la nouvelle Roumanie est incomparablement meilleure à la situation de l'ancienne.

Farine

	Importation (Milliers de quintaux).	Exportation (Milliers de quintaux).
1909-1913 (moyenne) ...	0,056	777,9
1923	0,032	291,4
1924	0,042	1.149,3
1925	57,2	258,5
1926	0,003	1.059,3

Pour la consommation interne qui est de 180.000 wagons de blé, les petits moulins paysans travaillent 50.800 wagons. Le reste est transformé par les grands moulins dont la capacité peut être facilement estimée à 300.000 wagons par an ; ils ne travaillent donc que $1/3$ de leur capacité intégrale.

Les possibilités de cette industrie sont grandes mais pour les réaliser il faudrait une augmentation sensible de la production agricole ; de même de puissants motifs économiques agissent dans le sens d'une diminution du tarif de transports par chemin de fer car il est arrivé en 1927, pour une distance de 100 kilomètres à 31 fois la valeur des tarifs d'avant-guerre et pour une distance de 500 kilomètres à 65 fois le tarif d'avant-guerre (1).

Si l'on passe aux industries de transformation de cette farine on voit qu'elles sont dans une mauvaise situation. L'industrie des pâtes farineuses comptait en 1919, 10 établissements travaillant 2.449 tonnes de matières premières et ayant investi un capital de 5.800.000 lei ; la valeur de la production a été de 13.415.000 lei et la main-d'œuvre de 457 hommes. En 1928 la situation se trouve quelque peu changée : 18 établissements ayant une force motrice de 420 CV. — en 1919, il y en avait 389. — La valeur de la matière première a été de 53 millions et celle de la production de 96 millions de lei. Le personnel a diminué dans cette période. Dans un pays agricole comme la Roumanie, il faut bien recon-

(1) Soc. Nat. de Crédit Industriel : *La Minoterie* (texte roumain), p. 52, Bucarest, 1928.

naître que cette industrie des pâtes farineuses est loin de donner tout son rendement.

La politique de taxation excessive à l'exportation — journal du conseil des ministres du 30 octobre 1924 équivalait à une véritable prohibition — a constitué une cause d'arrêt dans son développement car elle coïncidait avec les efforts justement opposés de certains pays d'Europe comme l'Allemagne, l'Italie — offensive du blé — et même la France, dans le but d'un encouragement de l'agriculture et des industries annexées (1).

B. — L'industrie du sucre en Roumanie présente une importance presque pareille à celle de la minoterie.

Années	Nombre établissements	Force motrice		Capital engagé (milliers lei)	
			%		%
1919	11	12.449	12,7	97.396	18
1926	12	25.023	25	71.304 (1)	29
1928	13	29.945	23	3.422.206	28

Années	Valeur production (milliers lei)		Personnel	
		%		%
1919	126.607	2,8	3.668	14
1926	3.708.870	25	13.622	36
1928	4.356.246	23	8.615	28

(1) La valeur est donnée en lei'or.

(1) MANOLIOU EM. FLORIN : *La reconstruction économique et financière de la Roumanie et les partis politiques*, p. 196, Paris, 1931.

On voit une augmentation de presque 50 % en nombre de chevaux-vapeur, augmentation qui n'est suivie ni par le capital engagé (18 % à 28 %) ni par le nombre d'établissements, mais qui est de loin dépassée par la valeur de la production (2,8 % à 23 %) et par le nombre du personnel (14 % à 28 %). La valeur de la production qui en 1919 était insignifiante par rapport à la production totale alimentaire, arrive en 1926 au quart de la valeur totale produite. Durant cette année là les seules industries du sucre et de la minoterie occupent un coefficient de participation à l'ensemble de la production alimentaire de 68 %.

Les quantités de sucre fabriqué dans les pays ont été — à l'aide d'un tarif extrêmement protectionniste qui assurait aux fabriques roumaines un quasi-monopole — de plus en plus grandes, dépassant de beaucoup la consommation interne de cet aliment.

Années	Sucre fabriqué dans le pays	Solde des années précédentes	Sucre mis en consommation
1924	8.924 Wagons	3.922 Wagons	6.861 Wagons
1925	10.417 »	5.986 »	10.145 »
1926	13.899 »	5.804 »	11.818 »
1927	13.321 »	7.737 »	10.194 »
1928	14.582 »	8.406 »	11.038 »
1929	10.718 »	8.542 »	14.658 »

La Roumanie a importé du sucre jusqu'en 1922.

Production interne		Importation
1920	1.716 Wagons	3.557 Wagons
1921	3.000 »	3.446 »
1922	5.022 »	1.626 »

A partir de cette date, la Roumanie approvisionne en sucre les pays voisins et retient en solde des quantités considérables.

La valeur créée par cette industrie en 1928 a été de 2.543 millions de lei, ce qui fait venir une quote-part de 295.253 lei par tête d'ouvrier.

En 1929 cette quote-part n'était que de 28.000 lei. En dix ans elle est devenue dix fois plus grande. Cela ne peut s'expliquer que par le monopole de fait que l'industrie du sucre garde jalousement. Les prix ont subi une augmentation que le libre jeu de la loi économique de la concurrence n'aurait sûrement pas permise. Ainsi en 1913 les prix étaient en moyenne de 1,22 lei le kilogramme. En 1921 le prix est de 25,02 lei le kilog., pour qu'en 1927 il arrive à 38 lei le kilog et en 1929 à 38,15 lei le kilog.

On voit qu'au moment où la Roumanie était tributaire de l'étranger pour son approvisionnement en sucre les prix étaient plus réduits qu'au moment où l'industrie nationale a commencé à alimenter le marché. Pendant la même période on aurait pu importer du sucre de la Pologne avec des prix réduits de 50 %. Cependant les bilans des sociétés intéressées dans les sucres indiquaient des bénéfices allant jusqu'à 200 % en 1923. C'est un indice certain que l'industrie du sucre en Roumanie n'a plus besoin d'être défendue par des taxes protectionnistes, car continuer dans cette voie serait négliger complètement les intérêts du grand public consommateur.

« L'ambition d'avoir une industrie nationale du sucre

« a coûté à la Roumanie jusqu'à ces dernières années,
« des sommes fabuleuses et surtout l'a mise dans
« l'étrange situation d'alimenter du surplus payé au
« kilog par le consommateur roumain l'approvisionne-
« ment en sucre meilleur marché des autres pays voi-
« sins (1). »

C. — Un autre sous-groupe est formé par l'industrie de la bière et des alcools. Dans le tableau ci-dessous on peut voir sa situation et la participation que l'industrie des alcools uniquement apporte à l'ensemble de l'industrie alimentaire.

Années	Nombre établ.		Force motrice		Capital engagé (milliers lei)	
		%		%		%
1919	240	24,5	8.600	8,8	241.412	23
1926	178	21	7.074	7,1	33.065 (2)	14,6
1930	205	20,4	8.117	8,4	1.405.384	12

Années	Val. production (milliers lei)		Personnel	
		%		%
1919	452.032	12	4.802	18
1926	1.065.518	7	3.573	10,3
1930	477.171	3,1	1.645	6,6

Après la guerre, cette industrie ne fait que perdre

(2) Valeur en lei or.

(1) Alex. TOPLICEANO : *La place occupée par l'industrie dans le complexe économique de la Roumanie* (texte roumain), p. 28. Buc. 1923.

lentement du terrain. La bière a une situation plus favorable pendant cette période : la valeur de la production augmente en chiffre absolu — 200 millions en 1919, 937 millions en 1926 et 1.224 millions en 1930 — ce qui lui donne une participation à l'ensemble de 8 %.

D. — *Les huiles végétales* — C'est l'industrie qui dans la classification générale des sous-groupes des industries alimentaires occupe la cinquième place si l'on prend comme critérium de cette classification l'importance numérique de la main-d'œuvre.

Années	N°	Etabl.	Force motrice		Valeur prod.		Personnel	
		%	CV.	%	millions	%		%
1919	111	11,3	3.559	3,6	210	4,7		
1926	67	7,91	4.587	4,5	919	6	1.279	3,7
1929	144	14	6.268	5	1.198	7,8	1.640	6,5

Le tableau ci-dessus peut nous donner une vague idée de l'importance de cette industrie dans l'ensemble de l'industrie alimentaire.

Les conclusions que nous pouvons dégager sont assez claires :

1° La concentration n'est pas grande dans l'industrie des huiles végétales car en comparant le nombre des établissements à celui du personnel employé on constate que dans la première rubrique le nombre des établissements représente 7,91 %, et 14 % du nombre total des établissements travaillant dans l'industrie alimentaire,

et dans la dernière rubrique le coefficient n'est que de 3,7 % et 6,5 % pour les mêmes années. Les établissements donc sont plus petits, plus nombreux et utilisent un nombre restreint d'ouvriers. Si on les compare avec les autres données : force motrice, valeur, production, etc... notre constatation devient encore plus solide car par tout dans l'ensemble général le coefficient du nombre des établissements est plus élevé que celui des autres données statistiques.

2° Le développement industriel est ascendant pendant la période d'après-guerre, l'augmentation de la production est certaine, et étant donné la facilité de ravitaillement en matière première nous lui prédisons un avenir industriel important. Malheureusement, l'encouragement de l'État ne s'est pas manifesté. Notre point de vue particulier nous empêche de demander des mesures concernant l'augmentation du tarif douanier, mais nous estimons que cet encouragement doit se manifester sous la forme d'une aide effective, matérielle ou morale, dans le sens d'une culture plus rationnelle, plus extensive des plantes industrielles que la classe paysanne cultive (1).

* *

Nous ne voulons pas insister plus longuement sur les autres sous-groupes des industries alimentaires. Ils sont nombreux et ont donné naissance dans le passé

(1) Les plantes industrielles produisant les huiles végétales sont : le tournesol, le chanvre, le colza, le lin. Mais depuis 1926 les superficies cultivées ont été de moins en moins grandes. De même la production en quintaux a subi une baisse sensible. Voir *Annuaire Statistique de la Roumanie* (année 1930, p. 61 à 69).

comme dans le présent à de vives discussions dans la presse et dans les milieux officiels. Nous avons indiqué les plus importants, mais la Roumanie possède une industrie de biscuits, de conserves, et de la panification mécanique assez développée, surtout dans les provinces transcarpathines. De même les industries ayant comme base le sucre ont pris un développement considérable les dernières années. La Transylvanie et le Banat détiennent le plus gros pourcentage de la production (1).

Ainsi, uniquement en Transylvanie, le nombre des établissements alimentaires a été de 342 contre 335 dans l'Ancien Royaume pour l'année 1927 ; mais le nombre des ouvriers employés dépasse quelque peu la moitié de celui de l'Ancienne Roumanie, ce qui nous montre que l'industrie dans cette nouvelle région est divisée en petits établissements.

SECTION III

CARACTÈRES DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE SES POSSIBILITÉS

L'industrie alimentaire, surtout en Roumanie, présente quelques caractères particuliers sur lesquels nous voulons attirer l'attention. Ils ont été remarqués depuis longtemps par M. Manoilescu et exposés dans une communication intitulée « Notes sur la supériorité des industries agricoles par rapport aux autres branches de

(1) Voir l'article de M. Cezar Popesco : *L'évolution de l'Industrie de Transylvanie après l'Union* (texte roumain), publié dans « Les richesses naturelles de la Transylvanie et du Basset », Buc. 1927.

l'industrie ». communication faite au XIV^e Congrès International d'Agriculture de Bucarest en 1929.

Au point de vue extrinsèque — M. Manoilescu étudie du point de vue intrinsèque même — nous estimons que les industries alimentaires, celles qui sont basées sur la production du sol national et ont comme but de nourrir la population ou d'exporter leurs produits, présentent des avantages faciles à énumérer. D'abord la matière première est produite dans le pays et par conséquent l'agriculture ou l'élevage du bétail — deux occupations de la majeure partie des Roumains — se trouvent encouragées par le développement de ces industries.

Cette matière première : betteraves à sucre, maïs, tournesol, blé, lin, lait, etc... qui donne naissance aux sous-groupes des industries alimentaires — industries du sucre, alcools, fromages, panification, conserve, etc... — doit avoir un prix réduit car les frais de production sont minimes.

Les produits sont consommés sur le marché intérieur qui constitue un débouché sûr par ses besoins toujours renaissants ; les prix de vente seront plus ou moins stables, ne subissant pas les fluctuations des marchés européens. Un gain certain sera assuré aux industriels dont les capitaux seront placés dans ces industries transformatrices (1).

(1) Les formidables crises mondiales des prix ne peuvent pas toucher ces branches d'activité comme elles ont touché par exemple l'industrie pétrolière roumaine, dont la production sert en grande partie à alimenter les marchés mondiaux et par ce fait est sujette à des fluctuations malheureuses nées fatalement de la concurrence internationale .

Mais en admettant que par l'effet de circonstances extraordinaires les prix des produits alimentaires soient plus bas sur le marché intérieur malgré leur provenance étrangère, que par conséquent la véritable rente de la proximité du marché ne joue plus, une protection douanière suffisante, non exagérée, pourrait facilement accorder aux industries alimentaires des avantages économiques capables de les faire vivre, même pendant ces périodes troubles qui ne peuvent être que passagères. Il ne faut pas croire un moment que nous pourrions admettre les taxes douanières excessives qui frappent à l'heure actuelle les sucres étrangers et qui font que le consommateur roumain achète cette marchandise sur le marché intérieur à un prix presque double de celui qu'il paierait pour les sucres importés de la Pologne.

Sous le nom d'un encouragement mal compris et mal accordé, à l'industrie nationale, il ne faut pas instituer par une législation âpre et contraire aux intérêts présents de la grande masse consommatrice, de véritables monopoles de fait ayant comme conséquence immédiate l'augmentation des prix de ces produits industrialisés et comme conséquence médiate la diminution de la capacité d'achat de la population. C'est dans ce dosage équilibré et sage entre des intérêts qui semblent opposés mais qui concourent à l'équilibre et à l'harmonie économique d'un pays — pour employer une vieille expression — que la politique de l'État doit rechercher son but et sa raison d'exister.

Nous n'insistons point sur les possibilités d'exportation de ces mêmes produits alimentaires. Dans l'année

1930 uniquement, la Roumanie a exporté en Autriche des animaux vivants pour 30.315 tonnes et en Tchéco-Slovaquie pour 34.257 tonnes (1).

Il est évident que ces animaux n'ont pas été importés par ces pays en vue du trait. Ils ont été transformés en charcuterie ou conserves que la Roumanie achète à des prix excessifs. En effet, regardant le total des importations des produits animaux alimentaires, nous constatons pour l'année 1929 une quantité importée de 21.880 tonnes, et pour l'année 1930 de 10.240 tonnes. Cela représente dans l'ensemble des importations respectivement de 2.02 % et 1.32 %. L'exportation des produits animaux alimentaires n'a été dans les mêmes années que de 20.000 tonnes pour 1929 et 29.184 tonnes pour 1930 : les pourcentages respectifs ont été de 0,28 % et 0,32 % du total des exportations.

Il ressort bien clairement de ses chiffres la difficulté d'avoir une balance commerciale favorable du moment qu'une des grandes richesses de la Roumanie — orgueil de ce pays dans le passé — partie à l'étranger, entre pour un pourcentage si faible dans l'actif de cette balance. Cette difficulté devient encore plus sensible si l'on fait la comparaison avec les produits transformés de cette richesse et importés. Un calcul plus simple mais plus général nous mène à la même conclusion.

Pour 1929	Importations Quantités-tonnes	Val. millions lei
—	—	—
Règne animal	39.150	3.952.480

(1) Voir *Annuaire statistique de la Roumanie*, année 1930, p. 283 et suivantes.

Pour 1929	Exportations Quantités-tonnes	Val. millions lei
Règne animal	95.439	3.596.830

Par conséquent nous parvenons à avoir une balance commerciale défavorable malgré une quantité brute exportée deux fois et demie plus grande que celle importée.

La conclusion est simple : la Roumanie vend à l'étranger des matières premières ayant gros volume et poids, à des prix réduits, et achète des quantités de marchandise à petit volume et poids mais transformées par les industries étrangères. Leur prix est élevé. Cette constatation est valable également pour les autres industries roumaines mais elle est plus visible dans ce domaine où l'on voit mieux que n'importe où la gravité de la dépendance de l'étranger d'un pays, récemment entré sur la voie de son développement industriel.

La supériorité intrinsèque des industries alimentaires résulte selon M. Manoïlesco, de leur productivité moyenne qui est supérieure aux autres industries par tête de travailleur et par an.

La production nette, c'est la production brute d'où l'on déduit les dépenses faites pendant une année ; valeur des semences, amortissement des machines, amortissement des capitaux, alimentation du bétail ou des machines, etc... (1).

(1) La valeur des salaires n'entre pas dans ce calcul, car si elle constitue un article du passif de l'entreprise, elle constitue un actif dans le budget des ouvriers. Au point de vue national il n'y a ni gain ni perte.

La production nette moyenne, réalisée pendant une année par tête d'agent producteur, constitue le critérium le plus sûr pour juger la valeur nationale d'une branche d'activité. La productivité moyenne par tête d'agent producteur sur une échelle élevée ad-hoc quant à l'agriculture, se trouve tout à fait en bas, plus bas que n'importe quelle autre productivité moyenne. Au contraire la productivité moyenne des industries alimentaires se trouve placée tout à fait en haut de l'échelle (1).

En général, donc, l'agriculture tiendrait sur cette échelle statistique les places extrêmes : par sa production brute elle se trouve en bas, par sa production industrialisée, en haut de l'échelle. La conclusion de M. Manoilescu est qu'une industrialisation intense des produits agricoles sur le sol national est nécessaire et que cette préoccupation doit être une tendance permanente de la politique économique roumaine.

Malgré la documentation restreinte que M. Manoilescu apporte en vue du soutien de ses opinions, nous estimons que sa conclusion est juste. Sans pousser tout aussi loin les recherches abstraites, car elles pourraient nous conduire à des théories tout au moins inutiles pour le présent, nous sommes amenés à conclure que les industries alimentaires ne sont pas encore arrivées à suffire aux besoins de la Roumanie par leur activité transformatrice mais qu'elles sont sur la bonne voie d'un rapide développe-

(1) Voir pour détails cette intéressante communication de M. Manoilescu. Débats du XIV^e Congrès de Bucarest, p. 596.

ment. Nous croyons que ce développement est nécessaire, qu'il s'accomplira dans un prochain avenir et que la politique économique de l'Etat doit avoir « l'œil ouvert et l'oreille alerte » dans cette direction.

CHAPITRE VIII

L'INDUSTRIE DU BOIS

SECTION I

SITUATION GÉNÉRALE

Les bois occupent en Roumanie une surface importante : leur superficie représente 24,18 % de la surface totale du pays. Ce chiffre n'est pas exagéré étant données les conditions particulières dans lesquelles le pays se trouve. Nous donnons dans le tableau suivant quelques détails sur la situation de l'industrie du bois après la guerre et à l'heure actuelle.

Années	Nombre établisse ^m .		Force motrice		Valeur production		Personnel	
		%	CV.	%	millions lei	%		%
1919	502	18	66.581	13,8	2.052	17,5	44.886	28
1926	825	21,8	72.047	17	5.842	13	50.235	23.9
1929	787	20.9	73.827	14.8	5.362	9	41.656	20.7

Les conclusions qui se dégagent de ce tableau sont les suivantes :

1^o Le nombre d'établissements industriels a augmenté dans une proportion sensible et occupe à l'heure actuelle 20 % du nombre total des établissements. Cela se trouve en parfaite concordance avec le nombre du personnel qui est toujours de 20%. Si nous regardons dans le passé une constatation singulière s'impose : le nombre d'établissements par rapport à l'ensemble total de l'industrie se trouve en augmentation — excepté une légère diminution pour l'année 1929. tandis que la proportion du personnel a subi une diminution permanente. C'est un indice qu'au lieu d'assister au phénomène économique de la concentration, nous nous trouvons en présence d'un mouvement de dispersion.

De nombreux établissements industriels, dans cette branche d'activité, reprennent leur indépendance économique vis-à-vis des grandes fabriques ou les nouveaux établissements créés conservent jalousement l'indépendance primitive leur permettant une administration propre et la liberté de faire face individuellement aux changements économiques récents. Cette dispersion est une caractéristique de l'industrie du bois non uniquement en Roumanie mais dans tous pays car, par la nature des travaux, par les lieux où elle emploie ses forces — à la montagne — par les difficultés de transports, la concentration ne peut laisser libre jeu à ses avantages très connus et qu'elle fait valoir pleinement dans d'autres domaines. Le seul lien qui pourrait exister est le lien financier, mais il est formé par les banques dont les capitaux sont placés dans les industries forestières.

2° Le nombre des chevaux-vapeurs employés dans l'industrie du bois augmente en chiffre absolu — 66.581 CV en 1919 à 73.827 CV en 1929 — et se maintient en chiffre relatif. A l'heure présente, nous estimons que la baisse, commencée en 1926, continue encore, ce qui est un indice défavorable pour cette industrie.

3° La valeur de la production baisse continuellement en chiffre relatif : c'est une indication que l'industrie roumaine du bois est loin d'avoir trouvé son équilibre économique et que la politique commerciale suivie par l'État dans toute la période d'après-guerre a été contraire aux intérêts de cette industrie. La crise mondiale qui a eu des répercussions en Roumanie, ne peut justifier cette baisse de la valeur de la production. Cette dernière fit son apparition juste au moment où il y eut une augmentation très forte du capital investi, environ 2,5 milliards de lei en 1926 contre 3,5 milliards de lei en 1929.

SECTION II

LES PRINCIPAUX SOUS-GROUPES

Les principaux sous-groupes sont : les fabriques de meubles, les bois de construction (cherestea), la menuiserie, les emballages, les véhicules, etc, etc...

Les plus grands capitaux sont engagés dans les bois de construction car l'état encore primitif de l'industrie du bois ne permet pas une transformation poussée à ses dernières limites. Ainsi, en 1926, le capital était d'environ 2 milliards de lei, en 1929 il arrive à 2.737 millions de lei.

De même pour le nombre des ouvriers et de CV employés. On peut sans exagération dire que 80 % du total de l'industrie du bois sont formés par les bois de construction, c'est-à-dire par des produits semi-fabriqués dont la majeure partie est envoyée à l'étranger. Dans les années 1929 et 1930, les quantités de bois et dérivés exportées par la Roumanie ont été respectivement de 1.590.821 tonnes et 1.978.986 tonnes, ce qui représente au total général de l'exportation roumaine les pourcentages 28,02 % et de 17,27 % (1).

Si nous regardons les valeurs inscrites comme actif dans la balance commerciale par le fait de ces exportations, nous trouvons respectivement pour les mêmes années, les chiffres de 4.679 millions et de 3.094 millions de lei, ce qui donne dans le total de l'actif un pourcentage de 16,17 % et de 10,85 %. Une conclusion semblable à celle de tout à l'heure s'impose : la Roumanie exporte de grandes quantités de marchandises ayant une valeur réduite car elles sont à l'état semi-fabrique.

Quand on envisage l'importation, on constate que pour un poids de 24.971 tonnes introduit dans le pays en 1929, les sommes versées par la Roumanie à l'étranger ont été de 249 millions de lei, donc quatre fois plus grandes que les sommes réalisées par une quantité équivalente exportée.

L'industrie roumaine des meubles est loin de pour-

(1) Ce sont les plus grandes exportations roumaines en quantités, après le pétrole et ses dérivés, qui ont été, en 1930, de 42,39 % et en 1929 de 40,80 %, et après les céréales et leurs dérivés de respectivement 35,14 % et 24,37 %.

voir à elle seule aux nécessités du marché intérieur, malgré son développement certain des dernières années. Le capital investi dans ce sous-groupe d'industries a été en 1926 d'environ 200 millions de lei ; il est porté en 1929 à environ 250 millions de lei. La valeur de la production dans la même période diminue de 407 millions de lei (en 1926) à 330 millions de lei (en 1929) (1).

Cette industrie lutte comme toute industrie naissante, d'un côté, contre l'indolence et les habitudes du grand public consommateur, et, de l'autre, contre l'incompréhension de l'État, avec sa lenteur coutumière, son manque d'énergie et de décision rapide.

La Transylvanie est la province la plus industrialisée en ce qui concerne la production du bois et d'articles finis ; en 1929, employant un capital sensiblement égal à celui de l'Ancien-Royaume — 1.381 millions contre 1.393 millions de lei — la Transylvanie produit des marchandises ayant une valeur presque double — 2.785 millions de lei contre 1.573 millions de lei.

L'explication consiste justement dans l'utilisation poussée du matériel primitif tiré du bois, dans la transformation complète de ce matériel en meubles, emballages, brosses, pinceaux, embauchoirs, etc... Grâce aux fabriques de meubles de la Transylvanie et du Banat, spécialisées dans le travail du bois courbé, la Roumanie commença dernièrement à exporter des produits finis.

(1) Le nombre de fabriques de meubles diminue de 111 en 1926 à 87 en 1929. On remarque une légère concentration ou augmentation de certains établissements déjà existants et la disparition de certains autres.

SECTION III

CONCLUSIONS

L'industrie du bois, telle que nous l'avons exposée dans ce chapitre, représente sans doute une richesse nationale capable d'un développement plus sensible que celui de l'heure actuelle.

L'encouragement de l'État en ce qui concerne l'industrie du bois a été inopérant ou vexatoire pour les intérêts privés. Il s'est manifesté par une politique commerciale malheureuse car la Roumanie n'a fait que perdre chaque année les marchés étrangers qui, même après la guerre, lui restèrent fidèles.

S'inspirant de principes économiques formellement contradictoires et les appliquant avec entêtement malgré de visibles résultats néfastes, les hommes politiques roumains ont agi sur le tarif douanier dans le but souvent déclaré de créer un esprit industriel à l'intérieur du pays, et surtout dans le but moins déclaré d'assurer à l'État une source de revenus fiscaux. Des taxes prohibitives ont été instituées par les gouvernements d'après-guerre pour que le bois soit transformé à l'intérieur en articles finis. L'idée était excellente, mais on ne s'est jamais demandé si les industries existantes pouvaient transformer ce bois, si elles avaient les crédits et les machines nécessaires.

Les crédits étaient accordés selon des vues souvent étrangères à la véritable capacité industrielle de l'en-

treprise ; et aux machines et instruments importés en grande partie, on appliquait des taxes plus qu'exagérées à l'entrée. Les modifications permanentes du tarif constituaient également une cause de grande incertitude et de découragement.

Les périodes plus ou moins longues de complète prohibition quant à l'exportation de certaines essences, causaient des pertes sensibles aux entreprises ; celles-ci devaient ainsi combattre des difficultés multiples et imprévues. L'excuse de ces prohibitions était le souci de défendre le patrimoine forestier de la Roumanie, mais les mesures étaient inutiles car des spéculateurs attendaient le moment de permission pour écouler en quelques jours les stocks accumulés pendant les époques de prohibition.

Il ne faut pas croire que les difficultés de l'industrie du bois résident uniquement dans ces causes ; il ne convient pas d'oublier la principale cause très connue : l'exploitation barbare des forêts.

Certaines montagnes jadis couvertes par de superbes forêts — la Transylvanie porte encore le nom — ont été aujourd'hui définitivement déboisées par une exploitation irrationnelle et anti-économique. Ces dernières années, par une application plus stricte du code silvique, on a voulu remédier à ce mal qui menaçait de détruire complètement une des grandes fortunes accumulées par le temps.

Nous croyons que par cette application sévère, le péril peut être éloigné et l'avenir de l'industrie du bois sauvé. Il ne faut pas non plus oublier l'appui que l'État pourrait

accorder, non par une réglementation extrême et souvent vexatoire, non plus que par une liberté sans limites tout aussi nuisible que la première, mais par un encouragement éclairé qui manque à l'industrie du bois, encouragement basé sur l'obligation morale qu'il a d'établir d'abord l'égalité entre les adversaires puis de les laisser combattre sous l'égide de la liberté et de la concurrence.

CHAPITRE IX

L'INDUSTRIE MÉCANO-MÉTALLURGIQUE

Une distinction primitive doit être faite quand on parle de cette industrie pour ne pas compliquer et ne pas interpréter faussement les données statistiques : la sidérurgie d'un côté et la mécano-métallurgie de l'autre. Les statistiques roumaines et les ouvrages traitant sur la matière ne font pas toujours cette distinction qui est bien nécessaire pourtant ; chacune de ces deux activités industrielles emploie des matières différentes, suit un but distinct, possède des caractéristiques propres, autant techniques qu'économiques (1).

Nous sommes forcés par conséquent de les étudier individuellement.

SECTION I

LA SIDÉRURGIE ET LA MÉTALLURGIE DES AUTRES MÉTAUX

I. — *La Sidérurgie.*

La sidérurgie n'existait pas dans l'Ancien-Royaume

(1) La sidérurgie (sidéros-fer, ergon-travail, grec) s'occupe de l'extraction de minerais de fer et de ses transformations pri-

car celui-ci ne possédait pas de mines de fer ; elle fit son apparition après la guerre, par la réunion à la Roumanie du Banat et de la Transylvanie qui possèdent des gisements et se sont constitués à l'aide de capitaux hongrois une puissante industrie extractive et transformatrice (1).

Dans le tableau ci-dessous on peut voir la répartition de minerais de fer dans les divers pays qui ont hérité de l'ancien empire austro-hongrois et la part qui revint à la Roumanie par l'annexion des nouvelles provinces.

La Tchéco-Slovaquie.....	64,2 %
La Roumanie.	18,5 %
La Yougoslavie	2,5 %
La Nouvelle Hongrie	14,8 %
	100 %

A. *Réserves de la Roumanie.* — Toutes les industries mécano-métallurgiques reposent sur l'existence du mine-

mitives ayant trait à la purification et aux combinaisons qui les font propre à une utilisation plus durable. La mécano-métallurgie (mekhane-machine, grec) s'emploie à la transformation de cette masse métallique primitive en instruments, machines, etc... nécessaires à l'activité humaine. Tandis que la sidérurgie met en valeur des matières qui, économiquement, étaient inexistantes, la mécano-métallurgie rend utilisable selon les variables besoins de la production, la matière primitive informe que la sidérurgie lui offre et qui a une valeur réduite.

(1) Il y a surtout 5 régions riches en minerai de fer, toutes dans le Banat et dans la Transylvanie : Ghelar, Banat (Rechitza, etc.) Nord de la Transylvanie, les Carpathes de l'ouest et Bihor. Trois usines sont spécialisées dans le traitement du fer : Rechitza, Hunedioara et Vlahitza. Pour la transformation du fer et de l'acier en produits laminés il y a 5 usines : Rechitza, Titan, Nadrag, Calan et les usines métallurgiques de Grivitza (Bucarest). Ces usines ont en tout une capacité de production de 260 milles tonnes par an.

rai de fer car c'est celui-ci qui leur fournit la fonte et l'acier. Ce n'est pas un simple fait du hasard que les pays qui possèdent de riches gisements de fer sont également les pays qui ont une industrie mécano-métallurgique puissamment développée. Le mot de Bismarck n'a pas perdu son caractère d'actualité : le charbon et le fer sont les deux pôles autour desquels tourne toute activité économique. Mais tandis que le charbon, comme réserve d'énergie industrielle, a subi un certain recul par la découverte et l'utilisation de plus en plus répandues de l'énergie hydraulique, le fer maintient depuis l'âge primitif son importance capitale de matière première indispensable à tout progrès technique.

Quelle est la situation de la Roumanie ? Possède-t-elle du fer en quantité suffisante pour lui permettre au moins l'approvisionnement du marché intérieur, la satisfaction des nécessités urgentes et indispensables à la sûreté nationale ? Quelles sont ses réserves visibles et probables ?

Dans l'Europe, la Roumanie occupe en ce qui concerne les richesses sidérurgiques la 16^e place ; la France en occupe la première, suivie par l'Angleterre, la Russie, la Norvège etc...

Selon Behagel, les réserves en minerai de fer de la Roumanie seraient de 35.042.000 tonnes. D'après Oscar P. Graf elles ne seraient que de 33.080.000 tonnes.

A. Topliceano estime que ces réserves ne peuvent être supérieures à 18 millions de tonnes et considère leur épuisement très proche (1). St Chicos, pour sa part, es-

(1) ALES. TOPLICEANO, *op. cit.*, p. 16.

time les réserves visibles à 9.408.000 tonnes et les réserves probables à 23.072.000 tonnes (1).

Mais peu importe le chiffre exact, car il est extrêmement difficile de savoir avec exactitude ce que la terre renferme dans ses profondeurs. La conclusion qui se dégage est sensiblement la même : la Roumanie ne possède pas de quantités de minerai de fer suffisantes pour lui assurer un brillant avenir dans la production métallurgique. Le problème de l'importation se pose avec acuité pour épargner les faibles ressources qui menacent de finir au maximum en 27 ans au rythme de la consommation actuelle, et en 12 ans si toute la consommation interne est satisfaite uniquement par les produits des usines nationales.

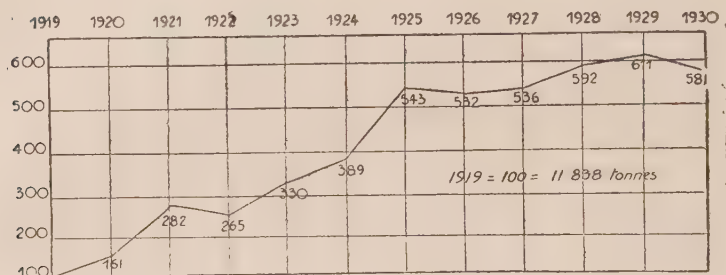
B. — *Production et Consommation.* — Après la guerre, la production en minerai de fer de la Roumanie a été :

1919	112.681 tonnes	100	1927	96.138 tonnes	86
1920	73.839 »	71	1928	83.869 »	74
1921	91.109 »	81	1929	90.014 »	80
1922	94.607 »	84	1930	92.517 »	82
1923	99.293 »	88			
1924	102.537 »	91			
1925	107.384 »	95			
1926	102.799 »	91			

Pendant toute cette période de 12 ans, la Roumanie n'a jamais pu atteindre la production de l'année 1919.

(1) ST. CHICOS, *Les richesses minières, op. cit.*, Buc., 1925.

La fabrication de la fonte a été pendant cette même période, telle qu'on la voit dans le tableau suivant :



La situation de l'Europe en ce qui concerne la production de la fonte pour l'année 1926 a été la suivante : 45,13 % de la production mondiale, ainsi répartie entre les principaux pays :

L'Allemagne	12,18 %
La France	11,87 %
La Belgique	3,13 %
.....	
La Roumanie	0,13 %

La capacité de travail des usines a été après la guerre toujours supérieure au rendement effectif : les usines de l'État d'Hunediora ont une capacité annuelle de 145.000 tonnes, les fonderies de Vlahitza, 25.000 tonnes, les usines de Rechitza 160.000 tonnes. Tenant compte de leurs possibilités, ces trois usines n'ont travaillé en 1919 qu'une quantité infime de fonte : 3 % de ce qu'elles auraient pu accomplir.

Le maximum de production a été en 1929 quand la fonte s'est élevée au chiffre de 72.346 tonnes (21 % de la capacité totale). La cause a été indiquée par nous et elle consiste dans l'absence du coke métallurgique absolument nécessaire au travail de la fonte.

Les quantités de fonte capables de satisfaire aux besoins industriels de la Roumanie peuvent être tout à fait approximativement estimées à l'heure actuelle au chiffre de 400.000 tonnes, ce qui représente une quantité de minerai brut de 850.000 à 900.000 tonnes. En admettant une réserve de 18 millions de tonnes, l'épuisement du gisement sera un fait accompli dans 20 ans ! Si le rythme du développement industriel s'accroît, ce chiffre se trouvera fatalement diminué. Ainsi le chiffre de 12 ans fourni par A. Topliceanu ne nous semble point exagéré.

En ce qui concerne l'acier, la participation de l'Europe à la production mondiale a été de 44,21 %.

Les principaux pays entrent :

L'Allemagne	pour	13,14 %	
La France	»	8,93 %	
La Grande-Bretagne	»	3,86 %	
La Belgique	»	3,59 %	
.....			
La Roumanie	»	0,11 %	dernier pays de l'Europe.

La production de l'acier et du fer en tonnes a été croissante en Roumanie :

1919	1920	1921	1922	1923
42.101	39.736	44.802	67.852	82.424
1924	1925	1926	1927	
86.688	100.638	111.566	130.066	

En 1927 l'acier et le fer ont été traités surtout à Rechitza et à Ferdinand : la première a traité 81,4 % de son entière capacité, la seconde 80 %, respectivement 107.281 tonnes et 12.805 tonnes.

Ces quantités de fer et d'acier ont été travaillées en produits laminés dans les six usines mentionnées plus haut : leur capacité intégrale de production n'a jamais été entièrement utilisée.

La consommation faite dans le pays a été en 1927 de 316.074 tonnes de produits laminés, tandis que la production totale s'était élevée à peine à 173.079 tonnes. La Roumanie a dû importer 142.995 tonnes, donc 45,3 % de la demande nationale. Dans les années suivantes ces chiffres ont marqué une augmentation plus grosse (1).

Quant au poids, les importations en fer et ses dérivés occupent une proportion considérable dans la balance commerciale roumaine : 30,91 % pour 1929 et 30,59 % pour 1930. En envisageant la valeur, ces chiffres devien-

(1) Pour la Roumanie, connaissant à fond sa situation, il n'y a que deux situations à envisager ; ou la substitution au fer d'un autre métal-chose que la science n'a pu encore découvrir —, ou l'importation. La Roumanie se trouve dans la fâcheuse situation d'importer du fer et les pays qui présentent les plus grandes facilités de transports sont la Yougo-Slavie, l'Algérie et l'Espagne.

nent respectivement de 15,21 % et 15,28 % du total (1).

C / — *Situation économique de l'industrie sidérurgique.*

Années	N. établis.	Force mot.	Capit. investi	Val. mat.
1919	6	42.873	106.905	51.359
1926	10	45.948	84.977	543.218
1929	9	37.525	1.618.033	1.016.644

Années	Val. combust.	Val. prod.	Personnel	Proportion de la plus value
1919	27.435	168.100	—	53 %
1926	92.090	1.416.781	12.176	55 %
1929	378.063	2.297.641	5.731	40 %

Malgré les capitaux de plus en plus nombreux, l'industrie sidérurgique roumaine a eu la valeur totale de la production relativement diminuée, après une période florissante placée autour de l'année 1926. La cause du ralentissement survenu après cette année est dûe d'un côté à la crise mondiale et de l'autre à la politique plus sage suivie par l'État roumain en matière d'importation.

Quand les produits du sous-sol ont commencé à être économisés, l'industrie sidérurgique a subi les difficultés de toute industrie dont la matière première vient de

1)	Quantités-tonnes		Valeurs-milliers lei	
	—	—	—	—
	1929	1930	1929	1930
	335.214	236.723	4.469.883	3.442.382

l'étranger et qui voit ainsi son coût de production diminuer dans des proportions imprévues.

Les données statistiques des usines de Rechitza indiquent minutieusement les quantités de plus en plus élevées de minerai étranger, quantités qui entrent surtout dans la préparation des semi-fabriqués et de l'acier.

Les usines ont pensé remédier à cet état de chose par une diminution du personnel, sans y parvenir d'ailleurs ; le chômage fit son apparition avec son cortège de misères et de troubles sociaux. La proportion de la plus-value de l'industrie sidérurgique est à la baisse, ce qui signifie que la valeur de la matière première et celle du combustible ont augmenté plus que proportionnellement à la valeur de la production.

II. *La métallurgie des autres métaux*

La Roumanie possède d'autres ressources qui, dans le passé, constituaient sa véritable renommée : l'or, l'argent, le cuivre, le plomb, etc. (1).

L'attention de l'État sur leur exploitation rationnelle ne s'est fixée que dernièrement et les résultats ne sont pas encore connus. Il y a quelques années encore les mines d'or et d'argent de la Transylvanie étaient cons-

(1) Les Grecs connaissaient l'or de la Transylvanie et les comptoirs commerciaux ouverts sur le littoral de la Mer Noire en sont le témoignage. La légende de Jason et de la Toison d'Or a pour origine cette richesse du sous-sol roumain. Les Romains ont exploité méthodiquement l'or et l'on voit encore les vestiges de cette exploitation dans certaines mines de Transylvanie.

tamment déficitaires ; l'État continuait une exploitation malgré les résultats défavorables uniquement dans le but de ne pas laisser chômer la population pauvre de ces régions montagneuses.

La production des métaux après la guerre a été telle qu'on la voit dans le tableau ci-dessous :

	1923	1924	1925	1926
Or.....	1.342	1.311	1.245	1.731
Argent.....	2.341	2.246	2.382	2.914
Cuivre	70.813	89.635	132.661	189.184
Plomb et Anti- moine	402.433	433.118	496.417	655.384
Bismuth	103	—	63	—
Mercure.....	—	254	3.257	2.026
Email extrait du plomb	142.650	150.857	106.325	25.300
	1927	1928	1929	1930
Or	2.006	1.809	2.213	2.672
Argent.....	4.376	2.279	28.222	4.418
Cuivre	215.455	103.671	143.470	169.241
Plomb et Anti- moine	836.886	537.370	565.222	984.312
Bismuth	—	—	—	—
Mercure.....	3.560	—	—	—
Email extrait du plomb	67.300	41.700	106.441	194.600

La valeur de ces métaux, obtenus par la transformation des minerais bruts, a été pour les années 1929 et 1930 :

	Année 1929	Année 1930
Or fin.....	245.870.642 lei	296.874.181 lei
Argent.....	7.587.871 »	8.685.804 »
Cuivre	7.670.494 »	7.008.880 »
Plomb et Anti- moine	12.407.731 »	17.297.650 »
Email extrait du plomb	2.836.194 »	5.071.750 »
Total	276.372.932 lei	334.938.165 lei

Dans les meilleures années de production, la valeur totale des richesses minières indiquées plus haut ne s'élève jamais à plus de 334 millions de lei ; il faudrait déduire de ce chiffre les dépenses nécessitées par l'administration des mines, pour le transport du minerai et du métal, par les salaires des ouvriers, etc.

Quant aux produits fabriqués avec le métal fin, nous n'avons pas de statistiques susceptibles de nous indiquer la participation de l'industrie nationale ; l'État roumain est acheteur aux prix mondiaux de toute la production de l'or et de l'argent du pays.

SECTION II

LA MÉCANO-MÉTALLURGIE

Le but de l'industrie mécano-métallurgique consiste dans la transformation de la matière première et des semi-fabriqués en produits finis et variés capables de

satisfaire les nécessités de la consommation. Ainsi les diverses activités de la mécano-métallurgie constituent dans leur ensemble un tableau très varié et leur classement dans les statistiques est souvent imparfait. Nous n'en citerons que quelques-unes : constructions métalliques, fabrication de chaudières, de machines, de véhicules, ateliers mécaniques, fil de fer et autres, ferblanteries et ornements métalliques, tubes et autres produits en plomb, chantiers maritimes, etc., etc.

La situation se présente ainsi :

Années	Nbre d'étab.	Force mot.	Capital investi	Val. mat. première	Val. prod.	Personnel
1919	284	14.969	177.085 (1)	291.373	1.124.664	328.650
1926	526	40.250	93.371	2.909.775	5.566.505	2.386
1929	435	44.002	5.672.355	2.372.760	5.878.104	34.070

(1) La valeur du capital investi pour l'année 1926 est toujours donnée en lei-or.

La proportion de la plus-value a été de 71 % pour 1919, 41 % pour 1926 et 64 % pour 1929.

Le plus grand nombre d'établissements est occupé par les ateliers de réparations et constructions de pièces mécaniques (121) ; leur capital se chiffre par 655 millions de lei et leur production par 215 millions de lei.

Quant aux diverses machines dont la Roumanie ressent le plus vivement la nécessité, — les machines agricoles, — la production de l'industrie mécano-métal-

lurgique est loin de satisfaire la demande intérieure. Ainsi en 1927 alors que la consommation intérieure a été de 3.268 tonnes, la production n'a atteint — avec des efforts considérables — que 2.037 tonnes. On a fait appel à l'étranger pour couvrir la différence de 1.231 tonnes ; il s'en suit qu'en machines agricoles la production indigène ne couvre que 65 % de la demande nationale, le reste de 35 % vient de l'étranger.

En machines nécessaires à l'industrie de la minoterie, — l'une des principales industries roumaines — la production des usines a été de 705 tonnes tandis que la consommation s'est élevée à 1.747 tonnes. La production par rapport à la consommation a été de 40 % ; le reste de 60 % ne trouve satisfaction qu'à l'aide du recours à l'étranger.

Les sept sociétés qui travaillent à la fabrication des wagons et des locomotives produisent une quantité approximative de 12.867 tonnes par an ; la consommation du pays s'élève à 25.708 tonnes, ce qui nécessite un appel à l'étranger de 12.899 tonnes. L'importation par rapport à la demande nationale est donc de 50 %.

SECTION III

CONCLUSIONS

L'industrie métallurgique selon le capital employé, représente dans le total de l'industrie roumaine, une

participation de 16 % ; elle est uniquement dépassée par les industries alimentaire et du bois, et suivie de près par l'industrie chimique, 15 %.

Quant au personnel, l'industrie mécano-métallurgique n'est dépassée que par celle du bois. De puissants intérêts financiers sont liés directement ou indirectement à son développement, la vie d'un grand nombre de travailleurs est assurée par son existence, les intérêts permanents de l'État doivent être sérieusement pris en considération quand on envisage l'avenir de cette industrie.

Par rapport à la consommation interne, l'industrie mécano-métallurgique couvre en moyenne 64,2 % du total quantitatif et 38,4 % du total valeur (1).

La conclusion qui se dégage ne peut être que pessimiste : manque de matière première, manque de coke métallurgique, et donc impossibilité de préparation de la fonte, nécessité évidente d'importation autant en matières premières qu'en produits fabriqués.

La défense de l'industrie métallurgique roumaine telle qu'elle se présente à l'heure actuelle — dans l'avenir sa situation ne peut qu'empirer — a été préconisée sous la forme d'une puissante protection, capable de la maintenir à la limite de la consommation intérieure.

Cela nous semble, une fois de plus, une grave erreur. car d'un côté, en admettant l'appauvrissement continu en matière première, l'appel à l'étranger sera de plus en plus insistant, de l'autre côté, la diversité de la

(1) ALEX. TOPLICEANU, *op. cit.*, p. 119.

demande interne en produits métallurgiques finis doit nécessairement trouver satisfaction à l'heure actuelle même. Cette satisfaction ne peut être conçue qu'à l'aide des importations.

Les principes d'une autarchie économique sur le terrain de la satisfaction en produits métallurgiques du marché national roumain, nous semblent une véritable absurdité. Une politique raisonnable doit diriger ses efforts selon un principe suffisamment connu en matière de politique commerciale : payer les importations par des produits que les autres industries roumaines pourraient exporter ou tout simplement par les produits du sol.

Du point de vue politico-économique, il nous semble qu'on ne peut accepter comme valable que cette solution qui satisfait une double exigence : celle d'une grande consommation avec des prix réduits et celle des limites que la nature elle-même a fixées au développement de l'industrie d'un peuple.

CHAPITRE X

LES INDUSTRIES TEXTILE ET DU PAPIER

SECTION I

L'INDUSTRIE TEXTILE

C'est peut-être l'industrie textile roumaine — ancienne industrie nationale — qui a, le plus souffert de la guerre (1). En 1919 elle a produit pour les besoins du pays, seulement 20 % de ce qu'elle produisait avant la guerre. La cause consiste dans son abandon, presque entier, devant les autres nécessités plus urgentes de l'époque, devant le développement fatal des industries plus utiles à remplir l'unique but du moment : la défense du pays.

Dans le tableau ci-dessous, on peut voir sa situation économique pendant la période d'après-guerre :

(1) Par industrie textile, en Roumanie, on entend la transformation des produits naturels comme le chanvre, le lin, la laine, etc., en produits plus ou moins finis susceptibles de satisfaire aux besoins de l'homme. Les principales branches de cette industrie sont : les fabriques d'étoffes et de fils de laine, les fabriques de tissus, de coton, de soie, de jute, etc...

Années	Nombre étab.	CV		Valeur du capital investi (milliers les)	
			%		%
1919	1156	13.530	2,8	109.014	3,9
1926	462	28.924	7	86.538	10
1929	516	40.421	8	5.515.426	13

Années	Valeur production (milliers les)		Personnel		Proportion de la plus-value
		%		%	
1919	1.007.895	8,5	10.409	6	51
1926	6.656.062	15	30.406	14	24
1929	8.448.536	15	35.963	17	43

A l'augmentation du nombre des établissements, une augmentation proportionnelle s'est manifestée dans les autres directions : chevaux-vapeur, capital investi, valeur de la production, personnel, etc. Il est évident que le rythme du développement n'a pas été le même mais il est incontestable que tant en chiffre absolu qu'en chiffre relatif — rapport à l'industrie générale roumaine — l'industrie textile a fait des progrès considérables. La proportion de la plus-value, après avoir subi une diminution autour de l'année 1926, a repris un mouvement ascendant mais sans arriver jusqu'à aujourd'hui au chiffre de 1919.

Si ce mouvement continue — et il n'y a pas de motifs qui s'y opposent — l'industrie textile roumaine deviendra, en quelques années, une des principales du pays ;

elle pourra alimenter avec ses produits non seulement marché interne, mais aussi celui des pays voisins.

Avant la guerre, la production des fabriques ne pouvait couvrir que $1/3$ de la demande nationale ; aujourd'hui elle couvre 80 % de cette demande. Sur 8.200 tonnes de laine consommée en Roumanie en 1927, 1.500 seulement provenaient de l'étranger ; le reste était produit et transformé dans le pays.

En ce qui concerne la laine, la production annuelle de la Roumanie est, à l'heure présente, d'environ 17.000 tonnes (laine lavée). Sur cette quantité, 5.000 seulement sont achetées par les entreprises industrielles, approximativement 250 tonnes sont exportées et le reste de la production est consommé par les petits ateliers ou par les ménagères.

Les importations et les exportations d'après-guerre ont été assez réduites : (voir le tableau qui suit p. 190).

La quantité de laines transformées pendant l'année 1927 a été de 5.000 tonnes dont 1.000 tonnes ont été des laines fines. La majeure partie des fils de laine peignée vient de l'étranger (1).

Le nombre d'établissements qui transforment la laine en tissus, était en 1929 de 101 ; le capital investi s'élevait à 2.405 millions de lei, ce qui lui donnait une participation au total de l'industrie textile de 44 %. La valeur de la matière première, transformée par les

(1) La Roumanie importe approximativement 1.500 tonnes de fils de laine peignée dont la qualité varie entre 10.000 m. et 32.000 m. au Kg.

Années	1912	1919	1920	1921
Quantités importées (tonnes) ..	466	31	15	609
Pays de provenance	100 % Autriche Hongrie	100 % Hongrie	108 % Hongrie	40 % Allemagne 40 % Hongrie
Quantités exportées (tonnes) ..		45	104	

Années	1922	1923	1924
Quantités exportées (tonnes) ..	1.625	1.344	193
Pays de provenance	40 % Allemagne	20 % Hongrie 17 % Allemagne	82 % Allemagne
Quantités exportées (tonnes) ..		28	184

métiers mécaniques, a été pendant la même année, de 1.596 millions de lei. La valeur de la production s'est élevée à 2.974 millions de lei, ce qui lui accordait une participation à l'ensemble de la production textile de 35 %.

En ce qui concerne la fabrication du coton, la matière première doit être importée. Ainsi en 1927 la Roumanie fut forcée d'importer pour une somme de 7.380 millions de lei, soit 23 % de la valeur de ses importations, tandis qu'en 1912 ce chiffre n'était que de 1,25 %. Par contre, si nous regardons la possibilité de l'industrie textile

de satisfaire les besoins du pays, une constatation simple s'impose : avant la guerre l'Ancien-Royaume ne pouvait satisfaire les besoins du pays en produits cotonniers que dans une proportion de 8,3 %. A l'heure actuelle, l'industrie cotonnière couvre 25 % des besoins du pays. Le nombre d'établissements travaillant le coton est de 90, ayant un total de 8.000 métiers mécaniques. La fabrication des fils de coton ne se fait pourtant que dans deux grandes entreprises : l'industrie textile d'Arad disposant de 24.000 fuseaux et la Société pour l'industrie du coton de Bucarest disposant de 11.000 fuseaux. La production est approximativement de 2.300 tonnes de fils de coton par an et les importations sont considérables par rapport, d'un côté, à cette quantité infime, et de l'autre aux besoins du pays. En 1927 l'appel à l'étranger a été de 15.000 tonnes de fils, qualité supérieure.

La force motrice qu'utilise ce sous-groupe d'industrie textile s'élève à 10.700 CV occupant un personnel approximatif de 10.000 ouvriers.

Le capital investi est de 40 millions de lei-or contre 7 millions de l'Ancien-Royaume.

La soie naturelle, par contre, est produite dans le pays et son emploi était très répandu dans le passé. La consommation de ce produit a été, en 1927, de 34.000 kgs de fils dont uniquement 10.000 kgs avaient une provenance indigène. Souvent, cette soie naturelle dans le processus de la fabrication, est combinée avec de la soie végétale, du coton ou de la laine ;

la production totale de ces soies simples et combinées fût, en 1927, de 45 tonnes.

Les soies végétales sont importées ; pour l'année indiquée plus haut l'importation a été de 70 tonnes (fils) dont 50 tonnes ont été absorbées par le tissage. Le nombre d'établissements qui les travaillent est de 20, ayant une capacité annuelle de production de 60 tonnes.

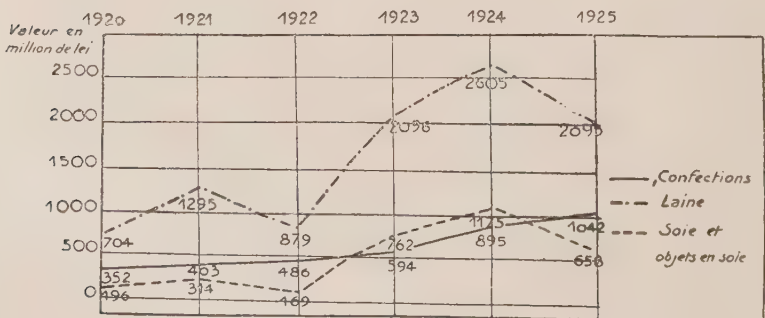
Si on regarde les quantités de soies naturelles et ouvrages en soie importés, on constate une diminution considérable à partir de l'année 1926.

Années	1925	1926	1929	1930
Quantités (tonnes).	411	1.413	51	47

Par contre, l'importation des matières textiles végétales et dérivés a subi pendant la même période une légère augmentation.

Années	1925	1926	1929	1930
Quantités (tonnes).	40.288	40.939	54.247	49.592

Dans le tableau ci-dessous, on peut voir la valeur des importations des produits textiles pendant la période 1920 à 1925.



Les exportations pendant les mêmes années ont été en lei :

Année	1920	1921	1922
Laine	2.000.000	9.000.000	22.000.000
Confections.....	788.000	1.706.000	3.115.000
Soies et objets en soie	17.000	1.266.000	1.119.000

Année	1923	1924	1925
Laine	47.000.000	76.000.000	158.000.000
Confections.....	4.758.000	9.655.000	42.000.000
Soies et objets en soie	5.000.000	16.000.000	17.000.000

La participation à l'ensemble de la balance commerciale roumaine pour quatre années a été quant à l'importation :

Années	1925	1926	1929	1930
En quantités ..	4,48 %	4,46 %	5 %	6,41 %
En valeur.....	29,84 %	25,81 %	25,32 %	29,73 %

Les sommes que la Roumanie verse à l'étranger en échange des produits textiles et dérivés sont considérables et constituent dans la balance commerciale de ce pays un des plus coûteux articles du passif. Une amélioration, malgré tout, est perceptible en ce sens

que, pendant les cinq dernières années, à une augmentation des quantités importées de 10.000 tonnes correspond une diminution en valeur de 2 milliards de lei. Prenant comme point de comparaison l'année 1925 = 100, l'indice des quantités importées serait à 123 en 1930 tandis que celui des valeurs payées serait à 75.

La conclusion est que tout en étant encore grande importatrice de matières textiles, la Roumanie a développé certaines industries qui, travaillant la matière première soit indigène, soit de provenance étrangère, diminuent par ce même fait le nombre des achats faits dans d'autres pays. Ainsi la fabrication des chapeaux est presque nationale car elle couvre 95 % de la demande. Les sous-groupes des cordes, des ficelles de jute ou de chanvre satisfont les besoins indigènes dans une proportion de 87 %.

Mais les importations de chanvre brut (500 tonnes annuellement) et le manque de filatures mécaniques travaillant plus de 5.000 mètres au kilogramme de ce produit sont des indications que, malgré un effort sensible en vue de pouvoir se suffire à elle-même, la Roumanie est encore loin de la réalisation de ce but.

SECTION II

L'INDUSTRIE DU PAPIER ET DES ARTS GRAPHIQUES

L'industrie du papier, après la guerre, a suscité de vives discussions en Roumanie ; souvent elle fut accusée de parasitisme car se basant sur un encouragement

excessif de la part de l'État, elle a fini par négliger complètement les intérêts du grand public consommateur.

Situation économique

Années	Nombre d'étab liss.	Force motrice		Valeur capital investi	
		HP.	%	Milliers lei	%
1919	134	2.213	0,46	70.134	2,4
1926	150	23.955	5	42.932	5
1929	147	29.971	6	2.128.554	5,2

Années	Valeur production		Personnel		Proportion de la plus-value
	Milliers lei	%		%	
1919	173.391	1,4	5.872	3,7	51
1926	1.774.223	4	9.689	4,6	39
1929	2.447.093	4,3	10.668	5	54

Le développement de l'industrie du papier et des arts graphiques s'est accompli dans la période qui a suivi immédiatement la guerre, c'est-à-dire jusqu'en 1926. A partir de cette année elle suit le mouvement général de l'industrie avec une légère augmentation qui est presque insignifiante. Les chiffres absolus des chevaux-vapeur, des capitaux, de la valeur de la production, du personnel, etc... augmentent, mais ce mouvement ascendant n'a pas dépassé le rythme du développement industriel général. Cela se voit très bien dans

le tableau précédent en ce sens que les chiffres indiquant la participation à l'ensemble restent à peu près stationnaires.

La proportion de la plus-value, après une baisse sensible autour de l'année 1926, suit un mouvement de hausse dû moins à la transformation poussée de la matière première qu'au maintien artificiel du prix de vente par une situation spéciale de monopole de fait que les fabriques de papier détiennent dans le pays.

Le principal sous-groupe de cette industrie est sans doute le sous-groupe des fabriques de papier dont les plus grandes sont celles de Busteni et de Letea, la première possédant un capital de 110 millions de lei — actions et obligations, bilan 1928 — et la seconde 120 millions de lei.

Le nombre total d'établissements était en 1926 de 16, ayant inscrit un capital de 25 millions de lei-or et une force motrice de 21.191 CV. Le total de la force motrice utilisée par l'industrie du papier a été en général, cette année, de 23.955 CV. La valeur de la production a été de 1.118 millions de lei.

Nous n'insisterons pas sur les autres fabriques : cartonnages, imprimeries, car malgré leur nombre excessif d'établissements, elles ont des capitaux réduits et une production semblable.

La production des fabriques de papier a été croissante jusqu'en 1925 :

1919	7.260 tonnes	1922.....	18.250 tonnes
1929	9.170 »	1923.....	24.000 »
1921	13.250 »	1924.....	39.000 »

mais les demandes étaient encore plus grandes, de sorte qu'en 1924 par exemple la production nationale roumaine n'a pu couvrir que 74 % de la consommation (53.000 wagons). La consommation annuelle et par tête d'habitant était à cette époque d'approximativement 2,3 kgs. ; à l'heure actuelle elle est de 3,2 kgs. ce qui représente une quantité minime (1). La cause doit être recherchée d'un côté dans le nombre réduit des gens qui lisent — pays encore agricole, la Roumanie offre par ses paysans une demande faible — et de l'autre dans la mauvaise politique suivie par l'État : par un encouragement excessif de l'industrie du papier il n'a fait que diminuer la capacité d'achat.

Dans n'importe quel pays d'Europe, le papier est moins cher qu'en Roumanie et en 1932 un projet de loi d'initiative parlementaire tendant à la réduction de 80 % des droits de douane, n'exagère en rien, qualifiant les prix payés par le consommateur roumain de « fabuleux ». En effet, le papier d'impression se vend en Roumanie 19,30 lei le kilogramme, tandis que l'étranger nous l'offre à 10,50 lei le kilogramme ; le papier à écrire se vend à 26,30 lei le kilogramme, tandis qu'il nous est offert à 13 lei ; le papier velin se vend en Roumanie 38,30 lei et on reçoit des offres de l'étranger à 16,50 lei le kilogramme. L'industrie graphique se plaint et voit son avenir sérieusement menacé par cette pro-

(1) La Roumanie est quant à la consommation du papier le dernier pays d'Europe, excepté la Russie. L'Angleterre tient la tête avec une consommation de 37 Kgs par an et par habitant.

tection excessive accordée à l'industrie du papier. En effet, les taxes douanières sont tellement élevées qu'elles ont donné la possibilité aux fabriques de papier de Roumanie d'augmenter les prix de leurs produits dans des proportions énormes, augmentation qui touche quelquefois 230 % par rapport au prix du papier importé de l'étranger. La taxe douanière pour le papier à imprimer varie entre 9,75 et 11,25 lei au kilogramme ; pour le papier à écrire elle varie entre 13,65 et 21 lei et enfin pour le papier vélin entre 18,84 et 26,25 lei par kilogramme.

Cet impôt indirect sur le papier — il est inutile d'insister — nous semble dirigé contre la culture du peuple et donc contre son avenir. La grande majorité des habitants de la Roumanie est constitué par la classe paysanne pauvre et sans les vieilles traditions de liberté politique des pays occidentaux. Cette classe ne peut devenir grande consommatrice de papier à cause des prix élevés que les fabriques, par une organisation sui-générís appelée « office de vente du papier » — sorte de trust — maintiennent jalousement, aidées par la protection de l'État.

L'argument des fabriques dont les intérêts sont opposés, dans cette circonstance, à ceux de l'industrie graphique, consiste à légitimer cette protection par une défense nationale devant le dumping étranger.

Mais il n'y a aucun dumping du papier en Europe. Tous les pays producteurs de papier dans la fixation de leur tarif douanier, ont eu en vue les prix mondiaux et ont fixé les taxes selon ces prix afin que l'importation

du papier ne soit pas possible au détriment du produit national. Le tarif roumain par contre est prohibitif. Les journaux étrangers paient le papier beaucoup moins cher que les journaux roumains. Ainsi : *Le Matin* paie 135 francs pour 100 kilogrammes de papier, donc 2,75 lei le kilogramme, *Frankfurter Zeitung* paie 8 lei le kilogramme, *Le Soir* de Bruxelles, 8,50, les journaux hongrois 7,50 lei, les journaux autrichiens 9 lei. *Pester Lloyd* de Budapest paie 8 lei le kilogramme (1). Les journaux grecs, bulgares et yougoslaves s'approvisionnent en Autriche en payant le kilogramme de papier : 8,50 lei. En Roumanie on le paie 22 lei le kilogramme et les imprimeries n'arrivent à subsister que grâce à des permissions d'importation temporaires accordées par certains gouvernements. Jamais les fabriques n'ont procédé à une réduction volontaire des prix ; elles n'ont cédé que devant la menace du gouvernement de permettre l'introduction du papier étranger par une modification du tarif douanier. Mais souvent les gouvernements se sont montrés faibles et ont trahi les intérêts du public non organisé.

Le trust du papier insiste sur la protection douanière que l'État lui doit à l'heure actuelle, plus que jamais, mais il nous semble que cette allégation est bien curieuse étant donnée la protection de plus de 50 ans dont l'industrie du papier a joui en Roumanie en dehors d'autres avantages économiques. Mieux vaut renoncer

(1) La matière première du papier est tirée du bois et il est connu que la Hongrie possède moins de forêts que la Roumanie.

définitivement à une industrie qui, même après 50 années d'encouragement de la part de l'Etat, se trouve encore dans l'impossibilité de vivre par ses propres moyens.

La spéculation du public, dans le cas qui nous intéresse, est trop évidente ; il ne faut tirer aucune conclusion pessimiste sur l'avenir de cette industrie à condition bien entendu que l'État intervienne, non d'une façon active qui pourrait fausser une fois de plus la liberté de la concurrence, mais d'une façon passive tout au moins ; laisser cette liberté jouer pour que celui qui mérite de vivre résiste, et celui qui est voué à la destruction meure.

Pour montrer que les fabriques de papier pouvaient se passer de quémander continuellement la protection, nous nous permettons de jeter un coup d'œil sur les bilans des fabriques de Busteni et de Letea, bilans arrêtés au 31 décembre 1928. La première fabrique, sur un capital de 111 millions de lei, a amorti un fond pour 144 millions de lei, en dehors du bénéfice qui se monte à 13 millions de lei. En 1931, son bilan accuse, sur un capital de 110 millions de lei, un fond d'amortissement de 200 millions de lei.

Pour la fabrique de Letea, le 31 décembre 1928, le bilan accuse un fond d'amortissement de 91 millions de lei et des bénéfices de 43 millions de lei sur un capital total de 120 millions de lei. Le 14 janvier 1928 elle avait donné à ses actionnaires des dividendes en valeur de 76 millions de lei.

On peut voir que la situation de ces fabriques n'est pas désespérée et que le trust réalise de jolis revenus

au moyen de taxes douanières élevées et de l'encouragement que l'État roumain se croit obligé d'accorder avec une largesse inexplicable et avec des sacrifices souvent douloureux à toute industrie nationale.

CHAPITRE XI

LES INDUSTRIES CHIMIQUE ET ÉLECTRO-TECHNIQUE

SECTION I

L'INDUSTRIE CHIMIQUE

Par le nombre de capitaux qu'elle détient, l'industrie chimique roumaine se classe parmi les principales du pays ; en 1929 elle n'était dépassée que par les industries alimentaire et métallurgique. Quant à la valeur de la production elle occupe la seconde place, toujours après l'industrie alimentaire. En dehors de ces intérêts purement financiers qui sont liés à son existence, de légitimes intérêts nationaux sont également en jeu car une partie de l'industrie de guerre repose sur la production chimique : les explosifs, les gaz, les acides, etc. Son développement est plus lent que celui des autres industries en ce sens que l'industrie chimique est plus exigeante sous certains rapports : elle demande des spécialistes, une main-d'œuvre intelligente, de grands investissements qui ne peuvent être amortis qu'à longue échéance, elle doit en permanence lutter avec les industries étrangères qui lui font concurrence.

Sa situation économique après la guerre a été la suivante :

Années	Nombre d'étab.	Chevaux-vapeur		Valeur capitaux	
			%	Milliers lei	%
1919	187	56.526	11,8	247.338	8,7
1926	251	44.095	10,7	96.972	11
1929	248	69.326	13,8	6.131.895	15

Années	Valeur produc.		Personnel		Proportion de la plus-value
	Milliers lei	%		%	%
1919	1.217.917	10,4	8.740	5,5	60
1926	2.562.379	5,8	9.515	4,5	39,7
1929	11.011.389	15,9	19.238	9	41,8

La principale branche de l'industrie chimique est la distillerie des pétroles si l'on prend comme critérium l'importance des capitaux investis ; elle emploie 3 milliards de lei en 1929 sur un total de 6.131 millions de lei affectés aux entreprises chimiques, par conséquent jusque 50 %. Vient en second lieu le sous-groupe des carbures de calcium et cynamides qui ont un capital de 540 millions de lei. La soude, le chlore et les hyperchlorites, ayant uniquement deux établissements en Roumanie, ont un capital de 407 millions de lei.

Mais si l'on prend comme critérium le nombre de chevaux-vapeur employés, l'ordre de l'importance se trouve un peu modifié : sur un total de 69.326 CV en

1929, les carbures de calcium et les cyanamides utilisent 30.000 CV, suivis de très loin par les distilleries de charbon 12.016 CV et les distilleries de pétrole 8.608 CV.

Si nous prenons comme critérium la valeur de la production, la première branche est toujours la distillerie de pétrole qui, sur une valeur totale de production de 11.011 millions de lei en 1929 produit 7.346 millions de lei, ce qui lui donne une participation à l'ensemble de 66,7 % ; elle est suivie de très loin par le sous-groupe de l'industrie du savon et des cierges dont la valeur produite par an est de 510 millions de lei.

La fabrication de la soude, du chlore et des hyperchlorites est assurée par les usines de Solvay qui sont constituées en grande société ayant son siège commercial à Bucarest et possédant deux fabriques : la première installée à Uioara en Transylvanie, produisant de la soude calcinée, caustique et cristallisée (carbonate de soude) ; la seconde à Turda ayant 4.300 CV et produisant de la soude caustique, des hyperchlorites de calcium, de l'hydrogène et, ces derniers temps, également de l'acide chlorhydrique. Les matières premières qu'utilise la fabrique d'Uioara sont le calcium, le sel, le coke et les eaux ammoniacales. La fabrique de Turda emploie uniquement le calcium et le sel. Ces matières se trouvent en abondance en Roumanie à l'exception bien entendu du coke qui doit être importé.

Le procédé de production est celui connu sous le nom de Solvay ; les quantités produites ont continuellement augmenté après la guerre à l'exception d'une baisse qui est à signaler autour de l'année 1926, baisse ayant

trait à la soude caustique et aux hypochlorates de calcium.

Pour la fabrication du carbure de calcium et de la cyanamide, l'industrie chimique possède en Transylvanie à Dicio-San-Martin une seule fabrique utilisant 30.000 CV. Le combustible qui y est employé est fourni par le gaz méthane de Saroche transporté à l'aide d'une conduite. La production consiste en carbure de calcium, cyanamide, oxygène et ammoniac. A partir de 1924 la production s'est étendue également à d'autres substances chimiques : la soude caustique et le chlorure de calcium. En 1925 cette fabrique, pour la première fois, commence à produire des chlorates de potasse ($KaCl$). La production en carbure est constante sans pouvoir naturellement satisfaire les besoins du pays. En 1922, elle a été de 3.407 tonnes et en 1927 de 3.520. En ce qui concerne la cyanamide, la production a été nettement ascendante, 2.356 tonnes en 1922 et 18.303 en 1927. Mais par contre la fabrication de l'oxygène a diminué de 50 %, c'est-à-dire de 11.779 tonnes — production de 1922 — elle descend à 6.161 tonnes — production de 1927. Pour la fabrication de l'acide sulfurique et des sulfates il y a en Roumanie cinq fabriques dont trois sont particulièrement dignes de retenir l'attention. La fabrique « Phoenix » à Firiza-de-jos ayant 175 CV produit l'acide sulfurique, l'acide acétique et le sulfate de cuivre. La seconde est fournie par les usines métallo-chimiques de Zlatna ayant une force motrice de 135 CV et employant 120 travailleurs. Elle

(1) Voir CÉSAR POPESCO, *op. cit.*

s'est spécialisée surtout dans la préparation des sulfates de cuivre et de fer. La troisième est constituée par la société « Marasesti » — société anonyme ayant son siège commercial à Bucarest —. En dehors de deux usines qu'elle possède dans l'Ancien Royaume, à Marasesti et à Valea Calagareasca, cette société en a une troisième à Brasov utilisant 300 CV et 70 ouvriers. En 1927 la production de la soude en Roumanie fut de 12.600 tonnes dont 3.556 tonnes exportées. En ce qui concerne l'acide sulfurique, la capacité théorique de production des fabriques roumaines est de 35.000 tonnes par an, mais en réalité on ne parvient qu'à environ 25.000 tonnes.

La production des savons — une autre branche de l'industrie chimique — a été en 1927 de 8.000 tonnes, ce qui est insuffisant pour la Roumanie et la balance commerciale accuse une importation pour la même année de 383 tonnes. L'industrie des bougies de stéarine a eu une production en 1927 de 683 tonnes et l'importation n'a été que de 4 tonnes. Il s'ensuit donc que pour ces deux articles la Roumanie peut facilement, par un effort insignifiant, sortir de sa situation de débitrice de l'étranger.

L'industrie des caoutchoucs et des celluloïds a été récemment fondée en Roumanie. Une fabrique de caoutchouc fut créée en 1923 à Bucarest ; aujourd'hui la Roumanie possède quatre usines et la production a augmenté sans cesse pour arriver en 1928 à 6.000 tonnes. Pour les celluloïds la consommation normale a été en 1927 de 3.216 tonnes et la production est parvenue diffi-

cilement à 42 tonnes, elle couvre donc uniquement 1,3 % de la demande nationale (1).

En ce qui concerne les engrais chimiques la consommation intérieure est très faible et la Roumanie en exporte chaque année ; en 1927 l'exportation a été de 16.000 tonnes de cyanamides, 3.260 tonnes de poudre d'os et de corne, 2.300 tonnes de superphosphates, etc...

De beaucoup plus importante, à cause des intérêts nationaux se trouvant en jeu, est l'industrie des explosifs. Une seule fabrique existe à Fagarach, créée en 1924 ; le capital qui est investi est de 88 millions de lei et la force motrice de 550 CV. La valeur de la production a atteint à peine, en 1929, la somme de 109 millions de lei. Les articles produits sont : la dynamite, le dacite, l'astralit et le bisulfate de sodium. Ils sont loin de couvrir les besoins du pays. En cas de guerre, l'industrie roumaine des explosifs ne peut subvenir aux nécessités du pays. La dépendance de la Roumanie vis à vis de l'étranger ne constitue pas uniquement une fâcheuse situation d'infériorité économique. mais aussi un danger national

(1) L'importation en celluloïd, en caoutchouc et autres produits végétaux a été ascendante après la guerre.

Années	Quantités importées (tonnes)	Valeur (milliers de lei)
1925	6.015	715.250
1926	7.562	1.192.081
—	—	—
1928	8.865	850.750
1929	8.183	740.386

dont les limites ne pourront jamais être tracées avec certitude.

Chaque année la Roumanie importe de sensibles quantités d'explosifs.

Années	Quantités (tonnes)	Valeur (milliers de lei)
1925	4.611	443.877
1926	1.447	84.702
—	—	—
1928	492	55.703
1929	728	105.215

Une certaine diminution tant en quantité qu'en valeur est visible, ce qui dénote un effort constant de la part de l'industrie nationale en vue de la satisfaction de la demande intérieure par ses propres moyens.

Les autres sous-groupes de l'industrie chimique ainsi que : acide tartrique, colle, asphaltes, produits pharmaceutiques, tannantes, graisses, etc... sont moins importantes autant par le nombre des capitaux investis que par la valeur de la production. Il y a deux motifs qui maintiennent l'industrie chimique dans son état actuel : d'abord le manque de capital qui est une tare générale de la Nouvelle Roumanie affaiblie par la guerre et les réformes sociales qui s'en sont suivies, et l'absence d'une main d'œuvre spécialisée techniquement.

L'industrie chimique, dans une proportion plus grande que les autres industries, demande une longue formation professionnelle, des connaissances techniques, et des qualités morales peu communes.

L'ouvrier roumain, à de rares exceptions, est un paysan qui a quitté la campagne et est venu vivre à la ville où l'existence lui semble plus facile, plus attirante ; ses connaissances restent, la plupart du temps, assez réduites. Il possède en échange, une merveilleuse faculté d'adaptation qui supplée en partie au manque de spécialisation. Mais à travers son poli de travailleur « industriel » perce le véritable fond champêtre de sa nature, la lenteur caractéristique du paysan élevé au milieu des champs dont il garde continuellement le souvenir.

L'esprit industriel profondément enraciné dans la population allemande — moins dans les milieux français — commence aussi à se former en Roumanie. Son mouvement est lent et des générations doivent encore passer pour qu'il arrive au degré existant dans les pays occidentaux.

SECTION II

L'INDUSTRIE ÉLECTRO-TECHNIQUE

L'industrie électro-technique est formée par les usines dont la principale activité consiste à fabriquer du matériel destiné à la production, au transport et à l'utilisation de l'énergie électrique. L'Allemagne détenait avant la guerre 30 % de la production mondiale et son exportation comblait 48 % de l'exportation. Les deux furent terriblement diminuées par la guerre. La France, par contre, prit un essor considérable grâce aux décou-

vertes faites pendant la guerre. Le nombre de ses usines, soit électro-chimiques, soit électro-métallurgiques, a augmenté dans des proportions considérables et la production s'est vue croître dans une proportion de 145 % par rapport à la veille de la guerre.

La Roumanie, dont nous avons vu les grosses difficultés est loin d'avoir une situation privilégiée. Ayant une origine récente, les capitaux et la main d'œuvre spécialisée faisant défaut, l'industrie électro-technique en Roumanie n'a pu donner son rendement et les importations pèsent bien lourdement sur le passif de la balance commerciale.

La situation pendant l'année 1926 et l'année 1929 a été la suivante :

Années	Nombre d'établissements	Force motrice CV.	Capital investi milliers lei	Valeur production milliers lei	Personnel	Proportion de la plus-value
1926	14	458	1.379	114.489	675	40
1929	12	2.026	83.198	208.503	839	54

Selon la situation territoriale, la Transylvanie et le Banat détiennent ensemble plus de 85 % du nombre de CV du capital investi, de la valeur de la production, etc...

Le sous-groupe le plus important était en 1929 celui des machines électriques, utilisant à lui seul 72 % du total du capital investi, 82 % de la force motrice, 57 %

de la valeur de la production, 50 % du personnel, etc.

Vient en second lieu le sous-groupe des accumulateurs et éléments galvaniques. Les appareils et accessoires électriques, les matériaux électriques et les ateliers de réparations, sont si démunis d'intérêts que nous ne voulons plus insister.

La production intérieure couvre uniquement 22,7 % de la demande nationale, le reste de 77,6 % doit être importé chaque année. Les plus grands pays fournisseurs de la Roumanie en appareils et machines électriques sont l'Autriche, l'Allemagne et la Tchéco-Slovaquie.

CHAPITRE XII

LES INDUSTRIES DU MATÉRIEL DE CONSTRUCTION DE LA CÉRAMIQUE, DU VERRE

SECTION I

L'INDUSTRIE DU MATÉRIEL DE CONSTRUCTION

Un vieux proverbe français dit : « Quand le bâtiment marche, tout marche ». Il est très juste car la manifestation première de toute crise produit comme conséquence immédiate un arrêt dans l'industrie du bâtiment. Les crises du bâtiment, après la guerre, se sont abattues dans tous les pays et des lois spéciales sont souvent intervenues pour mettre à l'abri les intérêts menacés des propriétaires ou des locataires. La véritable cause de cette intervention législative se trouvait dans les circonstances financières, (diminution des revenus) et dans les changements sociaux ou économiques accomplis ; mais la diminution de la production de l'industrie du bâtiment était presque toujours la forme visible de la crise qui faisait son chemin en dessous. Cette industrie est assez récente en Roumanie quant à la production de certains articles comme le carton asphalté ou les produits de ciment, mais par d'autres branches elle remonte au

moyen-Age, comme pour la briqueterie et la tuilerie. La situation pendant deux années d'après guerre est celle du tableau ci-dessous :

Années	Nombre établiss ^{ts}	Force motrice		Valeur capital	
		CV.	%	Milliers lei	%
1926	258	35.203	8,6	58.976	6,9
1929	296	52.981	10,6	2.085.689	5,17

Années	Valeur production		Personnel		Proportion de la plus-value
	Milliers lei	%		%	
1926	1.423.685	3,2	15.192	7,2	69
1929	1.573.357	2,8	13.963	6,9	65

Il est à observer que malgré l'augmentation absolue du nombre d'établissements et de la force motrice employée, — cette dernière s'accroît également en chiffre relatif — les capitaux ne s'engagent pas dans les mêmes proportions ; de même la valeur de la production est nettement décroissante. Tous les indices relatifs sont à la baisse, ce qui prouve que tout en suivant une marche ascendante, l'industrie du bâtiment possède une cadence plus lente que le mouvement général du développement industriel. La matière première se trouve généralement dans le pays. Ce qui fait, selon nous, la caractéristique de cette industrie, c'est presque l'insignifiance de la

valeur de la matière première d'un côté, et l'importance considérable de la valeur du combustible de l'autre. Ainsi pour la briqueterie et la tuilerie, en 1929, la valeur de la matière première a été de 21 millions de lei tandis que la valeur du combustible a été de 122 millions de lei. Pour le ciment, les chiffres respectifs ont été de 83 millions et de 121 millions.

Le plus important sous-groupe était en 1926 celui de la briqueterie et de la tuilerie qui comptait à lui seul, sur un total de 59 millions de lei-or affectés à l'industrie du bâtiment, 26 millions de lei-or et sur 35.203 CV un nombre de 14.408 CV. La valeur de sa production était de 503 millions de lei. En 1929 la situation se trouve nettement changée : la plus importante industrie est celle du ciment, ce qui montre un degré plus élevé d'industrialisation en ce sens que les travaux exécutés pendant cette période ont été faits en matériel plus résistant. Il est un fait évident que, le développement de la civilisation, non seulement en Roumanie mais partout ailleurs, s'est manifesté aussi par le matériel employé dans la construction. A la place du bois entré dans la construction des cabanes primitives des sauvages, on emploie la terre et la pierre ; en place de la terre amorphe on construit en briques et en tuiles. L'heure actuelle voit s'élever ses constructions gigantesques en béton armé qui sont un titre d'orgueil du nouveau monde. L'avenir peut être nous réservera la surprise des constructions métalliques !

La Roumanie vient de passer, à partir de 1920, cette période de transition. En effet, le capital employé dans

l'industrie du ciment proprement dit a été en 1929 de 1.415 millions de lei sur un total affecté à l'industrie des constructions de 2.805 millions de lei, ce qui lui accorde une participation de presque 50 %. Le nombre des chevaux-vapeur a été pendant la même année de 30.282 sur un total de 58.981 CV, soit donc de 51 %.

L'augmentation de la valeur de la production a été proportionnelle à l'augmentation du capital employé ; de 41 % en 1926 elle passe à 42 % en 1929. La consommation annuelle en ciment de la Roumanie est encore très réduite à l'heure présente ; elle s'élève à 18 Kilogrammes par habitant, ce qui n'est pas beaucoup quand on pense que la Belgique, par exemple, consomme 130 Kilogrammes.

Les autres sous-groupes : chaux hydraulique et craie, briques réfractaires, carton asphalté, pierre naturelle ou objets en pierre sont beaucoup moins importants et nous passons outre.

Si l'industrie des matériaux de construction à l'état où elle se trouve actuellement est loin de donner aux besoins du pays une satisfaction complète en ce qui concerne la qualité des produits, en ce qui concerne la satisfaction quantitative du marché intérieur l'industrie des matériaux de construction comble dans une proportion de 94,4 % étant dépassé uniquement par l'industrie alimentaire : 97,5 %. L'effort doit être tendu à l'heure actuelle vers une organisation plus rapide des transports de ces matériaux et surtout vers une amélioration qualitative.

SECTION II

L'INDUSTRIE DE LA CÉRAMIQUE

La condition du développement de cette industrie est la présence de la matière première qui est l'argile. La Roumanie est bien douée par la nature mais comme c'est une industrie toute neuve, les capitaux s'engagent avec beaucoup de difficultés et une certaine réserve naturelle à tout commencement.

Années	Nombre d'établissements	Force motrice		Valeur capitale		Valeur productile		Personnel		Proportion de la plus-value
		CV	%	Milliers lei	%	Milliers lei	%		%	%
1926	34	487	0,11	2.935	0,3	72.927	0,1	727	0,3	61
1929	32	683	0,13	119.487	0,29	104.552	0,18	834	0,41	67

Cette industrie s'est surtout développée en Transylvanie et Banat ; sur un capital investi en 1929 de 109 millions de lei, 100 millions de lei se trouvent dans les provinces transcarpathines et dans la valeur de la production totale (104 millions de lei) les deux régions apportent 69 millions de lei.

La production de la porcelaine, qui est une industrie principale dans ce groupe, a été pendant la période d'après guerre de :

200 tonnes	en 1923
387 »	en 1924
520 »	en 1925
626 »	en 1926
427 »	en 1927

La production nationale de la porcelaine satisfait en :

Articles de ménage.	60 %	de la demande
Articles électro-techniques. ..	30 %	»
Articles pharmaceutiques. ...	10 %	»

Cette industrie, ces derniers années, a à peine commencé à prendre un certain essor malgré la satisfaction encore réduite des besoins du pays. En 1927 la production nationale couvrait 24.4 % de la consommation, le reste de 75,6 % devait être importé. A l'heure présente certainement l'appel à l'étranger est plus faible mais il n'en reste pas moins que de grandes quantités de produits céramiques travaillés sont annuellement importées de la Tchéco-Slovaquie, de l'Autriche, de la France et de l'Allemagne.

En effet, un regard jeté sur la balance commerciale roumaine est suffisant pour nous montrer les quantités croissantes de produits céramiques et qui constituent un lourd impôt payé par le consommateur roumain à l'étranger. (1).

SECTION III

L'INDUSTRIE DU VERRE

Après la guerre l'industrie du verre a suivi une marche

(1) Voir : *L'Annuaire statistique de la Roumanie*, pour 1930, p. 272 et 273.

ascendante mais sans parvenir à satisfaire les besoins du pays en ce qui concerne surtout la qualité des produits finis.

Années	Nombre d'étab.	Force motrice		Capital invariable	
		CV.	%	milliers lei	%
1919	16	466	0,09	16.197	0,5
1926	31	1.533	0,37	7.966	0,9
1929	35	2.500	0,50	505.750	1,2

Années	Valeur productive		Personnel		Proportion de la plus-value
	milliers lei	%		%	%
1919	42.869	0,36			35
1926	498.981	1,1	4.174	1,9	65
1929	602.257	1,7	4.218	2	52

Dans le tableau ci-dessus, on peut voir l'augmentation de l'industrie du verre tant en chiffre relatif qu'absolu mais sa participation à l'ensemble de la grande industrie est tout à fait insignifiante. Comme nombre des capitaux affectés elle ne contient que 1,2 % du total et comme valeur de production elle s'élève à peine à 1,7 %. La proportion de la plus-value est assez réduite, ce qui prouve que la matière première ne subit pas de profondes transformations.

La production indigène n'arrive pas à satisfaire les nécessités de consommation active ; chaque année on

fait appel à l'étranger. Ainsi en 1927 la consommation en articles de verres a trouvé satisfaction à l'aide de la production indigène dans une proportion de 47,9 % seulement, le reste a dû être importé.

Il y a en Roumanie deux principaux groupes de fabriques : Le premier, formé par quatre usines fournit à lui seul 50 % de la production (1). Le second, formé par 14 usines, transforme le verre en produits finis : bouteilles carafes, articles de table, etc... La production de ce second groupe a augmenté pendant ces cinq dernières années dans une proportion de 180 %, ce qui a diminué sensiblement les importations.

La situation des importations et des exportations pendant quelques années d'après-guerre a été la suivante :

Années	Importation				Exportation			
	Quantités		Valeur		Quantités		Valeur	
	tonnes	%	milliers lei	%	tonnes	%	milliers lei	%
1920	6.106	—	38.217	—	—	—	—	—
1925	8.688	0,97	436.552	1,46	1.200	0,02	26.787	0,09
1926	7.018	0,77	480.617	1,29	1.350	0,02	31.507	0,08
1929	3.625	0,33	196.578	0,67	101	0,00	7.833	0,03
1930	2.464	0,32	161.939	0,72	305	0,00	8.447	0,03

On voit la diminution constante des importations en ce qui concerne la quantité et la valeur.

(1) Les usines de Médiache.

Ces diminutions prennent une importance plus grande encore quand on pense que, pendant la même période de dix ans, les besoins du pays ont dû se multiplier et que, par conséquent, les usines ont dû faire face à une demande chaque année grandissante.

CHAPITRE XIII

L'INDUTRIE DE LA PEAUSSERIE

C'est l'industrie qui emploie son activité à deux opérations bien distinctes : d'abord la préparation par divers moyens physiques ou chimiques de la peau des animaux, ce qui forme l'industrie de la tannerie, puis la transformation de ce cuir ainsi obtenu en chaussures.

La situation économique en Roumanie a été après la guerre :

Années	Nombre d'étab.	Force motrice		Valeur capitale	
		CV.	%	milliers lei	%
1919	133	7.750	1,6	138	4,8
1926	312	13.826	3,3	38.995	4,5
1929	211	15.117	3,0	1.406.157	3,4

Années	Valeur productive		Personnel		Proportion de la plus-value
	milliers lei	%		%	
1919	923.461	7,9	6.290	3,9	54
1926	2.967.201	6,7	9.324	4,4	28
1929	2.614.372	4,6	7.928	3,9	36

Malgré l'augmentation permanente des capitaux

placés dans l'industrie de la peausserie, on ne peut pas dire qu'elle ait suivi le mouvement général de l'industrie prise en totalité. Les chiffres relatifs qui montrent le rapport existant entre le mouvement général et le mouvement particulier de l'industrie considérée sont franchement à la baisse : la valeur relative des capitaux diminue légèrement mais constamment : 4,8 % en 1919, 4,5 % en 1926 et 3,4 % en 1929. La production subit une baisse semblable : 7,9 %, 6,7 %, 4,6 %.

En 1927 sur une consommation totale en valeur de 3.327 millions de lei, l'industrie indigène a fourni des articles uniquement pour 2.543 millions de lei, ce qui a forcé la Roumanie à s'adresser à l'étranger pour le reste ; la production nationale n'avait couvert que 76,5 % de la demande.

En 1929 la situation est sensiblement semblable.

Quant au chiffre des importations et des exportations en peaux et ouvrages en peaux, le tableau qui suit pourra nous donner une vague idée de la situation de la Roumanie pendant quelques années :

Années	Importations				Exportations			
	Quantités		Valeur		Quantités		Valeur	
	tonnes	%	milliers lei	%	tonnes	%	milliers lei	%
1920	3.582		442.909		577	0,07	7.275	0,21
1925	2.061	0,23	776.857	2.60	1.206	0,03	176.506	0,61
1926	4.504	0,49	1.178.092	3.17	683	0,01	155.201	0,41
1929	3.399	0,31	589.303	2.01	2.012	0,13	199.704	0,69
1930	3.309	0,43	485.519	2.15	1.531	0,02	123.130	0,43

En quantité, généralement, les exportations et les importations se sont maintenues autour des mêmes chiffres ; peut-être y a-t-il une légère augmentation quant aux importations. En ce qui concerne la valeur, à partir de 1926 nous trouvons une certaine diminution des importations, diminution sûrement due à un degré plus élevé d'industrialisation de la matière première. La matière première qui se trouve à l'intérieur du pays pouvait permettre un développement particulier à la peausserie mais l'état primitif des tanneries constitue une entrave gênante pour le moment. Les procédés modernes ne sont pas encore introduits et la main-d'œuvre spécialisée manque en partie.

Ces dernières années, il faut le reconnaître, les fabriques roumaines, surtout celles de la Transylvanie et du Banat ont réalisé de sensibles améliorations et le marché intérieur se trouve de mieux en mieux satisfait par les produits indigènes.

Une autre cause de ralentissement, c'est la demande ; elle est très réduite. Ainsi le Roumain, en majeure partie, use une paire de chaussures par an tandis qu'un Allemand en use 2 1/2.

Les motifs s'expliquent facilement par le degré de civilisation peu avancé de la population roumaine dans sa majorité, et lequel ne supporte pas la comparaison avec les pays occidentaux. La plus grande partie du peuple, est composée d'agriculteurs ; le paysan roumain utilise très peu de chaussures fabriquées : il travaille lui-même ses propres chaussures et celles de sa famille.

Dans le rythme de l'avancement général du pays sur

la voie de l'industrialisation, la demande augmentera certainement à son tour, mais pour y arriver une élévation du standard de la vie paysanne est absolument nécessaire. Elle ne peut s'accomplir que par l'enrichissement de cette classe, car c'est de ces consommateurs que dépend l'avenir de toute industrie en Roumanie.

CHAPITRE XIV

L'INDUSTRIALISATION DE LA ROUMANIE

Pour déterminer l'état de l'industrialisation d'un pays à deux époques différentes, l'économie politique se donne la peine de chercher les indices les plus propres à exprimer le changement survenu. Quant il s'agit de la production d'une certaine branche industrielle, la courbe de cette production montre avec une exactitude rigoureuse le sens dans lequel le mouvement s'opère, le degré du changement si on prend comme point de comparaison la production d'une certaine année, le rythme du mouvement si l'on rapporte les données quantitatives à l'élément temps. Cette opération est trop connue si les données de la statistique sont sérieuses et ne prêtent point à discussion. Mais l'industrialisation d'un pays ? C'est un phénomène complexe, relatif, extrêmement variable, susceptible d'interprétations innombrables, phénomène qui touche toute la vie économique d'un pays dans une certaine période et qui se rattache par certains liens au passé et par d'autres à l'avenir.

Les indices les plus propres à nous indiquer l'état d'industrialisation d'un pays selon Ch. Gide et W. Oualid sont de deux sortes : négatifs et positifs.

Dans les deux sections qui vont suivre nous tâcherons de déterminer autant que nos données statistiques nous le permettront, la situation de la Roumanie en ce qui concerne son développement industriel, pour voir ainsi dans un aperçu général le côté dynamique du problème.

SECTION I

LES INDICES NÉGATIFS DE L'INDUSTRIALISATION

§ 1. *Urbanisation.* — Un indice négatif du degré plus ou moins élevé de l'industrialisation d'un pays, c'est l'urbanisation, c'est-à-dire l'augmentation de la population active qui s'établit dans les cités, la transformation de ces cités en grandes villes commerçantes, industrielles, avec des besoins variés et multiples, ainsi qu'une main-d'œuvre disponible et bon marché.

La population de la Roumanie immédiatement après la guerre s'élève au chiffre de 15.741.000 habitants se traduisant par une densité de 56 habitants par kilomètre carré. La proportion de la population urbaine était dans l'ensemble de 18,5 % occupant les 163 communes urbaines, chefs-lieu de départements ou autres villes (1).

(1) Ce serait une grosse erreur de croire que toute cette population urbaine trouvait ses moyens d'existence dans d'autres activités que l'agriculture. Les communes urbaines ont un nombre d'habitants extrêmement variable, allant de 2.000 à 500.000 habitants. Naturellement dans les petites communes même déclarées urbaines, la principale occupation des habitants reste toujours l'agriculture et comme nous avons dit autre part dans la présente étude, même dans les grandes villes une partie de la population tire ses revenus de la terre.

•

L'agrandissement territorial en ce qui concerne ces données n'a rien apporté comme changement ; les proportions sont restées sensiblement pareilles. En 1930 la situation n'est plus la même. La population totale selon les données de la Direction Générale de la statistique s'élève à 18.057.000 habitants ainsi répartis :

	Communes urbaines		Communes rurales	
	Population	% du total	Population	% du total
Ancien				
Royaume	2.076.146	23,6	6.714.534	76,4
Bukovine ..	226.925	26,6	626.599	73,4
Bessarabie .	370.109	12,8	2.493.300	87,2
Transylva-				
nie	958.998	17,3	4.590.443	82,7
Totaux .	3.632.178	20,1	14.424.896	79,9

Il y a par conséquent un mouvement d'urbanisation en Roumanie. En effet non seulement les chiffres absolus nous le montrent, mais aussi les chiffres relatifs : 18,5 % population urbaine en 1919, 20,1 % en 1930. Mais cette augmentation plus que proportionnelle de 1,6 % pendant dix ans d'efforts continuels, d'encouragement coûteux et de quasi négligence quant à la classe paysanne roumaine, ne mérite pas une mention spéciale (1).

§ 2. La dépopulation plus que proportionnelle des cam-

(1) L'augmentation de la population pendant cette même période a été de 11,8 %.

pagnes. — C'est un mouvement qui correspond à l'urbanisation car en effet celle-ci ne peut avoir que deux sources : la première issue d'un excédent de naissances dans la population urbaine, phénomène qui n'existe pas car les difficultés matérielles de la vie citadine (conditions sanitaires, accidents, etc.) constituent une véritable entrave à cet excédent. La seconde source est fournie par la migration de la population campagnarde vers les villes, population qui s'y établit et change ses anciennes occupations rurales. Les grandes villes de France comptent un mouvement régulier dans cette direction. Certaines industries sont occupées presque uniquement par une population villageoise (1). Une dépopulation certaine des campagnes est la conséquence de ce mouvement migratoire. Il faut la regarder comme un phénomène naturel né du désir de mieux vivre, d'avoir un standard de vie plus élevé. Le problème se pose sérieusement pour la France car la campagne est désertée justement par la main-d'œuvre nationale et des émigrations doivent couvrir ces lacunes causées par l'attrait irrésistible qu'exerce sur l'âme simple du paysan la lumière de la ville. Le problème ne se pose pas pour la Roumanie ; il ne se pose pas encore du moins car son développement industriel et commercial est loin d'avoir les mêmes proportions qu'en France et son rythme est beaucoup plus lent.

La population rurale en 1919 était de 12.829.000 habitants ; en 1931 elle est de 14.424.896, il y a donc une

(1) Voir le cours de M. W. Oualid, traitant sur « Migration et émigration », Faculté de Paris, 1928-29.

augmentation en chiffre absolu de 1.600.000 habitants sur une augmentation totale de la population de 2.284.000 habitants. Quant aux chiffres relatifs, nous avons vu que malgré cette augmentation assez importante les villes ont eu leur population augmentée proportionnellement d'un chiffre supérieur de 1,6 % qui est sans conséquences sérieuses pour l'avenir de l'agriculture.

En conclusion donc, malgré le mouvement d'urbanisation on ne peut sérieusement parler, en Roumanie, tout au moins pour le moment, d'une dépopulation plus que proportionnelle des campagnes. L'explication consiste dans ce fait extrêmement simple que les départs de paysans pour les centres d'agglomérations sont comblés par un excédent de naissances dans la classe paysanne, fidèle à ses champs.

Naturellement une partie du surplus absorbé par les villes s'est employée ou à l'industrie ou au commerce ou aux transports, mais malheureusement l'état incomplet des données statistiques ne nous permet pas de savoir la proportion que chacune de ces activités a absorbé à elle seule.

SECTION II

INDICES POSITIFS DE L'INDUSTRIALISATION

De beaucoup plus importants et capables de nous donner une idée juste du mouvement d'industrialisation sont certainement les indices positifs. Ceux-ci sont plus

nombreux, susceptibles d'un contrôle plus rigoureux sous certains aspects.

§ 1. — *Augmentation du nombre du personnel employé dans l'industrie.* — Nous avons vu dans les chapitres précédents le personnel employé dans la grande industrie roumaine. Nous en donnons un résumé :

Années	Personnel supérieur additif et technique	Personnel inférieur	Total
1919	17.288	140.135	157.423
1926	17.299	193.009	210.308
1929	24.305	176.879	201.184

Jusqu'en 1926, il y a eu une augmentation de la main d'œuvre employée dans l'industrie mais après cette année une diminution sensible se manifesta, qui fut loin de s'arrêter à l'année 1929. Sûrement les statistiques ultérieures nous montreront l'aggravation de la crise qui avait commencé en 1928 et qui, à l'heure actuelle, bat son plein.

Si nous regardons les industries extractives, la diminution est encore plus sensible et le chômage a commencé à faire son apparition, entouré de tout son cortège de misère obscure, de mécontentement social, et de découragement.

Années	Industrie pétrolifère	Mines et carrières
1927	30.375	56.384
1929	30.017	49.898
1930	21.399	43.228

On voit dans le tableau ci-dessus la diminution certaine du nombre de travailleurs s'adonnant à ces activités extractives. Dans l'industrie pétrolière, les années 1927 et 1929 emploient une main d'œuvre sensiblement égale, mais elle baisse de 31 % en 1930 par rapport à l'année précédente. En ce qui concerne la situation du personnel employé dans les mines et les carrières les différences d'une année à l'autre sont encore plus sensibles : l'année 1929 par rapport à l'année 1927 subit une baisse de 13 %.

Par conséquent au lieu qu'il y ait un mouvement ascendant permanent de la courbe de la population s'employant dans la grande industrie purement transformatrice et dans les industries extractives, par contre dans les dernières années, en commençant de 1926 elle est en visible baisse. Ce mouvement de baisse, après la première période de hausse est loin, selon nous, de s'arrêter à l'année 1930. La diminution des prix survenue après cette date, le ralentissement des affaires né de la crise mondiale, et la diminution de la production, sont des motifs suffisamment sérieux pour nous inciter à croire que le mouvement a suivi sa marche descendante.

Si l'on prenait comme point de comparaison l'année 1926 la diminution de la main d'œuvre employée dans l'industrie roumaine (transformatrice ou extractive) a été jusqu'en 1930 approximativement de 13,5 %. Le décalage devient encore plus important entre les deux dates quand on pense que pendant la même période l'augmentation de la population a été de 6 % par rapport à celle de 1926. Les deux courbes, celle de l'augmen-

tation de la population et celle de la main d'œuvre adonnée à l'industrie suivent les chemins justement opposés !

§ 2. *L'Augmentation du personnel dans les industries ayant un caractère plus spécifiquement capitaliste et industriel est un autre indice positif de l'industrialisation d'un pays.* — En effet le développement industriel d'un pays peut se manifester non uniquement par l'augmentation absolue de la population qui s'y emploie mais aussi par l'augmentation de la main d'œuvre dans certaines industries qui par elles-mêmes ont un caractère plus industriel que d'autres. Ce caractère, elles le possèdent non par la matière qui y est transformée, mais par le chiffre des capitaux nécessaires à la mise en marche de cette industrie, par le degré de transformation qu'elles apportent à la matière première, par la spécialisation plus ou moins poussée du personnel utilisé.

Ainsi à ce point de vue, nous ne citerons que la différence qui existe entre une usine s'employant à la fabrication du fer brut en objets finis et un moulin qui transforme le blé en farine. Le but des deux est le même : satisfaire les besoins du consommateur, mais c'est là presque toute la ressemblance qu'on pourrait trouver. L'usine a besoin de capitaux qui, quelquefois, sont énormes, a besoin d'un personnel spécialisé, actif, technique, supérieur et inférieur, — la matière subit de si grandes transformations qu'à peine on arrive à la reconnaître sous sa nouvelle forme. Rien de toute cela dans l'industrie de la minoterie, où les capitaux sont moindres, les travaux simples, le coefficient de transformation de la matière première réduit. La mécano-métallurgie, les

arts graphiques, celles chimiques, etc, sont des industries qui, dans leur structure intime sont spécifiquement capitalistes et industrielles.

Les industries du bois, de l'alimentation ou de la peausserie, par exemple, n'ont pas ce caractère intrinsèque, — nous insistons sur ce point — caractère qui par conséquent ne dépend pas de l'importance de l'établissement. Le déplacement du personnel d'une industrie simple vers une industrie spécifiquement capitaliste et industrielle constitue également un indice positif d'industrialisation. Ch. Gide et W. Oualid trouvent un pareil changement en France pendant la guerre: diminution du personnel employé dans les industries d'alimentation, des cuirs et du bois et augmentation dans les industries mécano-métallurgiques, chimiques et les services industriels publics. Naturellement, la conclusion qu'ils en tirent est celle qu'un mouvement d'industrialisation bien accentué a eu lieu en France pendant la dernière guerre (1).

Y a-t-il eu en Roumanie un mouvement semblable

(1) Entre les années 1906 et 1921 le mouvement du personnel a été pour la France, en prenant la base de 10.000 habitants :

	en 1906	en 1921	
Industrie de l'alimen- tation	664	605	Diminution
Industrie des cuirs ...	463	388	»
Industrie du bois ...	977	948	»
Industrie mécano-mé- tallurgique	97	126	Augmentation
Industrie papier et caoutchouc	117	163	»
Industries chimiques .	173	248	»

après la guerre ? On ne pourrait pas l'affirmer. En effet voici d'après nos calculs le mouvement du personnel dans quelques industries, les principales pendant, dix ans:

Dénomination des industries	1919 pour 10.000 habit.	1929 pour 10.000 habit.	Observations pour 10.000 habit.
1. Industrie alimentaire.....	1,65	1,44	Diminution
2. Industrie textile.....	0,66	2,00	Augmentat.
3. Industrie du bois.....	2,84	2,33	Diminution
4. Industrie mécano-métallurgique.....	2,39	2,26	Diminution
5. Industrie chimique.....	0,55	1,08	Augmentat.
6. Industrie électro-technique .	0,19	0,04	Diminution
7. Industrie des arts graphiques	0,37	0,62	Augmentat.
8. Industrie de la peausserie.....	0,40	0,46	Augmentat.

Les seules industries qui ont vu leur personnel augmenter par rapport à la population ont donc été le textile les produits chimiques, les arts graphiques, enfin la peausserie.

A l'exception de l'industrie chimique, les trois autres ne sont point spécifiquement capitalistes et industrielles et l'insignifiance du mouvement n'est pas de nature à justifier une affirmation catégorique.

§ 3. — *La Mécanisation.* La mécanisation de l'industrie a été souvent considérée comme synonyme d'industrialisation. Il nous semble être, quant à nous, plutôt un indice du développement industriel d'un pays, mais nous nous garderons bien de la confondre avec l'industrialisation.

En effet le phénomène de la mécanisation consiste dans le remplacement progressif de l'énergie animale, moyen direct de toute transformation industrielle, par une force mécanique c'est à dire une force tirée à l'aide de diverses machines d'une source d'énergie inanimée et dont nous avons fait mention dans un autre chapitre : charbon, pétrole, chute d'eaux, etc... Entre l'industrialisation d'un pays et sa mécanisation il n'y a pas, sans doute, identité, mais étroite corrélation : les pays les plus développés industriellement sont également ceux qui font le plus grand usage de la machine sous ses deux formes, machines-métiers ou machines-outils, véritable substitut de l'homme.

Ce degré de mécanisation est extrêmement difficile à déterminer excepté peut être en ce qui concerne les machines de transport ; navires, locomotives, tracteurs, automobiles. Les données statistiques précises manquent en Roumanie même dans ce domaine. Il faut trouver d'autres éléments en état de suppléer à cette insuffisance de documentation d'autant plus que même en possédant celle-ci elle ne serait que partielle, les machines de transport ne présentant qu'un aspect de la mécanisation qui est un phénomène beaucoup plus complexe.

Ch. Gide et W. Oualid ont trouvé trois indices pour la France :

1° Le relevé du nombre de chevaux-vapeur en usage à diverses dates prises en considération.

2° La consommation du combustible solide ou liquide nécessaire à mettre en action ces machines.

3° La fourniture et la consommation du courant électrique.

Pour les deux derniers éléments supplétifs une distinction doit nécessairement être faite entre la consommation dans l'industrie proprement dite et la consommation dans les transports et besoins domestiques. En Roumanie, encore une fois, la documentation est bien pauvre, la direction générale de la statistique ayant renoncé à partir de 1926 à inscrire la distribution des moteurs employés dans diverses industries transformatrices ou extractives selon leur construction ou le combustible utilisé.

A. — *La force motrice dans l'industrie.* — Nous avons vu que la force motrice utilisée dans la grande industrie roumaine se trouve en permanente augmentation. De 346.155 CV en 1919 — avec une déduction d'au moins 130.000 CV constitués par la production des usines à gaz et d'électricité et qui ne sont pas inscrits dans les statistiques suivantes — elle passe en 1926 à 409.050 CV pour atteindre en 1929 497.063 CV, ce qui donne une augmentation de 43 % par rapport à l'année 1919. C'est un indice sans doute de l'augmentation de l'énergie mécanique utilisée dans la grande industrie roumaine après la guerre (1).

(1) Ces chiffres indiqués plus haut se réfèrent uniquement aux entreprises industrielles d'une certaine importance tant

Rapportée à la main d'œuvre utilisée dans la grande industrie, la force motrice se présente ainsi : Pour 100 travailleurs employés dans la grande industrie — le personnel supérieur entre aussi — en 1919 il y avait 220 CV, en 1926 ce nombre revient à 194 et enfin depuis cette date il remonte lentement pour arriver en 1929 à 247 CV. Mais il ne faut pas croire que ce mouvement est spécifiquement industriel, car pendant la même période une mécanisation de l'agriculture s'opère peut être pas dans les mêmes proportions, mais s'opère à coup sûr.

B. — Quant à l'autre indice de la mécanisation qui consisterait dans l'augmentation de la consommation interne des combustibles solides ou liquides, nous renvoyons au chapitre I de la présente étude où on voit la production et la consommation d'après-guerre en Roumanie. Malheureusement, le discernement dont parlaient les deux économistes français entre la consommation proprement dite industrielle et celle en vue de la satisfaction des besoins domestiques ne peut être fait, aucune statistique ne nous permettant d'en tirer une conclusion quelconque. Quand la statistique se tait, toute affirmation est gratuite et susceptible de nous entraîner dans l'erreur.

en ce qui concerne le capital investi qu'en ce qui concerne la capacité de production, N'entrent pas par conséquent dans cette classe les petites industries de village, surtout les moulins paysans, qui n'ont été jusqu'à aujourd'hui ni enregistrés ni enquêtés par les organes du Ministère de l'Industrie et du Commerce. La force motrice utilisée dans ces dernières industries peut être quand même évaluée d'une façon tout à fait approximative à 20 % du total général industriel. Ing. SOPHAN, *op. cit.*, p. 18.

C. — Une réticence pareille nous est imposée en ce qui concerne l'utilisation du courant électrique (1).

Quelques observations doivent être faites pourtant.

Les changements dans la consommation du combustible liquide ou solide dans le sens d'une mécanisation de l'industrie nationale sont très lents à se produire. Ils s'accomplissent avec des difficultés et dans des périodes prolongées justement parce que cette mécanisation dépend de facteurs économiques très sérieux et variés : électrification, ce qui nécessite de grands capitaux à rendement faible au début, renouvellement presque complet de l'outillage national en vue d'une autre combustion que celle déjà employée — le pétrole par exemple à la place du charbon — un standard de vie élevé permettant une nouvelle demande, changement d'habitudes, etc, etc... Toute la vie économique d'un pays doit se diriger sans des interventions extérieures, politiques ou sociales, dans le but de cette mécanisation qui ne peut s'accomplir que lentement et selon des lois qui ne tiennent pas uniquement de la volonté de l'homme. Ainsi celle qui se ressent la première en cas d'une production abondante de pétrole, c'est l'exportation de ce produit, non la consommation interne qui subit un mouvement ascendant, beaucoup plus lent, mais moins susceptible de variations en cas de crise (2).

La proportion entre la production et la consommation

(1) Voir les chapitres v et vi de la présente étude.

(2) L'exportation des produits pétroliers et la balance générale de l'activité pour l'année 1929. *Moniteur du pétrole roumain*. 1^{er} avril 1931.

de l'énergie tirée du pétrole n'a pas été constante. La preuve en est de l'augmentation plus que proportionnelle des quantités de pétrole exportées après la guerre. La consommation en Kg par tête d'habitant de produits pétroliers dans la période d'après-guerre a été telle qu'on peut la voir dans le tableau ci-dessous :

Produits	1913	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Benzine ..	4,2 6,8	4 5,3	5,2 5,8	4,9 6	4,4 6,9	4,1 8	4,7 kgs. 8,1 »
Huiles	—	1,7	1,9	1,7	2,1	2,1	2,1 »
Motorine .	4,4	5,7	5	4,3	4,4	4	6,9 »
Résidus ..	74,6	23,8	27,5	31	36,2	42	40,2 »
Totaux .	90,0	40,5	45,4	47,9	54,0	60,2	62,0 »

La consommation du pétrole par tête d'habitant a augmenté sans arriver à celle de l'année 1913. Il ne faut pas en déduire que sa diminution a entraîné un ralentissement de la mécanisation car ce serait une grosse erreur.

1/ Le pétrole est possédé par l'Ancien-Royaume, mais la population qu'il doit satisfaire a été plus que doublée, nous l'avons vu, après la guerre. Un affaiblissement de consommation par tête d'habitant était fatal ; au fur et à mesure de l'accroissement de la production du pétrole proportionnellement à celui de la population, la consommation par tête d'habitant s'approche du chiffre d'avant-guerre. Les nouvelles régions de Transylvanie et du Banat ayant un développement industriel

antérieur à l'Ancien-Royaume sont par leurs usines de riches consommatrices en combustible liquide.

2/ Le charbon, par contre, se trouve surtout en Transylvanie et en Banat. Sa production a augmenté après la guerre et elle satisfait certaines demandes de l'Ancien Royaume, qui auparavant étaient comblées à l'aide du pétrole et par conséquent faisait croître les quantités de combustibles liquides consommées par tête d'habitant.

La place occupée par la Roumanie dans le cadre mondial se rapportant à la consommation du pétrole n'est pas très mauvaise : Ainsi en 1924 la situation était la suivante :

États-Unis	391 kgs par tête d'habitant
Cuba	304 » » »
Canada	260 » » »
Chili	186 » » »
Argentine.....	148 » » »
Angleterre	127 » » »
Mexique	98 » » »
Hollande	97 » » »
Nouvelle-Zélande	64 » » »
Roumanie	48 » » »
Belgique	43 » » »
Russie	39 » » »
France	30 » » »

La conclusion que nous pourrions dégager mais que nous avançons avec grande réticence est qu'en Roumanie il y a eu après la guerre un mouvement de mécanisation de l'industrie. Malheureusement à défaut de statistiques spéciales nous ne pouvons affirmer ni l'ampleur de ce mouvement, ni sa cadence, ni non plus ses variations.

§ 4. — *L'augmentation des matières premières à une grosse consommation industrielle.* — L'augmentation de la consommation des matières premières ayant un grand emploi industriel comme le fer ou la fonte, est sans doute un autre indice positif d'industrialisation (1).

Le minerai de fer extrait après la guerre et mis en consommation a été très réduit, nous l'avons vu. Il n'a jamais pu égaler jusqu'en 1930 la quantité extraite en 1919 : 112.000 tonnes en 1919, 92.517 tonnes en 1930. Le coefficient baisse de 100 à 82 pendant cette période. Les importations par contre ont été de plus en plus grandes, d'abord parce que la demande nationale augmentait et secondement parce qu'une politique d'épargne vis à vis des gisements avait été — quoique tardivement — inaugurée (2). Par cela, la Roumanie n'a fait que continuer la vieille et sage politique austro-hongroise qui avait conclu des contrats pour la livraison du minerai de fer et du coke métallurgique avec la Suède et surtout la Yougo-Slavie. Les usines roumaines ne travaillent

(1) L'existence de ces matières premières en est également une condition de sûreté pour l'avenir non uniquement de l'industrie du pays considéré mais aussi de son indépendance nationale car on sait trop bien à l'heure actuelle que les guerres modernes ne sont que des combats qui se donnent entre des industries belligérantes. A côté de l'industrie alimentaire nécessaire au ravitaillement des armées, deux autres industries jouent un rôle décisif en cas de conflagration : la mécano-métallurgie et les produits chimiques.

(2) L'emploi des déchets avait été également commencé, ce qui a permis une augmentation sensible de la production de l'acier, sans attaquer les dépôts.

l'acier que dans une proportion moyenne de 80 % de leur capacité réelle.

En ce qui concerne la fonte, sa production a augmenté dans des proportions considérables. L'indice passe de 100 en 1919 à 581 en 1930 mais les usines pourtant ne travaillent que dans une proportion de 25 à 30 % de leur capacité effective (1) qui est pour la Roumanie de 260.000 tonnes par an.

La consommation en fer et acier qui était en 1913 de 36 Kilogrammes par tête d'habitant, arriva péniblement en 1926 à 30 kilogrammes. Nous ne croyons pas qu'à l'heure actuelle elle ait pu égaler celle d'avant-guerre malgré l'augmentation des gisements du fait de l'annexion de la Transylvanie et du Banat. En dégagant une conclusion générale et naturellement approximative, l'indice positif de l'industrialisation calculé sur la base de la consommation du fer et de la fonte, matières premières qui constituent des éléments tellement nécessaires à la fabrication de tout l'outillage employé par les autres industries, cet indice — disons-nous — n'a pu suivre qu'un mouvement régressif. Les causes résident d'abord dans la pauvreté de la Roumanie en coke métallurgique et en minerai de fer, ensuite dans une mauvaise politique économique qui s'est rendu compte très tard de la situation d'isolement où la Roumanie se trouvait et qui, en cas de guerre pourrait gravement nuire à son existence comme État libre. Un tissu de conventions commerciales habilement conduites et strictement observées aurait pu amener

(1) Voir chapitre ix de la présente étude.

la confiance dans ses propres forces économiques et certainement aurait apporté des éclaircies sur le ciel sombre de sa défense nationale. Pour obvier au cataclysme il n'est jamais trop tard !

§ 5. *Le phénomène de concentration dans l'industrie.* — La difficulté est de savoir quel est le critérium le plus propre à indiquer cette concentration qui, si elle existait, serait un signe évident d'industrialisation.

Nous croyons qu'il faudrait en envisager deux à la fois : d'abord le rapport qui s'établit entre la force motrice employée dans l'industrie roumaine et le nombre d'établissements auxquels elle s'applique, ensuite, comme moyen de vérification, le rapport entre le personnel employé et ce même nombre d'établissements.

Années	Nombre d'établissements industriels	Nombre du personnel	Nombre de C. V.	Proportion par établissement industriel	
				Personnel	C. V.
1919	2.747	157.423	346.155	57	132
1926	3.757	210.308	409.050	56	109
1929	3.737	201.184	497.963	53	133

On peut voir facilement dans le tableau ci-dessus qu'aucun mouvement de concentration ne se désigne dans la grande industrie roumaine. Au lieu que la proportion du personnel par établissement s'accroisse, une diminution permanente a lieu dans cette décade. La moyenne du nombre de chevaux-vapeur par établisse-

ment industriel a été toujours en s'abaissant jusqu'en 1926, année qui marque un mouvement rapide de hausse lequel eut comme conséquence immédiate l'augmentation du nombre moyen de chevaux-vapeur par établissement à 133. L'explication de cette insoumission à la loi de la concentration que d'aucuns veulent appeler absolue et universellement valable et au contraire la naissance après la guerre en Roumanie d'un grand nombre de petits établissements jaloux d'une entière indépendance économique et technique doit être recherchée non uniquement dans l'esprit latin et par conséquent individualiste de ce pays — en grande partie pareil à l'esprit français — mais également dans des circonstances passagères qui ont été spéciales à cette époque.

Les causes financières tenant particulièrement à la chute du leu et à l'inflation grandissante qui créait une augmentation apparente de revenus — entre l'augmentation du revenu et celle des prix il y a toujours un certain décalage — ont stimulé en grande mesure l'esprit d'initiative, le poussant quelquefois sur les chemins de l'aventure.

On assista après la guerre en Roumanie à une floraison très riche d'établissements bancaires, industriels, et commerciaux, sociétés en non collectif ou anonymes, mais qui malheureusement ne possédaient pas une base solide ni une expérience éprouvée. Quand la stabilisation fut établie et la crise s'abattit, la plus grande partie s'écroulèrent entraînant sous leurs débris l'épargne privée qui s'y était engagée.

Le découragement prit la place de l'ancienne confiance et l'exagération s'exerça dans ces deux directions.

Les sociétés industrielles ont suivi le même chemin qui les a conduites au même but.

Dans le tableau ci-dessous nous nous permettrons de donner des détails sur le capital employé dans l'industrie roumaine — sous forme de sociétés industrielles — et les bénéfices qu'il a rapportés. On pourra facilement voir comment le rendement du capital industriel ne fait que diminuer après la guerre et que l'intérêt de 9 % qui, avant la guerre était normal, cesse de l'être en 1928 à cause de la crise et de la diminution de la puissance d'achat de la monnaie.

Sociétés industrielles

Années	Nombre de sociétés	Capital millions lei	Bénéfices millions lei	Pourcentage %
1919	321	1.007	278	27,59
1920	447	2.767,1	644	23,29
1921	529	5.106,7	1.217	23,84
1922	720	7.549	1.819	24,10
1923	874	11.934	2.698	22,61
1924	1.104	15.632	2.326	14,81
1925	1.108	19.106	2.599	13,61
1926	1.171	24.818	3.204	12,91
1927	1.168	27.892	2.650	9,1
1928	1.123	29.962	2.627	9,2

Faisant une comparaison entre le rendement du capital industriel de l'avant-guerre et son rendement à l'heure actuelle il faut reconnaître que l'industrie roumaine

d'avant guerre était installée sur des bases plus solides que maintenant.

Cette crise latente qui empêche tout essor industriel a plusieurs causes :

1° L'inflation et la dépréciation de la monnaie nationale ;

2° l'augmentation du taux de l'intérêt et du risque financier.

3° L'insolvabilité de l'État en tant que débiteur.

4° La perte de l'appui financier étranger des industries transylvaines, perte causée par l'établissement des nouvelles frontières.

* *
*

La conclusion qui se dégage de ce que nous venons de dire dans le présent chapitre n'est pas très optimiste. Selon les données statistiques, incomplètes, que nous sommes arrivé à nous procurer avec de grandes difficultés, on ne peut affirmer avec certitude qu'un mouvement d'industrialisation s'est accompli en Roumanie dans la période d'après-guerre. Certains indices nous désignent même une secousse sensible quant aux bases sur lesquelles repose l'industrie roumaine actuelle.

Les lois intervenues en Roumanie après la guerre, en vue d'encourager l'industrie nationale et par conséquent d'établir un équilibre entre la production agricole et la production industrielle n'ont pas donné les résultats attendus (1). Le pays n'a pas suivi le mouvement d'in-

(1) Les principales lois ont été relatives : à la commerciali-

dustrialisation qu'artificiellement la politique économique que l'État voulait lui imposer.

Le fait était facile à prévoir quand on pense au développement historique roumain, à son déséquilibre démographique, et surtout à l'insuffisance du capital qui est l'âme de toute entreprise industrielle.

sation et au contrôle des entreprises économiques de l'Etat (le 6 juin 1924) au Régime des Eaux (le 27 juin 1924), à l'Energie (le 1^{er} juillet 1924), au Régime des Mines (le 3 juillet 1924, modifiée le 28 mars 1929) à la modification du tarif douanier (le 30 juillet 1929) etc., etc.

CONCLUSIONS

Nous avons vu dans la présente étude les conséquences douloureuses que la guerre mondiale a infligées à l'économie nationale roumaine et nous nous sommes occupés particulièrement de leur influence sur l'activité industrielle du pays. Nous ne voulons plus insister sur ce point. Ces conséquences sont suffisamment connues, étant en grande partie éprouvées par tous les peuples qui ont pris part au dernier conflit, le plus terrible et le plus coûteux que l'histoire du monde ait jamais vu. Mais du même fait de la guerre, la Roumanie a vu son territoire, sa population, ses richesses du sol et du sous-sol augmenter dans une proportion plus que double. Les nécessités du pays se sont également accrues dans une proportion approximativement semblable, en sorte qu'à ce point de vue, aucun changement ne s'est opéré dans la structure économique intime du pays. Mais l'unification politique des diverses provinces se trouvant auparavant sous la domination de l'Autriche-Hongrie et de la

Russie a amené un changement bien déterminé dans la politique économique suivie par la Roumanie après la guerre. L'État commence une politique d'autarchie économique, conséquence d'ailleurs de la situation générale mondiale : barrières douanières très élevées, pays récemment appelés à la vie et désirant se créer des économies nationales, esprit de tranchées maintenu sur le plan politique, etc.

Une étude peu approfondie de ses propres ressources en énergie et en possibilités, a engagé la Roumanie sur la voie de l'industrialisation : crédits accordés dans la période d'inflation avec une facilité étonnante aux entreprises nées immédiatement après la guerre, taxes douanières excessivement élevées sinon prohibitionnistes, régime législatif malheureux consistant dans la quasi défense à l'entrée du capital étranger, cherchant un placement fructueux après la guerre.

Les arguments présentés par les gouvernements étaient les mêmes : développement harmonieux pour permettre à la classe industrielle roumaine d'être tout aussi « riche » que la classe paysanne, particulièrement favorisée par la réforme agraire.

On a négligé les intérêts de la majeure partie de la population roumaine — la classe paysanne — au profit d'une minorité industrielle et commerçante. En voulant tout avoir, on a failli tout perdre !

Les paysans, non préparés à répondre au grand appel de l'heure — car une réforme de l'importance de l'expropriation demande une certaine période pour pouvoir s'intégrer dans le rythme général du développement

d'un pays — laissés à eux-mêmes pour combattre dans la terrible mêlée que fût la vie économique après la guerre, ont rendu impuissante toute mesure prise en vue de l'équilibre économique roumain. Aucun mouvement d'industrialisation n'a été remarqué par nous dans cette période d'après-guerre ; mais peut-être est-ce simplement à cause de l'insuffisance de documentation dans cette matière.

L'encouragement d'une industrie suppose le discernement : accorder l'appui sauveur de l'Etat à toute branche d'activité transformatrice consiste à ne l'accorder à aucune. En cela nous avons vu que la Roumanie possède quelques industries qui, ayant la matière première à bon marché et une consommation intérieure assurée (l'industrie du bois, alimentaire, textile, etc...) pourraient être développées et, au moyen de leurs produits, acquérir les produits industriels dont l'absence est le plus vivement ressentie (produits métallurgiques, chimiques, etc...)

Nous n'avons point à insister sur la politique économique, la meilleure à suivre, pour assurer le développement industriel d'un pays quelconque ou de la Roumanie en particulier ; ce serait dépasser de beaucoup le cadre de la présente étude, cadre que nous nous sommes rigoureusement, et dès le début, tracé, car nous croyons que nulle action humaine n'est moins susceptible de contrôle scientifique que l'activité politique.

Nous avons voulu montrer l'état de l'industrie roumaine créée du fait de la guerre, les ressources qu'elle possède, sa dynamique dans la période d'après-guerre,

et enfin sa situation à l'heure actuelle. Ces données, difficilement recherchées, et encore plus difficilement contrôlées, sont, dans notre esprit, suffisamment éloquentes pour que les faibles possibilités de développement industriel de la Roumanie s'imposent avec clarté.

Vu : LE DOYEN :
BERTHELÉMY

VU : LE PRÉSIDENT
H. TRUCHY

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris
S. CHARLÉTY

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

- AFTALION A. — *La monnaie, les prix et le change*. Paris, 1927.
- ANSIAUX M. — *Le nationalisme économique*. Bruxelles, 1927.
- BROCARD L. — *Principes d'économie nationale et internationale*. Paris, 1929.
- BÖHM-BAVERCK Eug. von. — *Théorie positive du capital*. Traduit par C. Boltock. Paris, 1929.
- CASSEL G. — *Traité d'économie politique*. Traduit par H. Laufenburger et G. de Persan avec une préface de H. Truchy. Paris, 1929.
- CAZIAT P. — *La vie agricole dans « La journée industrielle »*. Paris, 1924.
- CUCHE (P.) et CAPITANT (H.). — *Précis de législation industrielle*. Paris, 1930.
- DANOS G. — *L'idée de l'autarchie économique*. Paris, 1921.
- DELAISI Fr. — *Les deux Europe*. Paris, 1929.
- DESCHAMPS A. — *Cours d'histoire des doctrines économiques*. Paris, 1928-1929.
- DESCHESNE L. — *Economie mondiale et protectionnisme*. Paris, 1927.
- FAUGERAS J. — *De la distinction entre l'agriculture et l'industrie*. Rev. d'éc. politique. 1930.
- GIDE (Ch.) et RIST (Ch.). — *Histoire des doctrines économiques depuis les physiocrates jusqu'à nos jours*. Paris, 1926.
- GIDE (Ch.) et OUALID (W.). — *Le bilan de la guerre pour la France*. Publication Dotation Carnegie. Paris, 1931.
- GONNARD R. — *Histoire des doctrines économiques*, 3 vol. Paris, 1928.
- GORSCKI L. — *Les limites économiques de l'intensification des petites et grandes exploitations agricoles*. Paris, 1925.

- IONESCO-SISESTI C. — *L'Agriculture dans l'époque contemporaine* (texte roumain) Buc. 1931.
- JOUSSE P. — *Les tendances des réformes agraires dans l'Europe Centrale, l'Europe Orientale et l'Europe Méridionale*. Niort, 1925.
- LIST Fr. — *Système National d'économie politique*. Traduit par H. Richelot. Paris. 1857.
- MANOILESCO M. — *Théorie de protectionisme et de l'échange international*. Paris, 1929.
- MANOILESCO M. — *La trêve douanière*. Buc., 1930.
- MANTOUX P. — *La révolution industrielle au XVIII^e siècle*. Thèse Paris, 1905.
- MADGEARU V. — *L'étude des transports dans l'économie sociale* (texte roumain). Buc. 1929.
- NOVACK J. — *L'idée de l'autharchie économique*. Paris, 1925.
- OUALID W. — *Cours de législation industrielle*. Université Paris, 1929.
- PILAVACHI A. — *La politique économique des rois principaux états européens et de la Société des Nations*. Paris, 1928.
- ROSCHER W. — *Economie industrielle*, 2 vol. Traduit par M. Hallier. Paris, 1920.
- ROUSSEIERS G. — *Les grandes industries modernes*. Paris, 1924.
- SERÇA A. — *La richesse agricole et la prospérité*. Paris, 1921.
- SÉE H. — *Les origines du Capitalisme moderne*. Paris, 1926.
- SOMBART. W — *Le Bourgeois*. Traduit par I. Iankilivitsch. Paris, 1926.
- SOMBART W. — *Der moderne Kapitalismus*. München und Leipzig, 1928.
- SMOLLER G. — *Principes d'économie politique*. Traduit par L. Pollack. Paris, 1906.
- SMITH Ad. — *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Traduit par G. Garnier. Paris, 1843.
- STRAT G. — *Le rôle du consommateur dans l'économie moderne..* Thèse. Paris, 1922.
- TASCA G. — *Problèmes économiques et financiers* (texte roumain). Buc., 1927.
- TRUCHY H. — *Cours d'économie politique*. III^e édition. Paris, 1929.
- TRUCHY H. — *La coopération européenne et la politique douanière*. Rapport présenté au congrès de Madrid de la part du Comité fédéral de la coopération européenne. Revue économique internationale, 1929.

- WELTER G. — *La France d'aujourd'hui*. Paris, 1927.
VIALATE Ach. — *L'impérialisme économique*. Paris, 1923.
YOVANOVITSCH D. *Les effets économiques et sociaux de la guerre en Serbie*. Dotation Carnegie. Paris, 1930.

II. — OUVRAGES AYANT TRAIT A LA ROUMANIE

- ANGHELESCU J.N. — *Histoire économique des Roumains*. Genève, 1916.
ANTIPA G. — *L'occupation ennemie de la Roumanie et ses conséquences économiques et sociales*. Paris 1929.
ANTIPA G. — *Les problèmes de l'évolution du peuple roumain* (texte roumain). Buc., 1919.
BRANCOVICI E. — *Situation de la culture et du commerce des céréales en Roumanie*. Revue internationale de renseignements agricoles. Vol. III n° IV, 1925 (texte roumain).
BUJOIU D. — *Quelques considérations générales sur l'utilisation rationnelle des lignites de Roumanie*. Rapport présenté à la Conférence de l'énergie de Londres de 1928. Buc., 1929.
BUNGETIANU C. — *Les forêts de la Roumanie et leur exploitation après la guerre*. Correspondance économique roumaine. Buc., 1927.
CASASOVICI G. — *La commercialisation des produits industriels en Roumanie* (texte roumain). Bulletin de l'Institut éc. roumain, 1926.
CHICOS St. — *Les richesses minières de la Roumanie*. Buc., 1925.
CHICOS St. — *Le débit et la consommation du gaz naturel en Roumanie entre 1919 et 1924*. Buc., 1925.
DAMASCHIN C. — *Le problème du combustible et la politique de l'Etat*. Correspondance économique roumaine, 1926.
FILOTTI J.C. — *L'évolution des classes sociales dans le passé des principautés roumaines*. (texte roumain). Archive pour la Science et la Réforme sociale, Buc. 1927.
FUNDATIANU C. — *Vues générales sur l'électrification de la Roumanie*. Corresp. éc. Roum., 1929.
GANE G. — *Les richesses naturelles de la Roumanie et leur industrialisation*. Buc., 1924.
GAROFIL D. — *Le rôle social de la propriété moyenne* (texte roumain) Archive pour la Science et la Réforme Sociale, Buc., 1925.
GHEORGHIOU J.D. — *La politique douanière et commerciale de la*

- Roumanie après la guerre* (texte roumain). Bulletin de l'Institut éc. Roum. Buc., 1929.
- GRAF, P. OSCAR. — *Contributions à l'étude du problème de l'industrie du fer* (texte roumain). Bul. Inst. éc. Roum., Buc., 1927.
- HALACEANU C. — *Les générateurs d'énergie et les intérêts nationaux liés à eux* (texte roumain). Buc., 1913.
- HALUNGA AL. — *L'évolution et la Révision du tarif douanier en Roumanie*. Thèse Paris, 1927.
- HALUNGA AL. — *L'histoire de la politique douanière en Roumanie* (texte roumain). Indépendance économique. Années 1927-28-29.
- IONESCU-SISESTI C. — *Mesures légales prises en divers pays en vue du développement de l'agriculture* (texte roumain) Archive pour la Science et la Réforme sociale. An IV.
- IONESCU-SISESTI C. — *L'agriculture de la Roumanie pendant la guerre*. Publication Dotation Carnegie. Paris, 1929.
- IONESCU-SISESTI C. — *La participation de la Roumanie à la production et au commerce mondial de céréales*. Bull. Inst. Ec. Roum. Buc., 1928.
- IANCULESCU P.A. — *Les richesses minières de la Nouvelle Roumanie*. Thèse. Paris 1931.
- JINGA V. — *Les céréales roumaines dans la production et le commerce mondial et le financement de leur exportation* (texte roumain). Indépendance économique, 1929.
- JORDAN N.D. — *Le revenu national de la Roumanie* (texte roumain) Bul. Inst. Ec. Roum. Buc., 1930.
- JORGA N. — *L'Histoire des industries en Roumanie* (texte roumain). Buc., 1927.
- LEONIDA D. — *L'électrification de La Roumanie* (texte roumain). l'Énergie. 1921.
- LAZAR V. — *Le gaz méthane de la Transylvanie* (texte roumain) Annales des mines de Roumanie. Buc., 1921.
- MADGEARU V. — *Le capitalisme dans l'Orient de l'Europe*. Archive pour la Science et la Réforme sociale, Buc. 1927.
- MADGEARU V. — *La révolution agraire et l'évolution de la classe paysanne*. Arch. p. la S. et la R. Sociale, 1923.
- MANOILESCU M. — *La situation économique de la Roumanie, en 1929*. Buc., 1930.
- MANOILESCU M. — *L'importance et les perspectives de l'industrie dans la Nouvelle Roumanie* (texte roumain). Buc., 1921.
- MANOILESCU M. — *Le redressement économique par l'exploitation*

- intensive du pétrole* (texte roumain). Archive pour la Science et la Réforme sociale. Buc., 1923.
- MANOILESCU M. — *Une nouvelle conception du protectionnisme industriel* (texte roumain). Ind. Ec. n° 2 Buc., 1930.
- MANOILESCU M. — *Notes sur la supériorité des industries agricoles par rapport aux autres branches d'industries* (texte roumain). Communication faite au Congrès International d'Agriculture de Bucarest en 1929.
- MANOLIU FI. — *La reconstruction économique et financière de la Roumanie et les partis politiques*. Thèse Paris, 1931.
- MARMOROCCH-BLANK. — *Les forces économiques de la Roumanie*. 3 vol. Années 1928-29-30.
- MIHAILESCU C. — *L'Agriculture roumaine après la guerre* (texte roumain) Independ. éc. n° 3. 1929.
- MUSCELEANU Ch. — *Les générateurs d'énergie de Roumanie* (texte roumain) Buc., 1927.
- NAMIER L. — *La révolution agraire*. Reconstruction de l'Europe, n° 6.
- NASTA AL. — *Notre agriculture devant la crise mondiale* (texte roumain). Buc., 1930.
- ONISOR V. — *Le revenu national, la réforme monétaire et la crise économique spéciale de Roumanie* (texte roumain). Buc., 1931.
- PAVEL D. — *La capacité énergétique de la Roumanie* (texte roumain) Publication de l'Institut National Roumain pour l'étude, l'encouragement et l'emploi des sources d'énergie. N° 8.
- PIZANTY M. — *Les problèmes actuels de l'industrie pétrolière roumaine* (texte roumain). Bul. Inst. Ec. Roum. Buc., 1929.
- POPESCU C. — *L'évolution des industries de la Transylvanie après l'union* (texte roumain). Buc., 1928.
- POPOVICI D.J. — *La formation du capital en Roumanie* (texte roumain) Thèse Jassy, 1931.
- SCHINDLER A. — *Nécessité et importance de l'observation du marché agricole*. Communication Congrès International de Buc., 1929.
- SOPHIAN M. — *Quelques considérations sur l'économie énergétique en Roumanie* (texte roumain). Publication Inst. Géologique Roum. Buc. 1926.
- SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT INDUSTRIEL. — *Les diverses industries*. 5 vol. 1926.
- STRAT G. — *Industries et métiers en Roumanie* (texte roumain). Buc., 1929.

- STRAT G. — *L'Economie Sociale et la Législation ouvrière*. Les annales économiques et statistiques Buc., 1928.
- SUCHIANU D. — *Une théorie roumaine sur le protectionnisme*. (texte roumain). L'indépendance économique, 1930.
- TOPLICEANU A. — *La place occupée par l'industrie dans le complexe économique de la Roumanie* (texte roumain) Buc., 1923.
- TOPLICEANU A. — *Le problème du fer en Roumanie*. Les Annales éc. et Statist (texte roumain). Buc., 1928.
- VASILIU M. — *Sur les aspects du combustible en Roumanie* (texte roumain). Buc., 1928.
- ZELETIN St. — *La bourgeoisie roumaine et son rôle historique*. (texte roumain). Buc., 1925.
- ZELETIN St. — *Le néolibéralisme* (texte roumain). Buc., 1927.
- XENOPOL N. — *La richesse de la Roumanie*. Buc. 1916.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Structure économique de la Roumanie avant la guerre...	5
Section I. — Considérations générales.....	5
Section II. — Structure agricole de la Roumanie avant la guerre.....	8
Section III. — La condition des classes sociales en Roumanie avant la guerre.....	12
Section IV. — L'industrie Roumaine d'avant-guerre	21
CHAPITRE II. — Changements apportés par la guerre à l'économie nationale roumaine....	36
Section I. — Pertes subies par la Roumanie du fait de la guerre.....	37
Section II. — La réforme agraire et ses conséquences	44
Section III. — L'agrandissement de la Roumanie et ses conséquences.....	55
CHAPITRE III. — L'industrie : distinction et classification	66
CHAPITRE IV. — Conditions pour qu'un pays entre dans la voie de son industrialisation	77
Section I. — Considérations générales	77
Section II. — Les facteurs du développement industriel d'un pays.....	81
CHAPITRE V. — Sources d'énergie de la Roumanie et les possibilités d'un futur développement industriel qu'elles offrent	95
Section I. — Le charbon.....	96
Section II. — Le pétrole.....	103
Section III. — Les gaz naturels.....	108

Section IV. — Le bois	113
Section V. — La houille blanche.....	115
CHAPITRE VI. — Le problème de l'énergie en Roumanie et son emploi dans l'électrification	123
Section I. — L'état actuel de l'usage énergétique	124
Section II. — Les réserves énergétiques de la Roumanie	127
Section III. — Le problème de l'électrification en Roumanie	129
Section IV. — Capitaux nécessaires à l'électrification	135

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE VII. — L'industrie alimentaire	143
Section I. — Situation générale.....	143
Section II. — Principaux sous-groupes de l'industrie alimentaire	147
Section III. — Caractère de l'industrie alimentaire. Ses possibilités.....	157
CHAPITRE VIII. — L'industrie du bois.....	164
Section I. — Situation générale.....	164
Section II. — Les principaux sous-groupes....	166
Section III. — Conclusions.....	169
CHAPITRE IX. — L'industrie mécano-métallurgique..	172
Section I. — La sidérurgie et la métallurgie des autres métaux.....	172
Section II. — La mécano-métallurgie.....	182
Section III. — Conclusions.....	184
CHAPITRE X. — Les industries textile et du papier..	187
Section I. — L'industrie textile	187
Section II. — L'industrie du papier et les arts graphiques	194
CHAPITRE XI. — Les industries chimique et électro-technique	202
Section I. — L'industrie chimique.....	202
Section II. — L'industrie électro-technique.....	209
CHAPITRE XII. — Les industries du matériel de construction, de la céramique et du verre	212

Section I. — L'industrie du matériel de construction	212
Section II. — L'industrie de la céramique.....	216
Section III. — L'industrie du verre.....	217
CHAPITRE XIII. — L'industrie de la peausserie.....	221
CHAPITRE XIV. — L'industrialisation de la Roumanie	225
Section I. — Les indices négatifs de l'industrialisation	226
Section II. — Les indices positifs de l'industrialisation	229
Conclusions.....	248
Bibliographie	253
Table des Matières.....	259

Les Presses Universitaires de France. — Paris-Saint-Amand. — 25-11-1932
